

De l'influence potentielle à l'influence réelle

Les Indo-américains et la politique étrangère des Etats-Unis entre
2001 et 2012

Travail réalisé par
Laurent Zaldua

LSPRI2900C – Mémoire
Amine Aït-Chaalal (Promoteur)
Theodoros Koutroubas (Lecteur)

Année académique
SPRI21/DI 2016-2017

Déclaration de déontologie

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie.

Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au **Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses** et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Laurent Zaldua

Avant-propos

L'auteur tient à remercier très sincèrement et chaleureusement les personnes suivantes :

- Le professeur Amine Ait-Chaalal pour son soutien continu durant ces deux années de travail ainsi que ses précieux conseils et indications au cours des différentes étapes de cette recherche.
- Le professeur Theodoros Koutroubas pour la lecture et l'intérêt qu'il aura porté à cette recherche.
- Les équipes des bibliothèques de l'UCL, du Centre d'Etudes américaines de la Bibliothèque Royale de Belgique ainsi que de la bibliothèque centrale de la SOAS pour leur aide apportée.
- L'ensemble du corps académique de l'Université Catholique de Louvain et de l'Université Saint-Louis à Bruxelles pour leurs enseignements.
- Le professeur Müge Aknur de l'Université *Dokuz Eylül* d'Izmir pour son enseignement sur les théories de l'analyse de la politique étrangère.
- Jorge Zaldúa Caro, Isabelle Rigaux, Julia Van Weddingen et Julie Lefebvre pour leurs soutiens permanents.

Acronymes et abréviations

AAHOA	<i>Asian American Hotel Owners Association</i>
AAPI	<i>American Association of Physicians of Indian Origin</i>
AFMI	<i>American Federation of Muslims from India</i>
AIPAC	<i>American Israël Public Affairs Committee</i>
AUSIB	<i>Alliance for United States India Business</i>
BJP	<i>Bharatiya Janata Party</i>
CANF	<i>Cuban American National Foundation</i>
FARA	<i>Foreign Agent Registration Act</i>
FIACONA	<i>Federation of Indian American Christian Organizations</i>
HAF	<i>Hindu American Foundation</i>
HSC	<i>Hindu Student Council</i>
IAFPE	<i>Indian American Forum for Political Education</i>
MEA	<i>Ministry of External Affairs, India</i>
MOIA	<i>Ministry of Overseas Indian Affairs, India</i>
NSC	<i>National Security Council, United States</i>
OCI	<i>Overseas Citizenship of India</i>
PAC	<i>Political Action Committee</i>
PIO	<i>Person of Indian Origin</i>
USAID	<i>United States Agency for International Development</i>
USINPAC	<i>United States India Political action Committee</i>
VHP	<i>Vishwa Hindu Parishad</i>

Table des matières

Introduction générale	5
1^{ère} partie : Définitions, Cadre théorique et méthodologique	9
Introduction	9
Chapitre 1 : Définitions	11
1.1 Définition du groupe d'intérêt ethnique	11
1.1.1 Le groupe d'intérêt.....	11
1.1.2 Le groupe d'intérêt ethnique	14
1.2 Etat de l'art : description et évolution des différents groupes d'intérêt ethniques dans la littérature	15
1.2.1 Historique des groupes ethniques.....	16
1.2.2 Etat de l'art des groupes ethniques dans la science politique américaine	18
Chapitre 2 : Cadres théoriques et méthodologiques	21
2.1 Cadre théorique : définition de l'influence, distinction entre influence, puissance et <i>soft power</i>	21
2.1.1 L'influence	21
2.1.2 Distinction entre l'influence et la puissance	23
2.1.3 Le soft power	23
2.2 Cadre méthodologique	24
2.2.1 Mesurer l'influence potentielle	24
2.2.2 Mesurer l'influence réelle	27
Conclusion	29
2^{ème} partie : De la latence à l'influence potentielle	31
Introduction	31
Chapitre 3 : Les facteurs internes : Le groupe de pression ethnique « pro-indien », son évolution et son organisation	33
3.1 Caractéristiques de la communauté indo-américaine aux Etats-Unis	33
3.1.1 Historique de la diaspora indienne aux Etats-Unis	33
3.1.2 Caractéristiques socio-économiques	35
3.1.3 Intégration	38
3.1.4 Perception de la communauté immigrante	42
3.1.5 Comportement politique	44
3.2 Historique des groupes de pression indiens aux Etats-Unis.....	47

3.2.1	Les groupes liés à « <i>l'Hindutva</i> »	48
3.2.2	Les groupes « <i>South Asia</i> »	49
3.3	Vers une unité : création de l'USINPAC (United States India Political Action Committee)	51
3.3.1	Création et objectifs de l'USINPAC	51
3.3.2	Liens avec l'AIPAC	53
3.3.3	Organisation de l'USINPAC	53
3.4	Evaluation de l'influence potentielle par rapport aux facteurs internes	55
Chapitre 4 : Les facteurs externes : le contexte international et l'évolution de la relation Etats-Unis-Inde sous G.W.Bush et B. H. Obama.....		57
4.1	Caractéristiques du système politique américain.....	57
4.1.1	Au sein de l'exécutif : la Maison Blanche.....	57
4.1.2	La création des Caucus indiens au Congrès	59
4.2	Les Relations Etats-Unis-Inde	62
4.2.1	Historique	63
4.2.2	Contexte international post 11/09 : une fenêtre d'opportunité pour un renforcement de la relation Etats-Unis-Inde.....	65
4.2.3	Les relations Etats-Unis-Inde sous Georges W.Bush (1 ^{er} et 2 ^{ème} mandats).....	66
4.2.4	Les relations Etats-Unis-Inde sous Barack H.Obama (1 ^{er} mandat)	68
Conclusion		71
3ème partie : De l'influence potentielle à l'influence réelle : L'USINPAC et les autres groupes de pression indo-américains à l'œuvre.....		73
Introduction		73
Chapitre 5 : L'influence réelle de l'USINPAC : cas d'études		75
5.1	Le pacte nucléaire : véritable objectif de l'USINPAC	76
5.1.1	Rappel des faits	76
5.1.2	Les actions des groupes de pression pro-indiens pour le pacte nucléaire.....	79
5.1.3	L'action de l'USINPAC pour L' <i>Hyde Act</i>	82
5.2	Les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan : Limites de l'influence de l'USINPAC.....	86
5.2.1	Contexte.....	86
5.2.2	L'USINPAC et l'assistance financière au Pakistan.....	87
5.2.3	L'USINPAC et les ventes d'armes au Pakistan	88
5.3	Critiques du groupe d'intérêt.....	90
5.4	Vérification de l'hypothèse	91

Chapitre 6 : Les liens entre Washington, New Delhi, l'USINPAC et les autres groupes de pression	93
6.1 Les groupes d'intérêt ethniques indiens et l'Inde.....	94
6.1.1 Liens entre les groupes d'intérêt ethniques et les gouvernements indiens.....	94
6.1.2 Actions des groupes d'intérêt ethniques en Inde.....	96
6.2 Les groupes de pression ethniques indiens : outils de <i>soft power</i> pour Washington ?	97
6.3. Les groupes de pression ethniques indiens: outils de <i>soft power</i> pour New Delhi ?	99
6.4 Vérification de l'hypothèse	101
Conclusion	103
Conclusion générale	105
Bibliographie	109
Annexe.....	119

Introduction générale

« *Forget the Israel Lobby. The Hill's Next Bill Player is made in India* »¹

Cette phrase, issue d'une opinion rédigée par Mira Kamdar, chercheuse au World Policy Institute et enseignante à Sciences Po Paris, a accompagné nos premières lectures dans le cadre de cette recherche et a inspiré notre question de base. En effet, si, généralement à tort ou à raison, le lobby pro-israélien aux Etats-Unis est fortement médiatisé et reconnu comme un lobby important, le lobby pro-indien de son côté n'a fait l'objet que de quelques études spécialisées, et, s'il est cité dans des recherches générales sur les groupes ethniques, c'est le plus souvent à la marge. Hors, il nous semble que ce groupe mérite une attention plus soutenue.

Depuis la fondation des Etats-Unis, et surtout au travers de la Convention de Philadelphie de 1787, le monde politique américain a toujours été à la fois sensible et perméable à l'influence de la société civile organisée, que cela soit au niveau de la politique intérieure ou de la politique étrangère (Belin, *in* David, 2015, p. 508). Si l'histoire législative américaine est parsemée de nouvelles réglementations visant à codifier et limiter l'influence de la société civile comme nous l'observerons dans le cadre de cette recherche, il n'en reste pas moins que certains groupes ou factions restent assez puissants encore aujourd'hui, même durant des périodes où l'intérêt national américain est potentiellement en danger. Nous pouvons illustrer cela par une pensée de Georges Kennan, qui en 1977, regrettait amèrement que les groupes d'intérêt ethniques possèdent plus d'influence auprès des Membres du Congrès que les diplomates du Département d'Etat ou des membres de l'administration de la Maison Blanche «*who, in contrast to the lobbyists, had exclusively the national interest at heart* » (Kennan, cité dans Smith, 2000, p. 5). Nous verrons au cours de cette recherche que cette question de l'intérêt national américain se pose en permanence dans les études consacrées aux groupes ethniques.

Si les groupes de pression ont donc toujours eu une influence, il semble que depuis la fin de la guerre froide, il y ait un accroissement sensible des groupes d'intérêt ethniques dans la politique étrangère américaine (Grjebine, 2008, p.40). Parmi ces groupes dit ethniques, le plus célèbre et médiatisé d'entre eux est certainement celui

¹ KAMDAR, M., « The New AIPAC ? », *The Washington Post*, Sunday September 30, 2007.

qui représente les mouvements pro-israéliens, regroupés principalement au sein de l'AIPAC (*American-Israel Political Action Committee*). Cette organisation a fait l'objet de nombreuses recherches parmi lesquelles on retrouve un ouvrage rédigé par John Mearsheimer et Stephen Walt (Mearsheimer, Walt, 2007), mais aussi des travaux de recherches antérieurs menés notamment par Yossi Shain (Shain, 1999), spécialiste de la question et qui sera un de nos auteurs de référence dans le cadre de cette recherche.

Encore aujourd'hui, les lobbies ethniques font souvent l'objet de questionnements les plus divers, que cela soit au niveau de la presse ou de certains chercheurs qui ont souvent tendance à mettre en avant l'influence de tel ou tel groupe. Les groupes d'intérêt ethniques, eux même, « sont souvent en partie responsables de cette surestimation car, pour les besoins de relations publiques ou de levées de fonds, ils n'hésitent pas à s'attribuer les mérites du passage d'une loi ou d'une élection réussie » (Belin, *in* David, 2015, p. 527).

Notre question centrale portera sur l'analyse des influences potentielles et réelles du groupe ethnique pro-indien dans la politique étrangère des Etats-Unis vis-à-vis de l'Inde. Pour pouvoir répondre à cette question, nous procéderons en plusieurs étapes. Tout d'abord, il nous semble nécessaire de définir correctement tous les termes utilisés dans le cadre de cette étude, à savoir les notions de groupe d'intérêt, groupe d'intérêt ethnique, diaspora, influence, puissance et *soft power*.

Une fois ces termes établis, nous décrirons notre méthodologie utilisée et nous procéderons en deux axes d'analyse : d'une part nous nous concentrerons sur les facteurs internes tels que l'organisation et le fonctionnement du groupe ethnique pro-indien et, d'autre part, nous étudierons l'évolution de la politique étrangère des Etats-Unis à l'égard de l'Inde. Afin de centrer la recherche, nous avons choisi d'étudier la période allant entre les années 2001 et 2012, à savoir les deux mandats du président républicain Georges W. Bush et le premier mandat du président démocrate Barack H. Obama. Ces deux axes nous permettront d'établir l'influence potentielle du groupe ethnique pro-indien.

Dans une troisième partie, nous analyserons l'influence réelle qu'a pu avoir ce groupe ethnique entre 2001 et 2012, en utilisant une des perspectives théoriques proposées par Donald Abelson (*in* David, 2012, p. 332), qui consiste à utiliser une approche globale

en étudiant le fonctionnement du groupe ethnique indien afin de déterminer si son action a pu mener à une influence réelle.

Concernant nos hypothèses, nous en émettrons trois à ce stade préliminaire de la recherche : selon nous, le groupe d'intérêt pro-indien possède une influence potentielle très importante et est en mesure de peser sur la politique étrangère des Etats-Unis. Seulement, cette influence potentielle se transforme en influence réelle uniquement si le groupe ethnique est soudé envers un seul et même objectif et que celui-ci ne rentre pas en contradiction avec les intérêts vitaux de la politique étrangère américaine. Une troisième hypothèse concerne les liens entre le groupe ethnique indien et les gouvernements indiens et américains. Nous pensons que ce groupe ethnique est vu comme un outil de *soft power* tant du côté de Washington que de New Delhi. Nous détaillerons ces hypothèses respectivement dans les deuxième et troisième parties de ce mémoire.

Pour cette recherche, la collecte de sources aura été certainement un double défi. D'une part, face au nombre important de sources académiques disponibles sur les groupes d'influence ethniques aux Etats-Unis, que cela soit au niveau des approches générales ou plus spécifiquement sur un ou deux groupes en particulier, nous avons dû procéder à une sélection en tenant compte d'une part de notre question de départ, et d'autre part en privilégiant les études qualitatives, plus utiles pour pouvoir nous permettre d'arriver à une analyse la plus fine possible dans le cadre de l'étude d'un lobby en particulier. D'autre part, la difficulté d'accès aux sources primaires, propre à toute recherche dans le secteur des groupes d'intérêt, a rendu également la recherche ardue et la nécessité de définir un cadre d'analyse cohérent qui puisse tenir compte de ces différents impératifs. Par exemple, nous aurions pu utiliser la grille d'analyse fournie par Michele Betsill et Elisabeth Corell, basée sur la triangulation de données (Betsill, Corell, 2008, pp. 19-42) et qui, selon Morin (2013, pp. 159-160), permet de mesurer le plus précisément possible l'influence réelle d'un groupe d'intérêt ethnique en politique étrangère. Malheureusement, cette méthode, relativement contraignante pour éviter des biais, nécessitait d'avoir accès à un nombre de sources primaires relativement importantes. Nous avons donc décidé de nous baser sur les recherches antérieures effectuées sur le groupe d'intérêt ethnique pro-indien ainsi que sur des sources primaires accessibles telles que les communiqués de presse du lobby et les annales du Congrès, ainsi que certaines interviews dans les médias américains.

Pour collecter les sources secondaires, nous nous sommes rendus dans différentes bibliothèques de Belgique, dont la bibliothèque de la faculté ESPO de l'UCL à Louvain-La-Neuve, la bibliothèque centrale de la KU Leuven ainsi que les bibliothèques des universités bruxelloises de Saint-Louis et de l'ULB. La section américaine de la Bibliothèque Royale de Belgique nous a également permis d'obtenir certains ouvrages. De même, nous nous sommes rendus à la bibliothèque de la SOAS (*School of Oriental and African Studies*) à Londres afin de pouvoir consulter des ouvrages indisponibles en Belgique.

Au niveau de la méthode de travail, nous nous sommes principalement basés sur les ouvrages de Beaud (2006) et de Beaud et Weber (2010), qui nous ont permis de structurer cette recherche, tant au niveau de la collecte d'information, de l'analyse et de la rédaction finale.

1^{ère} partie : Définitions, Cadre théorique et méthodologique

Introduction

Dans cette première partie, nous nous concentrerons sur les aspects théoriques et méthodologiques de notre recherche. Dans un premier temps, nous définirons certains concepts clés tels que le « lobby ethnique » en le replaçant dans le contexte des Etats-Unis. Dans un deuxième temps, nous définirons ce que nous entendons dans le cadre de ce travail par l'influence, en effectuant une distinction entre influence et puissance. Enfin, nous aborderons le concept de *soft power* qui nous permettra de comprendre la stratégie de l'Inde vis-à-vis de sa diaspora et de comprendre dans quelle mesure celle-ci influence sur la politique étrangère américaine vis-à-vis de l'Etat Indien. Enfin, après avoir décrit le cadre théorique, nous présenterons notre méthodologie utilisée, basée sur l'analyse des facteurs internes et externes fournis par la littérature scientifique (Rytz, 2013, pp. 30-31), qui permettent d'évaluer l'influence potentielle d'un groupe ethnique et, d'autre part, sur le modèle global d'analyse des lobbies proposé par Abelson, qui consiste à s'intéresser au fonctionnement et à l'organisation interne du lobby étudié afin d'en évaluer l'efficacité de l'influence réelle mais aussi « de mettre en évidence les divers facteurs qui déterminent sa performance » (Abelson *in* David, 2012, pp. 332-334). Cette double grille méthodologique, couplée au cadre théorique défini, nous permettra d'évaluer dans les chapitres ultérieurs l'influence du groupe ethnique pro-indien sur la politique étrangère américaine vis-à-vis de l'Inde.

Chapitre 1 : Définitions

1.1 Définition du groupe d'intérêt ethnique

Pour bien comprendre ce que nous entendons par groupe de pression ethnique dans le contexte des Etats-Unis, il nous semble nécessaire de décortiquer cette définition en deux parties : le groupe d'intérêt et le groupe d'intérêt ethnique.

1.1.1 Le groupe d'intérêt

Comme le note Graham Wilson, un des principaux problèmes auxquels nous sommes confrontés lorsqu'on travaille sur les groupes de pression ou les groupes d'intérêt concernent le problème de la définition de ces groupes (Wilson, 1991, p. 6). En effet, de nombreuses organisations pourraient être concernées en tant que groupe de pression, de sorte qu'une définition très large pourrait inclure en tant que groupe de pression toute organisation qui tente d'influencer n'importe quelle politique publique (Richardson, 1993, p. 1). Avant de resserrer quelque peu cette définition, il nous semble important d'effectuer un détour historique afin de comprendre l'origine de ces groupes de pression et leur importance dans le système fédéral américain.

Dans l'histoire politique des Etats-Unis, les lobbies ou les groupes de pression ont toujours eu une place prépondérante. Cela tient à plusieurs facteurs, parmi lesquels le système politique américain en lui-même, conçu sur la base de trois pouvoirs distincts et d'un nombre important de *checks and balances* qui se retrouvent non seulement au sein de l'Etat fédéral, mais également dans les entités fédérées. De plus, l'organisation du pouvoir législatif, sous une forme assez décentralisée avec un grand nombre de comités et de sous-comités, permet également aux groupes d'intérêt d'avoir à disposition plusieurs points de pressions simultanés (Holyoke, 2014, p. 134). Ce système est donc assez ouvert à des influences externes et encourage ainsi la possibilité de la création de groupes d'intérêt (Ashbee, 2004, p. 249). Cette possibilité est devenue très rapidement un droit. Ainsi, dans la Constitution américaine, le premier amendement reconnaît formellement le droit des citoyens américains de pouvoir défendre leurs intérêts particuliers : « Le Congrès ne fera aucune loi [...] pour limiter

[...] le droit des citoyens [...] d'adresser des pétitions au gouvernement en vue de réparer un tort » (Belin, *in* David, 2015, pp. 509-510).

Très rapidement, certains ont mis en garde concernant les dérives potentielles que pouvaient engendrer de tels groupes ou factions. C'est le cas par exemple de James Madison, 4^{ème} président américain, qui, dans une note datant de 1787 et adressée aux citoyens de l'Etat de New York, affirma que « parmi les nombreux avantages que nous promet une union bien construite, il n'en est aucun qui mérite d'être plus soigneusement développé que sa tendance à amortir et à arrêter la violence des factions » (Madison, *in* Hamilton, Madison et Jay, 1988, p. 66). Avec James Madison, nous obtenons donc une définition de la faction, vue « comme un certain nombre de citoyens formant la majorité ou la minorité, unis et dirigés par un sentiment commun de passion ou d'intérêt, contraire aux droits des autres citoyens ou aux intérêts permanents et généraux de la communauté » (Abelson *in* David, 2012, p. 320).

Par la suite, d'autres auteurs ont défini de manière plus précise le groupe d'intérêt. La définition qui semble toujours être la plus dominante au sein de la littérature est celle proposée par Truman en 1971 qui le définit comme « *any group that is based on one or more shared attitudes and make certain claims upon other groups or organizations in the society* » (Truman, 1971, p. 13). Deux idées peuvent être déduites de cette définition : toute organisation est composée d'individus qui partagent des caractéristiques ou des intérêts communs et ces associations sont engagées dans la sphère politique et visent à adapter l'action publique en fonction de leurs intérêts (Hrebenar et Bryson, 2009, p. 9). La littérature considère généralement qu'il y a deux grandes catégories de groupes d'intérêt : d'une part, les groupes qui visent avant tout la défense de leur intérêt propre et d'autre part les groupes qui se considèrent d'intérêt public, qui profitent à l'ensemble de la population (Hrebenar et Bryson, 2009, p. 9).

Comme nous le verrons plus en profondeur ultérieurement lorsque nous aborderons la définition de groupe de pression ethnique, un certain nombre de lois ont vu le jour pour réglementer les actions des groupes d'intérêt et spécifiquement des groupes d'intérêt ethniques (Newhouse, 2009, pp. 76-77). A ce stade, nous pouvons citer le *Federal Regulation of Lobbying Act*, voté par le Congrès en 1946 et qui impose une certaine transparence aux lobbyistes nationaux ainsi que le *Lobbying Disclosure Act*, passé au Congrès en 1995 « qui exige des individus pratiquant le lobbying qu'ils s'enregistrent

auprès du clerc de la Chambre des Représentants et du secrétaire du Sénat, et qu'ils remplissent des rapports semi-annuels sur leurs activités et leurs dépenses, ainsi qu'une note de terminaison lorsqu'ils arrêtent de représenter un client » (Delin, *in* David, 2015, p. 518). Cependant, selon plusieurs lobbyistes, dont les propos ont été rapportés dans un article de John Newhouse, ces rapports ne seraient que rarement lus par l'administration du Congrès et de toute façon peu de sanctions sont réellement prises en cas de manquement à ces obligations (Newhouse, 2009, p. 77).

A ce stade-ci, il est également important de pouvoir faire la distinction entre groupes d'intérêt et mouvements sociaux ou politiques. En effet, si la différence entre les deux peut paraître parfois ténue, il y a cependant plusieurs distinctions fondamentales. Les mouvements sociaux sont généralement des groupes qui émergent sur une revendication ou un sujet précis, et si, parfois ces groupes deviennent alors des groupes d'intérêt, le plus souvent, ils restent en tant que mouvements sociaux ou se transforment en groupe politique (Hrebenar et Bryson, 2009, pp. 9-10). La différence essentielle entre les deux réside dès lors dans le fait que les mouvements politiques souhaitent occuper physiquement le pouvoir tandis que les groupes d'intérêt tentent eux d'influencer certaines décisions émises par le pouvoir en place (Hrebenar et Bryson, 2009, p. 11). Nous verrons dans une partie ultérieure en quoi consiste réellement cette notion d'influence.

Si la littérature, dans la majorité des cas, ne fait que peu de différence entre groupe d'intérêt et lobby (Hrebenar et Bryson, 2009, pp. 22-23), il nous semble intéressant d'effectuer malgré tout cette distinction car la définition du lobby nous paraît plus restrictive que celle du groupe ethnique. Avec Farnel, nous pouvons définir le lobbying « comme une activité qui consiste à procéder à des interventions destinées à influencer directement ou indirectement les processus d'élaboration, d'application, ou d'interprétation de mesures législatives, normes, règlements et, plus généralement, de toute intervention ou décision des pouvoirs publics » (Farnel, 1994, p. 21). Nous nous apercevons donc que l'acte de lobbying défini ainsi s'effectue avant tout dans un contexte législatif. Hors, comme nous le verrons, le groupe ethnique pro-indien, tout comme d'autres groupes ethniques organisés, est actif également en dehors du contexte législatif ou même du contexte de l'action publique étant donné qu'il vise aussi à réunir et promouvoir la communauté indienne vivant aux Etats-Unis. Néanmoins, l'acte de

lobbying reste l'activité majeure des groupes d'intérêt ethniques, ce qui explique certainement la fusion effectuée dans la littérature entre les deux notions.

Si cette littérature reconnaît également qu'il n'existe pas de « lobbyiste typique », il est généralement admis que tout lobbyiste devrait maîtriser quatre sujets : le processus législatif et politique, le processus légal et judiciaire, les techniques de relations publiques et de communications et enfin, une connaissance plus ou moins approfondie du sujet défendu (Milbrath, 1963, p. 61). Si les groupes d'intérêt possèdent pour la majorité d'entre eux des lobbyistes professionnels à temps plein, il n'est pas rare qu'ils fassent appel à des lobbyistes de bureaux externes, mandatés pour défendre un sujet particulier et effectuer du lobbying directement auprès du pouvoir, qu'il soit législatif ou exécutif (Hrebenar et Bryson, 2009, pp. 22-23).

Après avoir défini la notion de groupe d'intérêt et l'avoir mise dans le contexte américain, nous pouvons passer dès lors à l'étude du groupe d'intérêt ethnique en particulier.

1.1.2 Le groupe d'intérêt ethnique

A nouveau, il nous semble important de procéder par étapes afin de pouvoir définir cette notion. Dans la littérature, les notions de diasporas et de groupes ethniques sont parfois utilisées comme synonyme (Shain, 1995, p. 814), et parfois distinguées l'une de l'autre (Rytz, 2013, p. 17). Bien que la différence soit subtile, il nous semble intéressant de distinguer les deux termes dans le cadre de cette recherche. En effet, si les deux expressions renvoient toutes les deux à l'ethnicité, à savoir « une dynamique de production d'identités faisant de l'attachement à un groupe ethnique l'élément prioritaire de l'identité des individus, ainsi qu'un principe essentiel de l'organisation de la société » (Nay, 2011, p. 202), la différence réside dans le degré d'implication politique de ce groupe identitaire. En effet, si nous reprenons par exemple la définition de diaspora proposée par Yossi Shain, elle se définit comme « *a people with common national origin who reside outside a claimed or an independent home territory. They regard themselves or are regarded by others as members or potential members of their country of origin(claimed or already existing), a status held regardless of their geographical localisation and citizen status outside their home country* » (Shain, 1995, p. 814). Durant de nombreuses décennies, le terme de diaspora a surtout été utilisé pour qualifier des populations en exil et qui se battaient pour pouvoir retourner dans

la patrie de leurs ancêtres. Cependant, dans la littérature contemporaine, le terme de diaspora est généralement utilisée sans référence à cette notion d'exil (Rytz, 2013, p. 18).

Pour Yossi Shain et Aharon Barth, les membres de la diaspora peuvent être divisés entre trois catégories : la majorité silencieuse, à savoir les personnes qui ne se sentent pas réellement concernées par leurs origines, les membres passifs, ceux qui se sentent concernés par leurs origines et qui peuvent se mobiliser de temps à autres et enfin, les membres actifs, qui sont généralement issus de l'élite intellectuelle, et sont impliqués de manière intensive dans la promotion et la défense de la diaspora (Shain et Barth, 2003, p. 452). C'est au sein de ces membres actifs que nous allons trouver les membres des groupes ethniques impliqués politiquement.

Dans l'expression groupe d'intérêt ethnique, la notion centrale est celle de l'ethnicité. Celle-ci est définie par Smith comme « *a voluntary organization of people with a collective identity based on an intellectually formulated and emotionally felt assertion of their distinctiveness from other peoples* » (Smith, 2000, p. 21). Pour Smith, tout comme pour Paul & Paul, la notion d'ethnicité dans ce contexte est tout à fait échangeable avec celle de race, de sorte que ces auteurs utilisent également le concept de groupe ethnoracial (Paul & Paul, 2009, p. 31).

Avec Ambrosio et Kirk, nous pouvons donc donner une définition du groupe d'intérêt ethnique comme étant « *a political organization established along cultural, ethnic, religious, or racial lines and may seek to influence U.S. foreign policy in support of their country of origin or ancestry, and that under certain conditions, such efforts can be quite successful* » (Ambrosio, 2002, b2 et Kirk, 2008, p. 277). Les conditions dans lesquelles un groupe ethnique peut réussir à influencer la politique étrangère seront détaillées dans le deuxième chapitre. Avant cela, nous allons élaborer un bref état de l'art de la littérature sur les groupes d'intérêt ethniques.

1.2 Etat de l'art : description et évolution des différents groupes d'intérêt ethniques dans la littérature

Après avoir défini la notion de groupe d'intérêt ethnique et les concepts liés à celle-ci, il est intéressant d'une part de pouvoir comprendre l'évolution des différents groupes,

de voir dans quelle mesure le groupe d'intérêt pro-indien se positionne par rapport aux autres et, dans un deuxième temps, de faire un bref état de l'art des différentes recherches et études se portant sur les groupes d'intérêt ethniques. Cet état de l'art nous permettra alors d'effectuer la transition vers nos cadres théoriques et méthodologiques sélectionnés pour cette recherche.

1.2.1 Historique des groupes ethniques

Comme nous l'avons soutenu dans notre introduction, les groupes d'intérêt ethniques ont pris une place relativement importante dans l'analyse de la politique étrangère américaine au fur à mesure du temps. Contrairement aux autres groupes de pression déjà actifs dès les premières années de la création des Etats-Unis et avant une grande progression dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle (Holyoke, 2014, pp. 26-27), les groupes de pression ethniques organisés ont commencé à avoir de l'influence avec la Première Guerre Mondiale et ses conséquences (Smith, 2000, p. 47). Avec Tony Smith, un des précurseurs de l'analyse de l'influence des groupes ethniques dans la politique étrangère américaine, nous pouvons définir trois grandes étapes historiques (Smith, 2000, p. 47).

La première étape, s'écoulant durant la première moitié du vingtième siècle, correspond à l'influence de groupes ethniques issus de l'immigration européenne des siècles précédents. Les principaux groupes étant ceux d'origine allemande, scandinave, irlandaise et italienne (Smith, 2000, p. 47). Si selon Smith, leur influence était limitée dans les années 1910, ils ont acquis de l'importance par la suite en s'opposant en compagnie d'autres groupes de pression, à l'entrée des Etats-Unis dans la Société des Nations (Smith, 2000, pp. 52-53). Suite à cette montée en puissance dans l'entre-deux guerres, et notamment suite à des craintes de propagande nazie issue d'une partie de la communauté allemande, le Congrès a adopté le *Foreign Agent Registration Act* (FARA) en 1938. Cette législation « exige que des lobbyistes travaillant pour le compte de pays étrangers s'enregistrent auprès du département de la justice en tant qu'agents étrangers » (Belin, in David, 2015, p. 518).

Une deuxième étape correspond à la période de la guerre froide. Outre les groupes cités précédemment, trois groupes se démarquent par leurs activités durant cette période : les groupements pro-israéliens, le groupe ethnique des américains d'origine grecque ainsi que différents groupes issus de l'Europe centrale (Smith, 2000, pp. 54-

64). Un autre groupe de pression, représentant une petite mais influente communauté, est également remarqué durant cette période : le groupe ethnique arménien (Grjebine, 2008, p. 39). Plus tardivement, au début des années 1980, c'est le groupe ethnique cubain, réuni sous le nom de *Cuban American National Foundation* (CANF) qui prendra une certaine importance (Rytz, 2013, p. 53). Cependant, le cas de la CANF est un peu particulier, dans le sens où ce groupe ethnique a été mis sur pied sous l'impulsion de l'administration Reagan, dans le but de mettre la pression sur le Congrès (Morin, 2013, p. 162). Dans l'ensemble, ces différents groupes suivent la politique étrangère américaine, basée sur la rivalité de puissance avec l'Union Soviétique (Smith, 2000, p. 85). Il faudra attendre la fin de la guerre froide pour voir à la fois un nouvel élan dans les différents groupes ethniques et des tentatives d'orientations diverses de la politique étrangère américaine.

En effet, à partir du début des années 1990, nous voyons apparaître des changements au sein des différents groupes ethniques. Si l'AIPAC, représentant principal du lobby pro-israélien reste toujours considéré comme un modèle, certains groupes ethniques s'effacent progressivement tandis que d'autres font leur apparition et avec de nouvelles revendications (Smith, 2000, pp. 64-76). C'est le cas par exemple des lobbies ethniques turcs et mexicains ainsi qu'une résurgence des groupes ethniques d'Europe Centrale (Mc Cormick, in Cigler et al., 2016, pp. 251-251).

Enfin, comme le signale James Mc Cormick, une quatrième étape pourrait éventuellement déjà être définie avec la montée en puissance de groupes ethniques d'origine asiatique comme l'USINPAC ou les mouvements d'Américains d'origine chinoise (Mc Cormick, in Cigler et al., 2016, pp. 271-273).

Pour conclure ce panorama des différents groupes de pression, on peut, avec James McCormick, effectuer une distinction fondamentale entre deux catégories de groupes de pression ethniques. Il y a selon lui, d'une part les lobbies dont le but est de renforcer la politique américaine ou de conserver le status-quo tels que le lobby pro-israélien ou le lobby cubain. D'autre part, il y a une série de lobbies qui visent avant tout à modifier, parfois en profondeur, la politique étrangère américaine. C'était le cas par exemple par le passé du lobby arménien, des lobbies pro-arabes et récemment du lobby pro-indien (Mc Cormick, in Cigler et al., 2016, p. 274). Il va de soi que les lobbies souhaitant

modifier l'orientation de la politique étrangère américaine ont plus de difficultés que ceux qui souhaitent le status-quo.

A ce stade, une distinction doit être apportée en ce qui concerne les groupes d'intérêt ethniques, en particulier les groupes asiatiques entre l'action des groupes d'intérêt ethniques issus de la société civile et l'action de groupes de pression coordonnés par des états étrangers. Si certains groupes comme les lobbies pro-indien et pakistanais émanent de citoyens américains originaire du sous-continent indien, il n'en va pas de même pour les lobbies représentant la Chine et la Corée du Sud qui ne regroupent que peu de mouvements de citoyens (Belin, *in* David, p. 530). Pour ces deux pays, le lobbying exercé ressemble davantage à du lobbying d'Etat, ou les groupes d'intérêt sont en fait coordonnés par les ambassades qui embauchent des lobbyistes professionnels et qui s'appuient également sur les réseaux des multinationales chinoises ou sud-coréennes (Hrebenar et Thomas, 2011). Bien évidemment, il est tout à fait possible que certains groupes d'intérêt soient utilisés épisodiquement par l'Etat de leurs origines pour effectuer une certaine pression ou influence sur une politique particulière. Un des enjeux de cette recherche sera de voir dans quelle mesure cela s'applique au groupe d'intérêt pro-indien.

Après avoir fait un état des lieux de ces différents groupes de pression, il nous semble intéressant de voir de quelle façon ils sont étudiés dans la littérature scientifique.

1.2.2 Etat de l'art des groupes ethniques dans la science politique américaine

Comme nous allons le voir dans cette section, de nombreux chercheurs se sont intéressés à l'influence qu'exercent les groupes de pression et, en particulier, les groupes ethniques sur la politique étrangère américaine. Cependant, comme le souligne Donald Abelson, si de nombreuses recherches portent sur l'organisation des lobbies ethniques et leur poids politique aux sein des institutions de Washington, relativement peu de recherches conçoivent ou utilisent des modèles pertinents qui puissent rendre compte de l'influence des lobbies ethniques sur la politique étrangère des Etats-Unis (Abelson, *in* David, 2012, p. 323). Ces lacunes dans la littérature sont principalement dues au fait qu'il existe un nombre d'obstacles méthodologiques importants lorsque l'on aborde la question des groupes d'intérêt et de leur influence

sur la politique étrangère (Morin, 2013, p. 159). En effet, dans l'analyse de la politique étrangère américaine, un nombre important d'acteurs interagissent et effectuent une pression constante tant au niveau du pouvoir législatif que de l'exécutif, ce qui fait qu'il est relativement difficile de pouvoir isoler l'influence d'un groupe d'intérêt en particulier (Morin, 2013, p. 159). Cependant, des auteurs comme Morin, Abelson ou Rytz proposent différents cadres théoriques et méthodologiques d'études dont nous nous sommes inspirés pour notre propre cadre d'analyse qui sera développé dans les sections ultérieures.

Concernant les groupes d'intérêt de manière générale, les chercheurs Bentley et Truman, déjà cités, font figure de pionniers dans le domaine. En effet, Arthur Bentley est le premier politologue à avoir utilisé le concept de groupe d'intérêt pour construire un modèle de compréhension du système politique américain (Bentley, 1951). De son côté, David Truman est le premier à avoir élaboré une réelle théorie de compréhension des groupes d'intérêt en eux-mêmes (Truman, 1971). D'autres chercheurs tels que Dahl (1961) et Olson (1982) sont également des références dans la matière et nous les mobiliserons dans la section suivante. Nous avons également consulté des recherches plus récentes, telles que l'ouvrage de Cigler et al. (2016) ou celui de Holyoke (2014). Si la littérature sur les groupes d'intérêt est donc relativement abondante, cela reste une matière abordée avec une certaine prudence en raison de différents soucis et biais méthodologiques, parmi lesquels la difficulté d'accès aux sources primaires ou encore la difficulté de pouvoir évaluer l'impact des actions des groupes d'intérêt sur une décision politique (Morin, 2013, pp. 159-160 ; Rytz, 2013, p. 24). De plus, la majorité des recherches aux Etats-Unis restent soit trop générales et axées sur le fonctionnement des groupes de pression, soit trop centrées sur une question particulière, ce qui rend par la suite les résultats difficiles à comparer (Baumgartner et Leech, 1998, p. 140).

En ce qui concerne les recherches spécifiques sur les groupes de pression ethnique, elles sont moins nombreuses et plus tardives. Nous pouvons néanmoins citer les travaux d'Alexander DeConde (1992) et de Tony Smith (2000) qui sont des études générales en rapport avec les groupes ethniques. D'autres études plus récentes telles que celles de Yossi Shain (2003) et de Paul & Paul (2009) apportent davantage de précisions. Cette dernière en particulier nous semble spécialement intéressante dans la mesure où, dans une perspective comparatiste, les auteurs analysent au moyen de données relatives à 38 groupes ethniques, six domaines de politique étrangère (aide au

développement, immigration, énergie, sécurité, commerce et droits de l'Homme) où ces groupes de pression semblent être particulièrement influents (Paul & Paul, 2009, pp. 3-4). Outre ces recherches quantitatives, nous pouvons citer une étude récente de Rubenzer (2008). Cette recherche, plus qualitative, permet de définir un certain nombre de critères qui permettent d'analyser l'influence tels que le nombre de personnes impliquées dans le groupe, l'organisation interne du groupe et l'unité du groupe (Rubenzer, 2008, p. 183). Nous reviendrons sur ces critères dans la section suivante consacrée à la définition de l'influence.

Au-delà de ces recherches générales concernant les groupes de pression, d'autres recherches axées plus spécifiquement sur un lobby ethnique en particulier sont également intéressantes à relever. Outre les études de Mearsheimer et Walt ainsi que Yossi Shain sur le lobby pro-israélien et celle de Rytz sur le lobby cubain, nous pouvons citer non-exhaustivement des recherches de Garrett (1978) sur les groupes de pression d'Europe centrale ou de D'Ambrosio (2002) sur les lobbys arméniens et grecs. En ce qui concerne l'état de l'art en rapport avec le lobby pro-indien, nous l'effectuerons dans le troisième chapitre.

Chapitre 2 : Cadres théoriques et méthodologiques

2.1 Cadre théorique : définition de l'influence, distinction entre influence, puissance et *soft power*

Après avoir défini précisément ce que nous entendions par groupe d'intérêt ethnique, nous allons à présent définir notre cadre théorique en passant en revue les notions d'influence, de puissance et de *soft power*. Le concept de l'influence nous permettra de comprendre comment un groupe ethnique peut se construire et passer d'une situation d'influence potentielle à une influence réelle. Le concept de *soft power* lui nous aidera à comprendre les liens qui peuvent se tisser entre les Etats-Unis et l'Inde, en particulier en ce qui concerne le groupe ethnique.

2.1.1 L'influence

En Science Politique, plusieurs définitions concernant l'influence coexistent (Rytz, 2013, p. 35). Dans le cadre de cette recherche, nous pouvons reprendre la définition fournie par Robert Dahl qui affirme que l'influence « *is a relation among actors such that the wants, desires, preferences or intentions of one or more actors affect the actions or predispositions to act, of one or more actors* » (Dahl, 1963, p. 32). Nous pouvons retenir deux éléments de cette définition. D'une part, la question de l'influence est intimement liée à la question de la volonté et de la préférence des acteurs. Pour comprendre l'influence du groupe ethnique pro-indien, il sera donc indispensable de comprendre dans un premier temps comment les préférences se sont créées au sein de celui-ci. D'autre part, de cette définition, nous comprenons également que la capacité d'influencer ou non un acteur sur un autre dépend d'un certain nombre d'éléments de puissance dont dispose le groupe ethnique. Ces éléments seront analysés dans la section suivante.

A ce stade, une distinction fondamentale, qui nous accompagnera tout au long de cette recherche, doit être effectuée. Il est nécessaire de distinguer l'influence potentielle et l'influence concrète ou réelle. L'influence potentielle se définit comme l'acquisition des capacités dont dispose un individu ou un groupe en mesure d'influencer un autre acteur tandis que l'influence concrète se manifeste par l'utilisation effective de ces capacités en tant qu'objet de puissance (Rytz, 2013, p. 36). Cependant, en ce qui

concerne les groupes d'intérêt et la politique étrangère, la littérature admet généralement que l'influence, même si elle peut être vaste connaît toujours une limite. En effet, elle s'arrête généralement là où des intérêts nationaux plus larges entrent en jeu (Grjebine, 2008, p.52).

Au sujet de l'influence et des groupes d'intérêt ethniques, cette littérature s'oppose en deux grands pôles. Il y a d'un côté les partisans d'une vision où les groupes d'intérêt ethniques sont assez influents et puissants. Pour Shain (1999) et Ambrosio (2002), c'est la fin de la guerre froide qui a permis à de nombreux groupes ethniques de devenir influents sur la scène de la politique étrangère américaine. Samuel Huntington, lui, estime par contre que les groupes ethniques, de même que les groupes financiers ont toujours été les deux sources les plus importantes de la politique étrangère menée par Washington (Huntington, 1997, pp. 28-29). Pour Smith, c'est la conception du système politique américain qui rend inéluctable l'influence des groupes d'intérêt en général et des groupes ethniques en particulier, en ce qui concerne la politique étrangère (Smith, 2000, p. 87). Enfin pour DeConde (1993), c'est surtout le manque d'intérêt du public américain pour la politique étrangère qui permet une ouverture politique pour les groupes d'intérêt ethniques (Rubenzer et Redd, 2010, p. 757).

D'un autre côté, il y a ce que Rubenzer et Redd appellent les sceptiques (Rubenzer et Redd, 2010, p. 757). La thèse principale pour les chercheurs qui représentent ce courant consiste à penser que tant le pouvoir exécutif que le législatif ne sacrifiera pas un important but politique, ou ne risquera pas un conflit, simplement pour satisfaire un groupe ethnique. Garrett, par exemple, affirme que les lobbies d'Europe centrale ont eu très peu d'influence pendant la Guerre Froide étant donné les enjeux stratégiques et l'intérêt national en jeu (Garrett, 1978, pp. 302-303). Pour d'autres sceptiques comme Gerson (1981), les lobbies ethniques n'ont que peu d'influence à long terme, le système américain favorisant l'insertion de ses immigrants dans la culture américaine, ce qui permet aux générations ultérieures d'oublier leurs origines et de se détacher du groupe d'intérêt ethnique (Rubenzer et Redd, 2010, p. 758).

Dans le cadre de cette recherche, nous avons émis la double hypothèse que le groupe ethnique pro-indien dispose d'une influence potentielle importante mais qui ne se traduit pas forcément toujours en influence concrète. Dans la sous-section suivante, il sera intéressant de faire la distinction entre influence et puissance et de définir quels

sont les différents éléments de puissance qui sont nécessaires pour posséder une influence potentielle et passer de la potentialité au concret.

2.1.2 Distinction entre l'influence et la puissance

Joseph Nye définit la puissance comme « la capacité générale que possède un Etat ou un groupe d'individus à contrôler le comportement d'un autre » (Nye, 2004, p. 155). Dans le cadre de cette définition, il faut donc comprendre l'influence comme étant un moyen de la puissance (Nye, 2004, p. 155).

Si l'influence reste quelque chose qui est relativement difficile à mesurer, il semble plus simple de parler en termes de capacité et de puissance. Deux types de puissance peuvent être distingués : la puissance matérielle, qui reprend les capacités socio-économiques et financières dont dispose un groupe et la puissance identitaire, qui reprend l'identité ethnique et l'alignement des différents intérêts propres au groupe ethnique. Dans la section suivante consacrée à la méthodologie, nous reviendrons sur ces capacités matérielles et identitaires.

2.1.3 Le soft power

Après avoir défini l'influence au niveau du groupe ethnique, qui concerne les deux premières hypothèses de ce mémoire, nous allons décrire le concept théorique de notre troisième hypothèse, à savoir le *soft power*. Nous nous situons ici au niveau interétatique. Nous avons vu dans la section précédente que la définition de puissance consiste en la volonté qu'est capable d'imposer un acteur sur un autre. Cette puissance peut s'effectuer selon Nye soit par la force, soit par le paiement d'une contrepartie, soit par l'attraction (Nye, 2006). C'est ce pouvoir d'attraction qui correspond au *soft power*. Cette attraction peut se faire par différents moyens, que cela soit au niveau des valeurs telles que la démocratie ou la culture ou alors via l'éducation ou la technologie.

Pour David Malone, la diaspora indienne est un des moyens les plus importants du *soft power* indien (Malone, 2011, p. 35). Il nous semble donc intéressant de voir dans quelle mesure le groupe ethnique pro-indien aux Etats-Unis peut être utilisé par New Delhi comme moyen de *soft power* pour influencer la politique étrangère des Etats-Unis vis-à-vis de l'Inde.

Cependant, selon Paul et Paul, les Etats-Unis eux-mêmes voient de plus en plus certains groupes ethniques présents aux Etats-Unis comme des moyens de d'attractivité ou des sortes d'agents de liaison pour influencer la politique étrangère envers le pays d'origine de cette communauté (Paul et Paul, 2009, pp. 34-35).

Notre troisième hypothèse, qui sera développée dans la troisième partie, affirme que le groupe ethnique pro-indien est à la fois un outil de *soft power* du gouvernement indien mais également selon nous potentiellement un outil de *soft power* pour Washington vis-à-vis de New Delhi.

2.2 Cadre méthodologique

Comme nous l'avons établi dans notre cadre théorique, une chose est de reconnaître qu'il existe une potentialité pour un groupe ethnique d'influencer le pouvoir, qu'il soit législatif, exécutif, voire (plus rarement pour la politique étrangère) judiciaire, une autre chose est d'établir qu'il y a une influence réelle. Pour distinguer les deux, nous allons donc utiliser des méthodologies différentes. Pour établir l'influence potentielle, nous allons repartir des travaux de Garrett (1978), Smith (2000), Ambrosio (2002), Shain et Barth (2003), Redd et Rubenzer (2010), Paul et Paul (2009) ainsi que la synthèse réalisée par Rytz (2013) que nous avons adapté en effectuant une distinction entre facteurs internes et externes. Pour établir l'influence effective, nous allons utiliser une approche théorique proposée par Abelson (*in* David, 2012, pp. 332-333).

2.2.1 Mesurer l'influence potentielle

En suivant les travaux des auteurs cités ci-dessus, il est possible d'arriver à un cadre d'analyse basé sur différents facteurs internes et externes susceptibles de pouvoir aider à mesurer la potentialité de l'influence d'un groupe ethnique. Si Rubenzer et Redd (2010) distinguent trois grandes catégories de facteurs, à savoir le contexte politique interne et externe, les caractéristiques du groupe ethnique et les caractéristiques du groupe d'intérêt ethnique (Redd et Rubenzer, 2010, p. 29), nous pensons qu'il est plus intéressant de distinguer l'ensemble des facteurs internes qui regroupent les caractéristiques de la communauté ethnique et du groupe d'intérêt ethnique et les facteurs externes au groupe d'intérêt qui eux concernent les caractéristiques du

système politique et les relations entre le pays d'origine et les Etats-Unis. Ces facteurs sont résumés dans le tableau 1.

Tableau 1. Les facteurs internes et externes permettant de déterminer l'influence potentielle d'un groupe de pression ethnique

Source : Tableau synthétisé sur base de Rytz (2013) avec l'apport des travaux de Garrett (1978), Smith (2000), Ambrosio (2002), Shain et Barth (2003), Redd et Rubenzer (2010) , Paul et Paul (2009).

Facteurs internes au groupe d'intérêt	Facteurs externes au groupe d'intérêt
Caractéristiques de la communauté ethnique : ➤ Caractéristiques socio-économiques : • Taille • Niveau de vie • Localisation géographique ➤ Intégration : • Assimilation • Langue • Citoyenneté • Facteur générationnel ➤ Perception de la communauté immigrante dans les médias et l'opinion publique ➤ Comportement politique • Motivation pour un activisme politique • Opinions politiques • Participation aux élections • Expérience politique	Caractéristiques du système politique : ➤ Rôle du Président ➤ Composition du Congrès ➤ Perméabilité vers les groupes d'intérêt ethniques ➤ Efficacité du système politique
Caractéristiques du groupe d'intérêt ethnique : ➤ Caractéristiques institutionnelles : • Type d'organisation • Portée de l'organisation • Taille • Ressources financières • Capacité de leadership ➤ Intérêts/agenda : • Type d'intérêt (stratégique, économique, humanitaire) • Portée : proche ou plus lointaine • Position du groupe (agenda homogène ou hétérogène) • Changement ou status-quo • Position vis-à-vis d'acteurs externes ➤ Stratégies : • Lobby direct – lobby indirect • Représentation politique • Accès auprès du Congrès • Accès auprès de l'exécutif • Influence auprès du pouvoir judiciaire • Utilisation de lobbyistes externes ➤ Relations externes : • Capacité à créer des coalitions avec les médias, les autres groupes d'intérêt ou certains législateurs • Relations transnationales avec le pays d'origine (Etat ou société civile locale) • Relations avec des institutions internationales	Relations entre le pays d'origine et le pays et les Etats-Unis : ➤ Évolution de la politique étrangère ➤ Importance du <i>soft power</i>

2.2.1.1 *Facteurs internes*

Parmi les facteurs internes, les caractéristiques de la communauté ethniques sont la base pour pouvoir mesurer l'influence potentielle (Uslaner, *in* Cigler et al., 1998 ; Smith, 2000). Bien évidemment, posséder l'entièreté de ces facteurs n'est pas forcément une condition nécessaire pour posséder une influence potentielle. De même, ce n'est pas non plus une condition suffisante pour disposer d'une influence concrète. Néanmoins, nous verrons avec l'étude du groupe ethnique pro-indien, dans la deuxième partie, l'importance de l'ensemble de ces facteurs.

2.2.1.2 *Facteurs externes*

Si l'influence potentielle dépend avant tout des facteurs internes, il ne faudrait pas oublier pour autant l'importance des facteurs externes au groupe d'intérêt, à savoir d'une part les caractéristiques du système politique américain, qui sont relativement favorables aux groupes d'intérêt ethniques, et d'autre part au contexte des relations internationales entre les Etats-Unis et le pays d'origine de la diaspora concernée.

2.2.2 Mesurer l'influence réelle

Comme nous l'avons vu, il est relativement difficile de pouvoir définir l'influence réelle d'un groupe ethnique, étant donné la multiplicité des facteurs qui rentrent en jeu lors de la prise de décision dans la politique étrangère (Morin, 2013, p.159). C'est pourquoi relativement peu de chercheurs ont réussi à concevoir des modèles théoriques permettant de mesurer cette influence. Nous avons cité dans notre introduction générale le modèle de Betsill et Corell qui semble être le modèle le plus intéressant à ce sujet. Malheureusement, ce modèle nécessite un nombre important de sources primaires provenant de différentes origines. Cependant, des travaux récents d'Abelson proposent différents cadres théoriques possibles pour étudier l'influence réelle des groupes d'intérêt ethnique, et parmi ces cadres l'approche globale nous semble intéressante.

Cette approche consiste principalement à étudier le fonctionnement interne du groupe d'intérêt, la structure de son organisation et les liens que l'organisation entretient (ou n'entretient pas) avec les acteurs du jeu politique (Abelson, *in* David, 2012, p. 332). Pour qu'un groupe ethnique soit réellement influent et pour pouvoir se rendre compte de cette influence, pour Abelson il est nécessaire de regarder l'action des groupes d'intérêt antérieurement à leur action sur le terrain législatif au Congrès et d'essayer d'identifier les « vastes réseaux professionnels et personnels auprès de responsables politiques, de fonctionnaires, de journalistes et de dirigeants d'entreprises » (Abelson, *in* David, 2012, p. 333). C'est pourquoi, après avoir défini et analysés les différents facteurs internes et externes qui nous auront permis d'évaluer l'influence potentielle du groupe d'intérêt pro-indien, nous nous attacherons à creuser plus en profondeur encore dans l'organisation interne du groupe de pression et du parcours de ses dirigeants principaux afin de déceler ces réseaux. Nous analyserons cela principalement au travers de deux cas d'études, à savoir le Pacte Nucléaire civil signé entre les Etats-Unis et l'Inde en 2008 et la problématique de l'aide financière et des ventes d'armes des Etats-Unis au Pakistan entre 2009 et 2011.

Conclusion

Dans cette première partie, nous avons pu définir et clarifier un certain nombre de termes en rapport avec notre question de départ. Dans une deuxième étape, nous avons pu définir plus précisément nos cadres théoriques et méthodologiques. Grâce à ces différents outils, nous allons pouvoir entrer dans le cœur de notre sujet, à savoir l'analyse de l'influence du groupe d'intérêt pro-indien entre 2001 et 2012. La deuxième partie de cette recherche sera consacrée à l'étude des facteurs internes et externes apportant la preuve d'une influence potentielle, ce qui pourrait ainsi vérifier une de nos hypothèses de départ, à savoir que le groupe de pression pro-indien est potentiellement très influent. La troisième partie elle sera consacrée à vérifier à travers différents cas d'études si cette potentialité peut se convertir en influence concrète en prenant soin de vérifier une de nos autres hypothèses, à savoir que s'il y a une influence véritable, c'est parce que le contexte est favorable au moment où l'influence se concrétise. Si le contexte est défavorable, nous remarquons que le groupe de pression est moins en mesure d'exercer son influence. Ces hypothèses devront bien évidemment confirmées ou infirmées dans notre conclusion générale.

2^{ème} partie : De la latence à l'influence potentielle

Introduction

On distingue généralement une différence entre l'influence potentielle et l'influence réelle. Le but de cette partie de la recherche sera de voir dans quelle mesure l'influence du groupe de pression pro-indien peut être qualifiée de potentielle, ce qui permettra de vérifier notre première hypothèse de travail. Nous avons vu que l'influence dépend d'un certain nombre de facteurs, que nous avons réparti en deux grandes catégories, à savoir les facteurs internes et externes. Le chapitre 3 sera donc consacré aux facteurs internes et le chapitre 4 à l'étude des facteurs externes, regroupant principalement l'évolution de la relation entre les Etats-Unis et l'Inde entre 2001 et 2012.

Selon Rytz (2013) qui a synthétisé des recherches antérieures, pour comprendre l'influence d'un groupe d'intérêt ethnique, il est important d'analyser de quelle manière ce groupe peut influencer potentiellement la politique étrangère des Etats-Unis. Selon elle, seuls certains lobbies possèdent cette capacité, et ce sont ceux généralement dont le groupe ethnique qu'ils représentent possède des facteurs internes avantageux. D'autres auteurs, comme Smith (2000), prétendent que même des groupes qui ne possèdent que peu de facteurs positifs internes peuvent influencer la politique étrangère américaine à condition d'avoir soit une organisation importante et efficace, soit de disposer de circonstances favorables, notamment au niveau international (Smith, 2000, pp. 122-129). Nous verrons donc au sein des deux chapitres suivants l'importance de ces différents facteurs pour le groupe ethnique indien aux Etats-Unis.

Notre hypothèse dans cette deuxième partie consiste à établir qu'avec la création de l'USINPAC (U.S. India Political Action Committee), fondée par Sanjay Puri en 2002, les groupes de pression indiens ont connu une impulsion nouvelle qui a permis à ce groupe ethnique de se positionner comme acteur influent potentiel de la politique étrangère américaine vis-à-vis de l'Inde et de sa région.

Chapitre 3 : Les facteurs internes : Le groupe de pression ethnique « pro-indien », son évolution et son organisation

Dans ce chapitre consacré aux facteurs internes, nous allons procéder en deux grandes étapes. Dans un premier temps, nous nous intéresserons à la diaspora indienne aux Etats-Unis de manière générale, en s'attachant à analyser l'évolution de son histoire, de sa taille et de sa répartition géographique sur le territoire ainsi que sur ses caractéristiques socio-économiques. Dans un second temps, nous focaliserons notre attention sur l'influence politique des différents groupes de pression indiens aux Etats-Unis et nous analyserons dans quelle mesure l'USINPAC a su être un facteur unificateur des organismes politiques de la diaspora. L'analyse de l'USINPAC en tant que telle se portera dans la troisième partie de notre recherche.

3.1 Caractéristiques de la communauté indo-américaine aux Etats-Unis

Avant d'analyser les caractéristiques de la communauté indo-américaine, une remarque préliminaire s'impose. Dans la littérature anglo-saxonne, une distinction est généralement effectuée entre les « *Asians Indians* » en tant que groupe ethnique, et qui reprend les personnes originaires du sous-continent indien (Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka) tandis que le terme « *Indians* » est réservé uniquement aux personnes originaire de l'Inde et possédant la citoyenneté indienne ou ayant encore des attaches familiales avec ce pays (Badrul Alam, 2013, p.89). De plus, en anglais, le terme *Indians* est parfois utilisé également pour désigner les *Native Americans*, à savoir les Indiens d'Amérique ou Amérindiens². Dans le cadre de cette recherche, nous nous consacrerons essentiellement aux groupes de pression politiques indiens, qui possèdent des liens étroits avec l'Inde.

3.1.1 Historique de la diaspora indienne aux Etats-Unis

La littérature distingue trois grandes vagues de migration d'Inde vers les Etats-Unis : à la fin du 19^{ème} siècle, à partir de 1965 et enfin au début du 21^{ème} siècle (Badrul Alam, 2013, p. 89).

² Par exemple, les institutions officielles consacrées aux Indiens d'Amérique, telles que *Bureau of Indian Affairs* ou la *United States Indian Police* utilisent ce qualificatif.

A la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle, l'immigration indienne aux Etats-Unis est avant tout de type rural et principalement le fait des classes sociales indiennes les plus basses (Janardhanan, 2013, p. 17). Cette catégorie, appelée *Old Indian Diaspora*, se retrouve principalement sur la côte Ouest, en Californie ainsi que sur la côte Est, dans le New Jersey (Badrul Alam, 2013, p.95). Ces migrants, venus pour travailler comme manœuvres dans des exploitations forestières et agricoles, possédaient un statut relativement précaire (Kamdar, 2008, p. 50). En 1917, le Congrès américain décida d'arrêter l'immigration en provenance de l'Inde et en 1923, un arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis (*United States v. Thind*) décida que les Indiens présents sur le sol américain n'étaient pas éligibles à obtenir la nationalité américaine (Rubinoff, 2005, p. 173). Ce n'est qu'à partir de 1940, au travers du Nationality Act, que les personnes d'origine indienne pourront à nouveau demander et obtenir la nationalité américaine (Janardhanan, 2013, pp. 19-20), tandis qu'il faudra attendre 1946 et les mesures prises en faveur de l'immigration par le président Truman pour voir un flux migratoire reprendre entre l'Inde et les Etats-Unis (Rubinoff, 2005, p. 173). Néanmoins, jusqu'à la fin des années 1950, le nombre de personnes d'origine indienne ne dépasse guère les 8.000 sur le territoire américain (Kamdar, 2008, p. 51).

En 1965, le Congrès américain fait passer une loi qui modifie substantiellement les règles en matière d'immigration, permettant à des personnes qualifiées ou des étudiants issus de pays non-européens de venir aux Etats-Unis. Ce changement législatif a été particulièrement bénéfique pour les Indiens souhaitant migrer vers les Etats-Unis (Kapur, 2010, p. 71). A partir de la fin des années 1960, le nombre d'Indiens vivant, étudiant et travaillant aux Etats-Unis va fortement augmenter (Kamdar, 2008, p. 51). Dans la littérature, cette catégorie de la diaspora indienne est appelée *New Indian Diaspora* (Badrul Alam, 2013, p. 95). L'immigration indienne aux Etats-Unis est à ce point importante qu'elle est devenue depuis le début des années 2000, le 4^{ème} plus grand groupe migratoire après le Mexique, la Chine et les Philippines (Kapur, 2010, p. 53).

Il est important d'effectuer une distinction entre deux sous-groupes migratoires. D'une part, il y a les Indiens titulaires du visa H-1B, visa permettant aux étrangers qualifiés ou spécialisés de pouvoir s'établir temporairement sur le territoire américain pour pouvoir y travailler. De nombreux Indiens ont profité de ce visa. En effet, entre 1998 et 2008, pas moins de 27,6 % de l'ensemble des visas H-1B attribués aux Etats-Unis

l'ont été à des travailleurs indiens, soit 1.135.581 (Kapur, 2010, p. 74). D'autre part, au fil des ans, de nombreux Indiens ont obtenu la nationalité américaine de même que leurs descendances. Ces derniers constituent la troisième catégorie de la diaspora, appelée dans la littérature *Second Generation Diaspora* (Badrul Alam, 2013, p. 95).

Selon Badrul Alam, une ligne de démarcation sépare la *Old Indian Diaspora* des deux autres catégories (Badrul Alam, 2013, pp. 94-95). En effet, tant par son petit nombre que par sa position dans la classe sociale américaine, cette catégorie de la diaspora ne pèse que peu par rapport aux deux catégories postérieures. De plus, si la *New India Diaspora*, de même que la *Second Generation Diaspora* entretiennent encore fréquemment des liens avec leur territoire d'origine, ce n'est plus réellement le cas pour la *Old Indian Diaspora* (Badrul Alam, 2013, p.95). C'est pourquoi, dans la suite de cette recherche, nous nous concentrerons sur les deuxièmes et troisièmes catégories de la diaspora indienne, suffisamment représentatives selon nous.

3.1.2 Caractéristiques socio-économiques

Afin de pouvoir bien comprendre l'importance que peut avoir le groupe d'intérêt ethnique, il est important d'analyser la population que ce groupe d'intérêt représente, à savoir la diaspora indienne aux Etats-Unis établie principalement après 1965. Pour Smith, les caractéristiques socio-économiques du groupe étudié sont particulièrement pertinentes pour déterminer l'influence potentielle d'un groupe de pression. En effet, des groupes avec des profils socio-économiques élevés disposeront plus facilement des moyens nécessaires, qu'ils soient intellectuels, matériels ou financiers (Smith, 2000). Comme le décrit Rubenzer, le profil économique des groupes ethniques est crucial, étant donné l'importance financière des contributions à des campagnes politiques aux Etats-Unis et, que bien souvent, les lobbies ethniques les plus puissants sont ceux qui sont connus comme des contributeurs généreux (Rubenzer, 2008, p. 72).

3.1.2.1 Taille

Selon des chiffres de 2014, la diaspora indienne aux Etats-Unis s'élève à environ 2.8 millions d'individus. Ce chiffre comprend à la fois les personnes qui sont nées en Inde et qui ont migré aux Etats-Unis (*New India Diaspora*) et qui représentent environ 70 % de la diaspora, soit 1.9 million d'individus et, à la fois, les personnes dont au minimum un des deux parents est d'origine indienne (*Second Generation Diaspora*)

qui sont eux aux environs de 900.000 individus (Migration Policy Institute, 2014, p. 2).

Si ces chiffres ne sont certainement pas à négliger, il est important de noter que l'ensemble de la diaspora indienne aux Etats-Unis ne représente que moins d'1% de la population américaine et elle pèse également peu par rapport aux 16 % de Latino-américains ou au 12,6 % d'Afro-américains (US Census, 2010). Si la taille de la population représentée par le groupe d'intérêt n'est donc pas en soi un facteur permettant de déterminer l'influence potentielle, il est intéressant de regarder plus en détail la répartition géographique ainsi que les critères socio-économiques de l'éducation et du niveau de vie pour avoir une meilleure photographie de la diaspora.

3.1.2.2 Répartition géographique

Elle est représentée dans l'ensemble des Etats américains. Cependant, de grosses concentrations se retrouvent en Californie (350.000), dans le New Jersey (210.000) et au Texas (180.000) ainsi que dans l'Etat de New York (251.000) et dans l'Illinois (125.000). Au niveau des zones urbaines, c'est la zone de New York City qui contient le nombre de plus élevé d'habitants d'origine indienne (300.000) suivie des villes de Chicago, San José, Washington D.C., San Francisco et Los Angeles (Migration Policy Institute, 2014, p. 6.).

Pour mesurer l'influence potentielle, la répartition géographique de la diaspora joue un rôle important. En effet, à partir du moment où une grande partie de la diaspora est avant tout concentrée dans quelques Etats ou quelques villes importantes et, qu'au sein de ces Etats ou villes, cette diaspora se retrouve spécifiquement en nombre dans l'une ou l'autre circonscription, le poids électoral de cette diaspora sera très important (Kjolseth, 2009, p. 25). La concentration géographique d'une diaspora permet donc au groupe d'intérêt une plus grande influence que si le groupe est dispersé. Dans le cas de la diaspora indienne, nous observons une relative concentration au sein de cinq Etats qui comptent chacun plus de 100.000 personnes d'origine indienne tandis que pour les autres Etats, cela varie entre 50.000 (pour la Floride) et 350 (pour le Montana et le Wyoming) (Migration Policy Institute, 2014, p. 6.). Cependant, cette légère dispersion est vue par certains comme un avantage, car le groupe d'intérêt indien peut ainsi bénéficier de certains relais dans chaque Etat, ce qui a son importance au Sénat, étant donné la répartition particulière de cette assemblée, attribuant deux sièges par Etat (Andersen, 2006).

3.1.2.3 Education

La diaspora indienne aux Etats-Unis se caractérise par un niveau d'éducation très élevé. 79% des indiens vivant sur le territoire américain, âgés de 25 ans ou plus possèdent au minimum un diplôme de bachelier, pour seulement 31% de la population américaine (Migration Policy Institute, 2014, p. 7). Au niveau des professions, selon des chiffres datant de 2005, environ 30% des Indiens diplômés aux Etats-Unis sont ingénieurs et 20% sont physiciens (Roels, 2005, p. 11). La diaspora indienne compte également de nombreux médecins et informaticiens de même que certains se sont spécialisés dans l'hôtellerie, possédant environ 40% des chambres d'hôtels dans l'ensemble du territoire américain (Rubinoff, 2005, p. 179). Au total, plus de la moitié des Indo-américains occupent des fonctions managériales (Badrul Alam, 2013, p. 97). Parmi la *Second Generation Diaspora*, outre les professions cités plus haut, on constate de plus en plus d'Indo-américains dans des filières juridiques, administratives et académiques (Kirk, 2008, p. 288). Il est important également de noter la relative jeunesse de la population d'origine indienne aux Etats-Unis, étant donné que plus de la moitié est âgée de moins de 45 ans (Kapur, 2010, p. 71).

Le niveau d'éducation semble également se transférer de génération en génération. A titre d'exemple, depuis une quinzaine d'années, les jeunes âgés entre 10 et 15 ans et d'origine indienne gagnent la majorité des concours tels que le *National Spelling Bee*, consacré à l'orthographe et son équivalent consacré à la géographie, le *National Geographic Bee*. Ces compétitions sont considérées dans la culture américaine comme de véritables institutions et le fait que systématiquement des adolescents d'origine indienne gagnent ce genre de compétitions attise autant l'admiration que la jalousie des autres groupes ethniques américains (Chakravorty, 2016).

Le fait de disposer de nombreuses personnes hautement qualifiées est généralement un prérequis indispensable pour une diaspora de voir se créer un groupe d'intérêt puissant. Néanmoins, comme le décrivent Rubenzer et Redd, ce critère est d'autant plus performant s'il est lié avec un niveau de vie également élevé (Rubenzer et Redd, 2010, p. 760).

3.1.2.4 Niveau de vie

Dans l'ensemble, le niveau de vie de la diaspora indienne est élevé. Ils possédaient en 2010 un revenu moyen de 88,000 \$, soit environ 50% de plus que la moyenne générale américaine, qui était à l'époque de 49,800 \$ (Chatterjee, 2015, p. 109). Une étude

récente du *Pew Research Center* nous indique que la communauté indienne aux Etats-Unis est celle qui, en moyenne, possède le niveau d'éducation le plus élevé, est en meilleure santé et possède également le niveau de vie le plus élevé (Pew Research Center, 2013). Cependant, et de manière peut être surprenante au premier abord, le taux de consommation de la diaspora indienne est plus bas que la moyenne américaine, ce qui s'explique à la fois par une importance accordée à l'épargne et de nombreux transferts d'argent vers la famille ou des connaissances en Inde (Badrul Alam, 2013, p. 97). Au niveau de l'épargne, elle se fait parfois au sein d'établissements bancaires américains mais le plus souvent au sein de banques indiennes. Ces dernières, en 2012, possédaient environ 68 milliards de dollars de dépôts venant d'Indo-américains (Migration Policy Institute, 2014, p. 12). Ces mouvements d'argent sont encouragés par les gouvernements indiens successifs, qui, depuis les années 70, ont mis en place une série de mesures économiques et financières à ce sujet (comme des taux d'intérêts plus élevés que la moyenne) afin d'attirer des capitaux de la diaspora (Migration Policy Institute, 2014, pp. 11-12). Ces transferts d'argent se traduisent aussi par des investissements importants en Inde, ce qui permet souvent d'établir des ponts technologiques et économiques entre les deux pays au-delà même des relations interétatiques comme nous le verrons dans le chapitre 4 (Granger, 2013, pp. 415-424).

Ces différents facteurs nous permettent de conclure qu'avec un niveau de vie relativement élevé ainsi qu'un niveau d'éducation important, la diaspora indienne dispose de facteurs intéressants au niveau socio-économique, afin de pouvoir exercer une influence potentielle sur la politique étrangère américaine. Cependant, les facteurs socio-économiques ne sont considérés dans la littérature que comme un aspect de l'influence, Rubenzer et Redd, reprenant des travaux antérieurs, estiment que les facteurs liés à l'intégration et à l'unité politique de la diaspora sont essentiels (Rubenzer et Redd, 2010, p. 760).

3.1.3 Intégration

Comme nous allons le voir au travers de différents enjeux, la communauté indienne aux Etats-Unis est relativement bien intégrée par rapport à d'autres communautés même si un certain nombre de problèmes persistent et sont d'ailleurs en partie au cœur de la stratégie des groupes d'intérêt ethniques (Badrul Alam, 2013, p. 95). Bien que

ces stratégies ne font pas l'objet de notre recherche, il nous semble important de poser quelques jalons sur ces questions, de manière à rendre visible ces enjeux.

3.1.3.1 Assimilation

Dans la première moitié du vingtième siècle, les Indiens immigrés aux Etats-Unis n'ont pas été assimilés à la culture américaine. Au contraire, durant de nombreuses décennies, ce sont des sentiments de haine raciale, liées avec des politiques discriminatoires et un isolement culturel et religieux important qui ont prévalu (Janardhanan, 2013, p. 20). L'épisode du « Komagata Maru », du nom d'un navire avec à son bord des centaines de migrants indiens qui furent refoulés du Canada, est sans doute l'épisode le plus marquant de cette période et coïncidera avec les premières mobilisations politiques de la *Old Indian Diaspora* (Janardhanan, 2013, p. 20).

Dans la deuxième moitié du vingtième siècle, les politiques américaines en matière d'intégration se caractérisent par des politiques volontairement multiculturelles (Kurien, 2007a, pp. 763-764). Ces politiques autorisent et même encouragent la formation et l'organisation de groupes d'intérêt ethniques, afin de permettre à la communauté concernée de se faire reconnaître. Pour Kurien, ces politiques, bien qu'ayant pour but premier de faciliter l'intégration des minorités ethniques, ont pour conséquences de renforcer le rattachement de la communauté à ses origines et à créer une identité diasporique (Kurien, 2004, pp. 362-363). Ce processus se remarque notamment dans l'évolution de la communauté indienne aux Etats-Unis au travers de ses différents groupes d'intérêt. Le facteur religieux possède également une grande importance dans l'assimilation très partielle de la communauté indienne aux Etats-Unis, principalement en ce qui concerne les Hindous et les Musulmans.

Dans la littérature, Uslaner nous apprend que pour avoir de l'influence, un groupe ethnique doit être partiellement assimilé. S'il n'est pas du tout intégré, cela veut dire que le groupe n'est pas accepté dans la société américaine mais s'il est complètement assimilé, alors il a perdu tout lien avec ses ancêtres et n'est plus *de facto* un groupe ethnique (Uslaner, in Rubenzer et Redd, 2010, p. 760). En ce qui concerne le groupe des Indo-américains, nous pouvons donc affirmer qu'il est partiellement assimilé, ce qui est donc un facteur positif en vue d'une influence potentielle.

3.1.3.2 Religion

La société indienne se caractérise par la cohabitation tantôt pacifique, tantôt plus problématique d'une multitude de religion. A un certain degré, la diaspora aux Etats-

Unis fait écho à la situation du pays d'origine (Kurien, 2007a, p. 765). En 2012, la communauté indienne aux Etats-Unis étaient composé de 51% d'Hindous, 18 % de Chrétiens (11% de protestants et 7% de catholiques), 10% de Musulmans, 5% de Sikhs, 2% de Jainistes et de Bouddhistes et 10 % de non-croyants (Pew Research Center, 2012). Par rapport à la situation en Inde, les Hindous sont sous-représentés tandis que les Chrétiens et les Sikhs sont surreprésentés (Kurien, 2007a, p. 765). Comme nous le verrons lorsque nous aborderons la section consacrée à la politique, il est important de noter que la diaspora aux Etats-Unis se décompose en deux grandes catégories : les Hindous et les autres religions ou croyances (Biswas, 2010, p. 701). Durant plusieurs décennies les mouvements indiens aux Etats-Unis se sont généralement développés de part et d'autres de cette ligne de démarcation et, c'est seulement depuis une quinzaine d'années, avec notamment la création de l'USINPAC, qu'une certaine unité a pu voir le jour dans la diaspora indienne, en dépassant le facteur religieux (Kirk, 2008, 291). Ceci étant dit, cette unité reste fortement fragile, surtout depuis la nouvelle montée en puissance du BJP (Bharatiya Janata Party), le parti nationaliste hindou et de son leader Narendra Modi, qui deviendra Premier Ministre de l'Inde en 2014. Outre le facteur religieux à proprement parler, les facteurs liés aux castes et aux sous-ethnies, sont également des fractures potentielles au sein de la diaspora indienne (Badrul Alam, 2013, p. 102). Certaines associations se forment d'ailleurs sur une base sous-ethnique ou une base de caste, comme *le Dalit Freedom Network*, association regroupant la caste des Intouchables dans la diaspora (Janardhanan, 2013, p. 23). Un autre facteur qui lui est plutôt symbole de l'unité pour la communauté indienne aux Etats-Unis est celui de la langue.

3.1.3.3 Langue

En effet, si la langue parlée à domicile reste souvent l'hindi ou une autre langue vernaculaire, la langue de plus en plus utilisée au sein de la diaspora, et spécifiquement au sein des nouvelles générations, est l'anglais. Contrairement à d'autres communautés, les indiens migrants aux Etats-Unis disposent dans la très grande majorité des cas d'un bagage linguistique en anglais très important, du au système éducatif indien, hérité en partie de la colonisation britannique (Marz Freedman, 2009, p. 2).

Dans la littérature, l'accent est mis sur l'importance de l'unité tant politique que sociale au sein du groupe ethnique afin que celui-ci puisse être influent (Rubenzer et Redd,

2010, p. 760). Dans le cas du groupe ethnique indien, nous pouvons clairement affirmer que l'usage de l'anglais est un facteur d'unité et peut dans une certaine mesure compenser les dissensions en matière de religion.

3.1.3.4 Citoyenneté

Les questions de la citoyenneté et de la nationalité sont des questions bien souvent essentielles lorsque l'on analyse la diaspora. Du côté des Etats-Unis, on l'a vu, si entre 1922 et 1940, aucun indien n'a pu obtenir la nationalité américaine, depuis la procédure, bien que longue et complexe, est la même que pour les demandeurs en provenance d'autres pays (Janardhanan, 2014, pp. 19-20).

Du côté de l'Inde, si avant les années 1970, aucun statut particulier n'était en vigueur pour les personnes ayant la nationalité indienne et ayant émigré vers un autre pays, depuis les choses ont profondément changé. Si l'Inde ne reconnaît toujours pas la double nationalité, elle a cependant instauré deux régimes particuliers (Migration Policy Institute, 2014, p. 12). D'une part, elle a créé le statut des OCI (*Overseas Citizenship of India*) qui permet aux expatriés de conserver leur nationalité indienne tout en habitant pour une longue durée aux Etats-Unis et de pouvoir revenir un jour en Inde en ayant perdu aucun droit fondamental lié à ce pays. D'autre part, New Delhi a également instauré un statut novateur, celui de PIO (*Person of Indian Origin*) qui concerne les personnes ne disposant pas de la nationalité indienne mais dont un parent, jusqu'au deuxième degré, la possède et ce qui leur permet de pouvoir revendiquer un jour cette nationalité. Cependant, aucun de ces deux statuts ne permet officiellement de voter, de concourir à une élection ou d'obtenir un emploi public en Inde. Cependant, le manque de droits politiques formels dans le pays fait qu'officieusement de nombreux indiens s'impliquent dans la politique indienne depuis les Etats-Unis, notamment au sein des antennes américaines des deux principaux partis indiens, le BJP et l'Indian Congress (Migration Policy Institute, 2014, p. 12). Nous reviendrons dans le chapitre 6 sur cet enjeu.

En termes de citoyenneté, la question qui se pose est celle de savoir dans quelle mesure la diaspora indienne est plus attachée à sa patrie d'origine ou à sa patrie d'adoption. Etant donné l'implication politique et économique de plus en plus forte de la diaspora aux Etats-Unis, tout en observant les ponts établis avec l'Inde, il semble difficile de pouvoir répondre à cette question (Kamdar, 2008, pp. 54-57). Les membres de la diaspora indienne aux Etats-Unis qui ont connu le succès prennent généralement

l'engagement « de restituer quelque chose à leur pays d'origine tout en contribuant à la réussite d'autres collègues » (Kamdar, 2008, p. 54). Cet engagement, favorisé par les mécanismes mis en place par le gouvernement indien, montre généralement, outre l'enjeu propre de la nationalité, l'attachement de la diaspora indienne à une double citoyenneté : celle du pays d'accueil et celle du pays d'origine (Migration Policy Institute, 2014, p. 12).

3.1.4 Perception de la communauté immigrante

La perception de la diaspora indienne dans l'opinion publique américaine a varié avec le temps. Si au début du vingtième siècle, les premiers migrants indiens ont souffert des préjugés raciaux des autres communautés, et en particulier de la communauté blanche, la situation a sensiblement évolué avec le temps (Badrul Alam, 2013, p. 103). Globalement, la communauté indienne est perçue d'une manière ambivalente. D'une part, grâce aux facteurs socio-économiques et d'intégrations analysés dans les sections précédentes, elle est vue comme une « minorité modèle », relativement bien intégrée et participant à la croissance américaine (Kirk, 2008, p. 288). D'autre part, le nombre croissant d'étudiants et de travailleurs indiens, hautement qualifiés, fait craindre aux autres communautés une concurrence de plus en plus féroce dans le marché de l'emploi aux Etats-Unis (Kirk, 2008, p. 288). De plus, la délocalisation de certaines entreprises, notamment dans le domaine de l'informatique, vers l'Inde renforce des préjugés du type « les Indiens volent des emplois américains » (Shukla, 2003). C'est dans cet esprit que des groupes d'intérêt ethniques représentant la communauté indienne ont été vu comme indispensables afin d'améliorer l'image de cette communauté.

De plus, pendant la Guerre Froide, la population indo-américaine a souffert de l'image de l'Inde, vue par les autorités américaines comme un allié de l'URSS. Cette mauvaise image des indiens a été entretenue par les autorités américaines elles-mêmes. En 2004, Madeleine Albright a d'ailleurs reconnu que : « *There really was a sense among U.S. policy makers during the Cold War that the [Indian American] weren't a part of our team* » (Albright, in Kapur, 2010, pp. 193-194). Après le 11 septembre, l'image des indo-américains a également été détériorée indirectement aux Etats-Unis, de nombreux citoyens commettant des amalgames en stigmatisant l'ensemble des

minorités provenant du Moyen-Orient ou de l'Asie du Sud. Cet élément sera aussi une des motivations de création de l'USINPAC en 2002 comme nous le verrons dans la dernière section de ce chapitre.

Avec l'amélioration des relations entre les deux pays et surtout l'importance prise par la diaspora et quelques-uns de ses acteurs les plus connus³, la tendance de l'opinion publique américaine envers la communauté indienne a pu s'inverser positivement (Rubinoff, 2005, p. 178). Le haut niveau d'éducation des Indo-américains est également bénéfique pour l'image de la communauté (Kamdar, 2008, p. 51).

Au sein des médias, la communauté indienne jouit généralement d'une bonne réputation. Les raisons en sont multiples. Outre les facteurs socio-économiques cités plus haut, la communauté indienne compte en ses rangs quelques personnalités importantes dans le milieu des médias et de la communication (Badrul Alam, 2013, p. 100). Nous pouvons citer, par exemple, Jhumpa Lahiri, récipiendaire en 2000 du prix Pulitzer ainsi que Fareed Zakaria qui fût en charge entre autre du contenu éditorial des revues *Foreign Affairs*, *Newsweek* et *Time*⁴. Par ailleurs, certains médias destinés spécifiquement à la communauté indienne ont vu le jour aux Etats-Unis tels que les quotidiens *India Abroad*, *News-India Times* ou l'édition nord-américaine de *l'Indian Express* ainsi que des chaînes de radio ou de télévisions telles que *News India TV* ou *RBC Radio* dans l'Etat de New York. Au total, plus de 100 médias différents consacrés à la communauté indienne ont vu le jour aux Etats-Unis (Badrul Alam, 2013, pp. 100-101).

India Abroad mérite un commentaire supplémentaire. Ce média, loin d'être uniquement un journal d'informations, est vu tant par la communauté indienne que les chercheurs comme une véritable institution permettant de tisser des liens à la fois avec les autres communautés américaines que de garder des liens avec l'Inde (Kirk, 2008, p. 287). Disponible à la base en version papier, ce média a évolué avec l'apparition d'un site internet, qui, plus encore qu'un site d'information, se veut être « *a key site of exchange for ideas and informations, both reflecting and shaping the dynamics of identity formation among the broader community* » (Kirk, 2008, p. 287). Si ce média n'est pas considéré comme partisan aux Etats-Unis, il se veut dans la ligne politique

³ Nous pouvons citer par exemple Sabeer Bathia, cofondateur d'Hotmail ou Sanjay Gupta, neurochirurgien et conseiller en médecine sur des chaînes comme CNN ou NBC.

⁴ Et qui intervient également de manière régulière sur CNN depuis 2008.

générale des leaders indiens qui estiment que l'Inde et sa diaspora n'ont jusqu'à présent pas encore reçu l'attention qu'ils méritaient en tant d'une part comme une des plus anciennes civilisation et la plus grande démocratie en terme de population et, d'autre part, en tant que « minorité modèle » aux Etats-Unis (Kirk, 2008, pp. 287-288).

Posséder une bonne image au sein de la population américaine ainsi que des médias est considéré comme un atout très important au sein de la littérature pour qu'un groupe ethnique soit considéré comme influent (Rubenzer et Redd, 2010, p. 760). Dans le cas des Indo-américains, nous pouvons donc affirmer que leur popularité est en hausse depuis une vingtaine d'années, ce qui permet d'obtenir un facteur positif en vue d'influencer la politique étrangère américaine.

Après avoir décrit et analysés les facteurs socio-économiques, les facteurs d'intégration et les rapports de la communauté indienne avec l'opinion publique américaine et les médias, il est important d'analyser le comportement politique de cette communauté, ce qui nous mènera alors à comprendre la formation de groupes d'intérêt ethniques représentant la diaspora indienne.

3.1.5 Comportement politique

Comme le soutient Tony Smith, l'influence potentielle d'un groupe au niveau politique se traduit par trois actions possibles : la participation aux élections, le financement des campagnes électorales et l'organisation d'un groupe de pression structurel (Smith, 2000, p. 94). Il va bien évidemment de soi que ces actions peuvent se recouper entre elles, en particulier le groupe de pression structurel peut donner des consignes de vote ou financer une campagne électorale. Après avoir rapidement décrit la motivation de la diaspora indienne pour un activisme politique, nous allons nous intéresser dans cette section à ces trois actions, en détaillant principalement les deux premières. Ensuite nous consacrerons le reste du chapitre à étudier les différents groupes de pression structurels de la communauté indienne aux Etats-Unis avant de se focaliser sur l'USINPAC.

3.1.5.1 Motivation pour un activisme politique

Comme nous avons pu l'observer en analysant les facteurs socio-économiques, la diaspora indienne aux Etats-Unis a différentes motivations de vouloir s'impliquer politiquement pour défendre ses intérêts. Au niveau domestique, il y a bien évidemment eu par le passé les questions concernant la ségrégation raciale ainsi que

les discriminations auxquelles la *Old Indian Diaspora* a dû faire face (Janardhanan, 2013, pp. 18-19). Les préoccupations domestiques des *New Indian Diaspora* et *Second Generation Diaspora* sont plutôt des préoccupations liées aux enjeux économiques et sociétaux. On ne s'étonnera donc pas d'apprendre que les premiers groupes de pression menés par des Indo-américains dans les années 1970 et 1980 étaient des groupes d'intérêt à caractères professionnels ou financiers (Kirk, 2008, pp. 287-288). Ces groupes sont toujours actifs aujourd'hui. Au niveau international, deux enjeux majeurs servent de fil rouge à la motivation de la diaspora indienne : l'amélioration des relations entre les Etats-Unis et l'Inde et les tensions persistantes entre ce dernier pays et le Pakistan (Kirk, 2008, p. 289).

3.1.5.2 Participation électorale

Pour Tony Smith, le vote est un facteur important dans l'influence potentielle d'un groupe ethnique à partir du moment où ce groupe est soit concentré géographiquement dans une circonscription clé ou un Etat clé, soit ce groupe est suffisamment uni et mobilisé pour faire front derrière un candidat ou faire barrage à un candidat adverse (Smith, 2000, p. 95). Nous avons vu dans le cadre de la répartition géographique, que la communauté indienne est relativement dispersée, en dehors de cinq Etats. Ces Etats (Californie, New York, Texas, Illinois et New Jersey) étant eux même parmi les plus peuplés aux Etats-Unis, la concentration géographique ne joue à priori pas un grand rôle dans ce cas.

Par contre, la mobilisation électorale est relativement importante étant donné que plus de 90% des électeurs d'origine indienne inscrits sur les listes électorales votent (Gottschlich, *in* Sangha, 2008). Ceci étant dit, comme il n'y a environ que la moitié de la diaspora indienne, soit un peu plus d'un million de personnes, qui disposent de la nationalité américaine et donc du droit de vote, cela limite *de facto* l'influence que peut avoir ce groupe sur une élection. Selon différents sondages effectués, il semblerait qu'une majorité d'entre eux (entre 60 et 70%) se dirigerait plutôt vers des candidats démocrates, même si cela varie entre certains Etats (Rubinoff, 2005, pp. 181-182). Cependant, les revenus élevés et le niveau professionnel de certains indiens, sensibles à la limitation des taxes et de l'intervention de l'Etat fédéral les rapprochent plutôt du Parti Républicain (Kirk, 2008, P. 290). C'est pourquoi, comme nous le verrons, la majorité des groupes de pression indiens se déclarent comme non-partisan et travaillent aussi bien avec les Démocrates que les Républicains (Kirk, 2008, p. 290).

Assez tôt, des Indo-américains ont été tenté de se présenter eux-mêmes à différentes élections, avec des succès divers. Si le premier américain d'origine indienne, le Démocrate Dalip Singh Saund, fût élu à la Chambre des Représentants du Congrès américain dès 1956, il faudra attendre 2004 pour voir le deuxième Indo-américain arriver au Congrès, en la personne du Républicain Bobby Jindal, de Louisiane, qui sera par la suite gouverneur de cet Etat (Janardhanan, 2013, p. 25). Nous pouvons également citer Nikki Randhawa Haley, élue Gouverneur de Caroline du Sud en 2011⁵. Le mérite de ces gouverneurs d'origine indo-américaine est d'avoir été élu dans des Etats dans lesquels la communauté indienne n'est pas la plus présente. Cependant, derrière ces quelques personnalités, on s'aperçoit que ce n'est pas forcément par le jeu électoral que la communauté indienne peut posséder une influence potentielle. Il faut donc observer si cela peut être le cas d'une manière plus indirecte, via le financement de candidats et de campagnes électorales.

3.1.5.3 Financement des campagnes électorales

Selon Tony Smith, l'intérêt principal du financement des campagnes électorales pour des groupes ethniques réside dans le fait que ce financement peut être effectué par des individus ou des groupes qui ne résident pas dans le district où le candidat se présente (Smith, 2000, p. 101). Pour une communauté telle que la diaspora indienne, c'est donc un avantage étant donné les ressources financières importantes dont les membres de cette diaspora dispose, cumulé au fait d'une relative dispersion de cette diaspora. Dans les faits, la communauté indienne depuis plusieurs décennies participe activement au financement de certaines campagnes électorales d'élus soutenant ses intérêts (Janardhanan, 2013, p. 25). Dès les années 1980, le représentant de Californie, Stephen J. Solarz a reçu d'importants montants (allant jusque 770,000 dollars pour la campagne de 1988) en tant que Président du sous-comité de la Chambre des Représentants consacré aux affaires asiatiques et pacifiques (Smith, 2000, p. 102).

De manière plus globale, la communauté indo-américaine a levé plus de 4 millions de dollars pour les élections fédérales de 1992, 7 millions pour les élections de 1998 et plus de 16 millions pour les élections de 2004 (Rubinoff, 2005, p. 181 ; Kjolseth, 2009, p. 45). Dans le chapitre 5 consacré à l'USINPAC, nous détaillerons les donations effectuées par ce groupe en particulier.

⁵ Cette membre du parti Républicain sera par la suite nommée début 2017 par le président Donald J. Trump Représentante permanente des Etats-Unis à l'ONU.

Le financement de campagnes électorales semble donc être un moyen pour des personnes de la communauté indienne d'influencer potentiellement des personnalités politiques. Cependant, l'influence individuelle a certaines limites tant structurelles que légales et donc, dans un souci d'efficacité, la communauté indienne, tout comme les autres groupes ethniques, va avoir tendance à se rassembler en groupes de pression structurels (Newland, 2010, pp. 8-9).

3.1.5.4 Groupe de pression structurels

Comme le soutient Tony Smith, disposer de l'argent pour des campagnes et participer activement à des élections ne garantit pas pour autant à eux seuls une influence (Smith, 2000, p. 109). Une organisation sous la forme de groupes de pression structurels est bien souvent nécessaire afin d'obtenir une influence. Ces institutions ont trois tâches principales à accomplir : créer et garantir une unité au sein du groupe représenté, être capable de former des alliances avec d'autres groupes sociaux afin de pouvoir influencer l'action politique et enfin tisser des liens et des réseaux au sein du monde politique (Smith, 2000, p. 109).

Ces dernières décennies, la diaspora indienne a créé un nombre important d'organisations pour défendre ses intérêts qu'ils soient dans les domaines économiques, sociaux, ethniques, religieux ou en rapport spécifiquement avec la politique étrangère (Migration Policy Institute, 2014, p. 12). En 2013, 224 groupes de pression indiens sont reconnus comme tel aux Etats-Unis (Migration Policy Institute, 2014, p. 10).

Dans la section suivante, nous allons détailler l'historique de quelques-uns de ces différents groupes de pression pour comprendre de quelle manière l'USINPAC a été créé.

3.2 Historique des groupes de pression indiens aux Etats-Unis

La mobilisation de la communauté indo-américaine s'est construite au sein de deux pôles opposés l'un à l'autre. D'une part, un certain nombre d'organisations se sont créés sous le label « *Hindutva* » tandis que d'autres organisations se sont créés sous le label « *South Asia* » (Kurien, 2007a, p. 759). Nous allons dans un premier temps

analyser les différents groupes avant de comprendre ce qui les oppose et ce qui a pu les rassembler.

3.2.1 Les groupes liés à « *l'Hindutva* »

Bien que les Hindous aux Etats-Unis soient proportionnellement moins nombreux qu'en Inde, ils restent cependant toujours majoritaires. Il n'est donc pas surprenant que certains groupes nationalistes hindous actifs en Inde se soient exportés vers les Etats-Unis. Le nationalisme hindou, dans sa version contemporaine, est portée à la fois par le VHP (*Vishwa Hindu Parishad-World Hindu Council*) et dans sa version plus politique, par le BJP (*Bharatiya Janata Party*), le parti nationaliste hindou (Kurien, 2007a, pp. 765-766). Ces deux mouvements sont tous les deux porteurs de la même idéologie à savoir l' *Hindutva*, qui peut se traduire en français par l'hindouïté ou l'indianité. Cette idéologie, qui affirme la fierté d'être hindou, et qui voit les autres religions et idéologies comme des menaces permanentes, est menée par le *Sangh Parivar*, qui regroupe toutes les organisations liées à cette idéologie.

Au niveau américain, une section locale du VHP, le VHPA (*Vishwa Hindu Parishad America*) a été créée au début des années 1970 sur la côte Est tandis que, quelques années plus tard, une section américaine du BJP voyait également le jour (Kurien, 2007a, p. 766). A cela, s'ajoute des associations telles que l'*Hindu American Foundation* ou l'*Hindu Student Council*, toutes les deux créées dans les années 1990 et visant un public académique et étudiant (Kurien, 2007b, p. 213). Ces groupes ont surtout été actifs à partir des années 1990 en raison de 4 facteurs : le renforcement de l'Hindouisme, la montée au pouvoir du BJP en Inde, le développement de l'Internet comme canal de rassemblement et la nécessité pour les Hindous d'obtenir une reconnaissance politique (Kurien, 2007a, p. 767). Parmi les actions les plus spectaculaires de ces différents groupes, on note la pression exercée pour obtenir qu'une prière hindoue soit professée à l'ouverture d'une session du Congrès, ce qui fût accepté en septembre 2000, de même que la reconnaissance d'un jour de congé (*Diwali*) pour la communauté hindoue par le Président Bill Clinton en octobre de la même année (Marz Freedman, 2009, p. 7).

Politiquement, les adhérents à ces différents groupes sont plutôt à ranger du côté des conservateurs sur les sujets économiques et sociaux et sont donc plus proche des Républicains de des Démocrates (Biswas, 2010, p. 703). Ces associations, outre la

défense de sujets liés à l'*Hindutva*, sont également actives sur des sujets socio-économiques intéressant la communauté indienne aux Etats-Unis (Biswas, 2010, pp. 702-703). Cependant, étant donné le caractère profondément hindou de ces associations, fatalement de nombreux Indiens issus des autres religions mais aussi des Hindous ne se reconnaissant pas dans le projet porté par l'*Hindutva* ont créé des associations porteuses d'une autre vision, ce sont les groupes appelés « *South Asia* ».

3.2.2 Les groupes « *South Asia* »

Ces groupes ont vu le jour principalement à la fin des années 1980, en réaction avec la montée en puissance des groupes de l'*Hindutva*. Au contraire des groupes hindous, ces associations se veulent être une coalition progressiste se préoccupant des enjeux liés à la justice sociale, à l'économie et aux conditions de vie et de travail des indo-américains, en mettant de côté les différences religieuses (Kurien, 2007a, p. 771). Un groupe qui a voulu dès le début des années 1990, servir de coupole pour cette vision est le *South Asian American Leaders of Tomorrow* (SAALT). Ce groupe se focalise uniquement sur des enjeux domestiques touchant la diaspora indienne telle que l'immigration, la discrimination, les droits civils et les conditions de travail (Kurien, 2007a, p. 771). Une autre association, la *Friends of South Asia* (FOSA), elle plutôt portée vers la politique étrangère, a été fondée à la fin des années 1990, au moment où les tensions entre l'Inde et le Pakistan étaient très importantes. Cette association vise à établir des liens d'amitiés entre les différentes populations et nationalités d'Asie du Sud (Kurien, 2007a, pp. 771-772).

D'importantes tensions ont vu le jour entre les partisans de l'*Hindutva* et ceux des associations progressistes au début des années 2000 lorsque Narendra Modi, Ministre en Chef du Gujarat, Etat indien qui venait d'être en proie à des violences inter-ethniques, a souhaité effectuer une visite aux Etats-Unis (Biswas, 2010, pp. 702-703). Cet épisode a renforcé les positions de part et d'autres des deux camps, ce qui a rendu une unité au sein de la communauté indo-américaine encore plus difficile à atteindre.

Outre les associations progressistes citées plus haut, deux autres types de groupes ont vu le jour. D'une part, il y a des groupes à caractère purement professionnels tels que *The Indo-US Entrepreneurs*, *the Indo-American Chamber of Commerce*, *Network of Indian Professionals*, *The Asian American Hotel Owners Association* (AAHOA), ou encore *The American Association of Physicians of Indian Origin* (AAPIO) (Badrul

Alam, 2013, p. 102). Ces groupes ont une certaine influence dans la politique américaine, mais généralement, cette influence se concentre sur le domaine spécifique dans lequel ces groupes travaillent, sans aborder des enjeux plus larges (Rubinoff, 2005, pp. 180-181). D'autre part, des organisations représentant des minorités religieuses parmi la communauté indienne se sont également créées comme *l'American Federation of Muslims from India* (AFMI) ou encore la *Federation of Indian American Christian Organizations of North America* (FIACONA).

Cependant, un groupe mérite quelques développements supplémentaires, c'est *l'Indian American Forum for Political Education* (IAFPE, 2017). Fondé quelques années avant les autres groupes professionnels et progressistes, ce groupe possède différentes fonctions. S'il se consacre, comme les autres groupes « *South Asia* » à l'amélioration des conditions de vie des indo-américains, il se considère également comme un pont entre Washington et New Delhi et souhaite améliorer les relations entre les deux pays (Chatterjee, 2015, pp. 85-87). Pour cela, son président, Swadesh Chatterjee, un homme d'affaire de Caroline du Nord, n'hésita pas, au nom de l'IAFPE à procéder à d'intenses actions de lobbying auprès du Congrès américain et en particulier auprès d'un sénateur républicain, Jesse Helms (Chatterjee, 2015, p. 89). Ce dernier, président de la Commission des relations extérieures du Sénat américain, était connu pour être un conservateur ayant une réputation de xénophobe et de raciste et ayant eu par le passé des déclarations très dures vis-à-vis de l'Inde (Chatterjee, 2015, p. 89). Après de nombreuses rencontres, Chatterjee réussit à modifier son opinion envers l'Inde et les Indo-américains et le sénateur Helms invita le premier ministre indien Vajpayee, en visite à Washington en 2000, à une réception privée, chose qui aurait été inimaginable de la part du Sénateur quelques années auparavant (Chatterjee, 2015, p. 103).

Cependant, malgré l'importance prise par l'IAFPE, les tensions persistantes entre les groupes conservateurs liés à *l'Hindutva* et les groupes progressistes n'ont pas permis aux Indo-américains d'être unis politiquement, ce qui est une condition indispensable selon Smith pour pouvoir avoir une influence potentielle sur la politique étrangère américaine (Smith, 2000, pp. 110-111). Ce n'est qu'en 2002 qu'une possible unité, bien que fragile, pourra voir le jour avec la création de l'USINPAC.

3.3 Vers une unité : création de l'USINPAC (United States India Political Action Committee)

L'USINPAC a été créée officiellement en septembre 2002, à l'impulsion de Sanjay Puri. Cet homme d'affaire indo-américain est né en Inde, dans l'Etat du Gujarat, et a émigré vers les Etats-Unis à l'âge de 21 ans pour réaliser un MBA à l'Université Georges Washington. Après quelques années à la Banque Mondiale, il va créer dans les années 1990 quelques start-ups informatiques qui auront un certain succès. (Bloomberg.com, 2017). Il sera aussi à un moment membre de l'équipe de campagne du futur gouverneur de Virginie, le Démocrate Tim Kaine (Newhouse, 2009, p. 83). A partir de 2002, il se lance dans l'organisation d'un groupe d'action politique pro-indien et parallèlement à cela, il crée également en 2005 *l'Alliance for US India Business* (AUSIB). Cette organisation s'efforce d'établir des ponts entre les entreprises et universités des deux pays. Son champ d'action est donc uniquement consacré aux relations non gouvernementales entre les deux pays (ausib.org, 2017). Nous reviendrons sur cette organisation dans le cadre du chapitre 6.

Dans cette section, nous allons nous consacrer à la création de l'USINPAC, ses objectifs ainsi que sa méthode de travail, principalement axée sur l'influence législative. Ceci nous permettra alors dans la section suivante d'aborder le rôle du Congrès américain par rapport au groupe d'intérêt pro-indien et de clore ainsi la partie consacrée aux facteurs internes. Après avoir étudié dans le chapitre suivant les facteurs externes de l'influence potentielle, nous reviendrons largement sur le rôle de l'USINPAC pour mesurer son influence réelle cette fois au travers de son organisation interne.

3.3.1 Création et objectifs de l'USINPAC

Créée en 2002, l'USINPAC se revendique comme un Comité d'Action Politique, bipartisan (Usinpac, 2017). Il se focalise sur de nombreux enjeux liés tant à la communauté indo-américaine qu'aux relations des Etats-Unis vis-à-vis de l'Inde. Nous pouvons citer entre autre le soutien envers des candidats de la diaspora aux élections, des relations renforcées avec le Congrès sur des sujets tant domestiques tels que l'immigration ou la discrimination raciale, qu'internationaux comme les enjeux

liés au terrorisme, aux relations commerciales et énergétiques ainsi qu'à la coopération en matière de nucléaire civil (Usinpac, 2017).

Un *Political Action Committee* se définit comme « *a specialized form of organization that contributes money and other kinds of campaign support directly to federal candidates* » (Herrnson, 2005, p. 26). Un tel groupe peut être créé soit par une entreprise, un groupe d'intérêt déjà institutionnalisé ou bien un ou plusieurs citoyens indépendants. Ce type de comité est encadré par un certain nombre de règles contenue principalement dans le *Federal Election Campaign Act* de 1971 et dans le *Bipartisan Campaign Reform Act* de 2002. Dans le cadre de cette recherche, retenons simplement qu'un PAC peut contribuer à la campagne d'un candidat qu'à concurrence de maximum 5,000 \$ par phase électorale (primaire ou élection générale) (Paul & Paul, 2009, p. 68).

Avec la création d'un PAC, se pose automatiquement la question de la transparence. Un débat entre chercheurs travaillant sur les PAC et les groupes de pression ethniques a eu lieu dans le courant des années 2000. Pour Tony Smith, il est presque impossible de pouvoir étudier l'influence d'un lobby ethnique au travers d'un PAC étant donné que de nombreux comités sont créés sous des identités de substitution (Smith, 2000, p. 106). Certains PAC pro-israélien, par exemple, sont spécialistes du genre, opérant parfois sous les noms de SunPAC ou de National PAC (Paul & Paul, 2009, p. 70). Cependant, pour d'autres chercheurs, de nombreux groupes ethniques, surtout ceux désirant améliorer l'image de leur communauté, vont plutôt chercher la transparence, ce qui est le cas notamment pour l'USINPAC, jusqu'à preuve du contraire (Paul & Paul, 2009, p. 71).

Vis-à-vis du Congrès américain, le rôle de l'USINPAC a été, surtout dans les premières années, de contrer l'influence des groupes de pression pakistanais, qui étaient de plus en plus actifs au Capitole (Sharma, 2016, pp.86-87). Dans ce but, le lobby a mené plusieurs campagnes de dénigrement envers le Pakistan auprès de nombreux membres du Congrès, argumentant qu'Islamabad ne luttait que très peu contre le terrorisme et ne protégeait pas du tout ses frontières tant du côté de l'Afghanistan que de l'Inde (Sharma, 2016, pp. 86-87).

Un autre objectif de l'USINPAC est de pouvoir augmenter le nombre d'Indo-américains dans les hauts postes de l'administration fédérale (Kurien, 2007a, p 775).

Dans ce but, l'USINPAC lance une campagne d'information vis-à-vis de la communauté indo-américaine au début de chaque nouvelle administration et ensuite s'occupe de transférer et d'appuyer les dossiers de candidatures vers cette administration (Usinpac, 2017).

3.3.2 Liens avec l'AIPAC

Dès sa création, l'USINPAC a revendiqué des liens étroits de coopération avec l'AIPAC. Outre le fait que le lobby indien se soit inspiré profondément de l'organisation interne de son homologue pro-israélien, ce dernier a patronné officiellement l'USINPAC à sa création auprès de nombreux membres du Congrès (Kamdar, 2008, p. 59). Dans la pensée collective américaine, beaucoup sont convaincus qu'aider Israël est le meilleur intérêt des Etats-Unis et c'est pourquoi l'USINPAC souhaite « convaincre les Américains qu'il en est de même pour l'Inde » (Kamdar, 2008, p. 59).

Il est cependant à noter que les liens entre l'USINPAC et l'AIPAC ne plaisent pas à l'ensemble de la communauté indo-américaine. En effet, si ces liens sont avant tout poussés par les leaders Hindous, voyant une opportunité de créer une coalition « anti-Islam » avec les groupes de pression pro-israélien, les groupes progressistes qui ont été étudiés plus haut sont plus que réticents à ce genre d'alliances (Kurien, 2007a, p. 774).

3.3.3 Organisation de l'USINPAC

L'USINPAC a la particularité de combiner deux types d'organisations différentes. D'une part, elle s'est profondément inspirée de l'organisation de l'AIPAC, mais contrairement à cette dernière qui ne procède pas directement à des levées de fonds pour des candidats⁶, l'USINPAC s'implique également dans le financement et la

⁶ Le sujet de financement des campagnes de l'AIPAC reste controversé. Si Paul et Paul estiment que l'AIPAC n'intervient pas directement dans les campagnes des candidats (Paul & Paul, 2009, p. 53), d'autres, comme Mearsheimer et Walt estiment que « *AIPAC makes sure that its friends get financial support so long as they do not stray from AIPAC's line, either through campaign contributions from AIPAC leaders or by screening and then connecting congressional candidates to major Jewish and pro-Israel donors and PACs* » (Mearsheimer & Walt, 2007). Nous ne rentrerons pas plus en détail dans ce type de débats, étant donné que de toute manière l'USINPAC lève elle-même ses fonds pour les campagnes de candidats qu'elle soutient.

promotion des campagnes d'Indo-américains et des amis de l'Inde (Paul & Paul, 2009, pp. 53-54).

Le modèle d'organisation de l'AIPAC est considéré comme le modèle le plus efficace en matière de groupe d'intérêt ethnique, mais également celui qui demande le plus de moyens tant intellectuels, matériels que financiers (Newhouse, 2009, p. 75). En effet, le modèle prôné par l'AIPAC consiste à organiser à la fois des campagnes d'informations, des campagnes de lobbying, du financement de la recherche le tout au niveau fédéral à Washington, mais aussi au niveau local, avec des antennes dans presque tous les Etats (Paul & Paul, 2009, p. 53). Au niveau de l'USINPAC, ce travail se traduit par une multitude de tâches, parmi lesquelles l'organisation de réceptions et de voyages pour les soutiens, l'organisation de conférences et séminaires, l'envoi de lettres et de dossiers d'informations aux membres du Congrès et à leur staff ainsi qu'à différentes agences fédérales (McCormick, 2012, p. 83). A cela s'ajoute un travail de collaboration intensif avec les autres institutions représentant les indo-américains, de même que avec les *Caucus* au Sénat et à la Chambre des Représentants que nous aborderons dans une sous-section ultérieure (McCormick, 2012, p. 84).

Pour synthétiser, ce travail peut être décrit comme une sorte de jeu : « *a five-dimensional chess which includes the White House, Congress, interagency conflicts and the Republican and Democratic parties* » (Newhouse, 2009, p. 75).

L'USINPAC s'implique également dans le soutien direct, tant matériel que financier, de candidats issus de la communauté indo-américaine. Cependant, ce soutien ne va pas sans poser certaines tensions, similaires à celles vues lors de l'alliance avec les lobbies pro-israéliens, entre les différentes communautés qui composent le groupe ethnique indien (Kurien, 2007a, p. 778). Par exemple le soutien de la candidature au Congrès de Bobby Jindal a été critiqué par les conservateurs proches de l'*Hindutva*, étant donné que Bobby Jindal, né hindou, s'est converti au christianisme dans son adolescence (Kurien, 2007a, p. 778).

Le personnel au sein de l'USINPAC est constitué principalement de jeunes professionnels issus des meilleures universités du pays et possède également un staff législatif très élaboré et avec une certaine expérience, notamment acquise pour certains d'entre eux au sein de l'AIPAC (Kirk, 2008, p. 291). A la base située en périphérie de

Washington, les bureaux de l'USINPAC ont rapidement déménagé vers le quartier de la fameuse « *K Street* » afin d'être proche du cœur des institutions (Kirk, 2008, p. 291).

Enfin outre les actions de lobbying et de soutien envers des candidats, l'USINPAC s'attache aussi beaucoup à informer la communauté américaine tant par son site internet, que par les réseaux sociaux (Twitter, Facebook) que par des newsletters récurrentes (Kamdar, 2008, p. 58). Outre de l'information pure, ces différents moyens permettent aussi à l'USINPAC de mobiliser la communauté sur un sujet précis. Par exemple, le comité envoie très souvent des mails à l'ensemble des Indo-américains connus dans leur base de données afin qu'ils écrivent ou téléphonent à leur sénateur ou leur représentant au Congrès lorsqu'un point mis à l'agenda de ces derniers concerne de près ou de loin l'Inde, les Indo-américains voire même des alliés comme les Israéliens (Kamdar, 2008, pp. 58-59).

3.4 Evaluation de l'influence potentielle par rapport aux facteurs internes

Avant de passer aux facteurs externes, il est nécessaire d'évaluer dans quelle mesure ces facteurs internes pour le groupe de pression pro-indien nous permettent d'établir une influence potentielle pour ce groupe.

Au niveau des facteurs géographiques, si la relative dispersion de la communauté indo-américaine peut être de prime abord vue comme un inconvénient en terme électoral, il s'agit en réalité d'un avantage sur le long terme, la communauté pouvant disposer ainsi de relais dans l'ensemble des Etats-Unis. Au niveau socio-économique, les facteurs de la diaspora indienne sont clairement avantageux et c'est probablement ce qui fait sa grande force et sa capacité à disposer d'un groupe d'influence potentielle.

Au niveau de l'intégration, le fait d'être relativement assimilé dans la communauté américaine, notamment par le facteur linguistique est également un avantage, tout comme le fait de ne pas l'être complètement, ce qui permet à la communauté de garder son identité propre. L'image de cette communauté tant au niveau de l'opinion publique que des médias s'est également améliorée durant les vingt dernières années, ce qui représente également des facteurs positifs.

Au niveau politique, si l'unité au sein de la diaspora a souvent posé certains problèmes en raison notamment de la ligne de démarcation durable entre partisans de l'*Hindutva* et groupes plus progressistes, il semble qu'une certaine unité, bien que fragile, a pu être trouvée avec la création de l'USINPAC. Cette unité est également un prérequis essentiel à l'influence d'un groupe d'intérêt ethnique.

Nous pouvons donc conclure ce chapitre en confirmant que de manière générale, les facteurs internes du groupe de pression ethnique pro-indien, symbolisé par l'USINPAC dans le cadre de cette recherche, sont assez positifs pour que ce groupe puisse disposer d'une influence potentielle. Cependant comme nous l'avons souligné, l'influence potentielle se mesure par une accumulation de facteurs internes et externes. Il est donc nécessaire à présent de passer à l'analyse de ces derniers facteurs.

Chapitre 4 : Les facteurs externes : le contexte international et l'évolution de la relation Etats-Unis-Inde sous G.W.Bush et B. H. Obama

Dans ce chapitre, nous allons nous intéresser aux facteurs externes au groupe de pression qui peuvent favoriser l'influence de ce dernier. Ces facteurs, s'ils sont moins nombreux que les facteurs internes, n'en sont pas moins importants, car ils favorisent l'ouverture de fenêtres d'opportunités pour des groupes tels que l'USINPAC. Dans une première étape, nous regarderons le système politique américain et en particulier d'une part le rôle du président et de son staff envers les groupes de pression et d'autre part le rôle du Congrès au travers de la notion de *Caucus*. Dans une deuxième étape, nous ferons un rapide historique de la relation entre les Etats-Unis et l'Inde avant 2001 avant de voir l'évolution de cette politique durant les mandats de Georges W. Bush et de Barack H. Obama et de procéder à un bilan des différents enjeux liés à cette relation.

4.1 Caractéristiques du système politique américain

Dans cette section, l'objectif n'est bien évidemment pas de réaliser un état des lieux complet du système politique américain par rapport aux groupes d'intérêts, état des lieux qui ne serait de toute façon pas exhaustif⁷, tant la matière est vaste (Holyoke, 2014, p.9). Il s'agit plutôt de démontrer en quelques lignes, qu'à différents niveaux de pouvoir, des fenêtres d'opportunité se sont ouvertes pour le groupe ethnique indien ces vingt dernières années. Pour ce faire, nous allons nous intéresser plus particulièrement à deux institutions : la Maison Blanche qui représente l'exécutif et le Congrès qui représente le législatif. Ensuite nous nous attacherons plus en détail à deux assemblées au sein du pouvoir législatif: les *Caucus* congressionnels sur l'Inde à la Chambre et au Sénat

4.1.1 Au sein de l'exécutif : la Maison Blanche

Contrairement au pouvoir législatif, les groupes de pression ont généralement moins d'influence sur le pouvoir exécutif (Holyoke, 2014, p. 159). Cependant, cette influence peut se manifester de plusieurs façons : d'une part, il n'est pas rare que l'administration

⁷ Pour plus d'informations sur le sujet, voir notamment les travaux d'Ashbee (2004), Cox & Stokes (2012), Landry & Milkis (2014) et David (2015).

de la Maison Blanche, voire le cercle proche du Président fasse appel à des experts externes issus des groupes de pression ethniques afin de pouvoir avoir leur avis sur un dossier en particulier (Holyoke, 2014, p. 161). D'autre part, certains groupes de pression ethniques n'hésitent pas à prospecter au sein de leur communauté afin de proposer à l'administration présidentielle des profils intéressants. Ces personnes ainsi engagées peuvent indirectement servir de relais potentiel au groupe de pression.

Malgré des lois telles que le *Freedom of Information Act*, il est relativement difficile de pouvoir étudier l'influence potentielle ou réelle des représentants de groupes ethniques au sein de la Maison Blanche, étant donné que celle-ci avant le mandat de Barack Obama ne délivrait que très peu d'informations sur les visiteurs. Concernant le mandat de Barack Obama, celui-ci ayant rendu les *visitor logs* partiellement ouverts au public et en libre-accès sur internet, nous avons plus facilement accès aux informations (*White House Visitor Records*).

Concernant les deux mandats de George.W.Bush, nous pouvons uniquement nous baser sur la biographie de Swadesh Chatterjee qui indique qu'il a été reçu parfois seul ou parfois en compagnie d'autres leaders indo-américain, un certain nombre de fois à la Maison-Blanche, principalement au moment de l'accord nucléaire (Chatterjee, 2015, pp. 158-160). En ce qui concerne le premier mandat de Barack Obama, la consultation des *visitor logs* nous apprend que Swadesh Chatterjee a été reçu à 4 reprises et Sanjay Puri, le fondateur de l'USINPAC a lui été reçu à 14 reprises par différentes personnes de l'administration présidentielle (*White House Visitor Records*). Ces renseignements n'indiquent évidemment que les rencontres face à face et non pas des contacts téléphoniques ou par mails. Ces éléments nous indiquent simplement que les leaders des groupes de pression indiens possèdent une relative capacité d'accès direct à l'administration de la Maison Blanche.

Cependant, pour le groupe de pression indien, l'essentiel face à l'administration de Maison Blanche consiste plutôt à proposer des profils de personnes hautement qualifiées afin que ces employés puissent devenir une sorte de relais informel au sein de l'administration (Usinpac.com, 2017).

Lors de son premier mandat, le Président Obama a nommé plus de 50 Indo-américains à des postes importants au département d'Etat ainsi que dans les départements du Trésor, du Commerce et de la Défense (Jain, 2016, p. 18). De plus, plus d'une dizaine

d'Indo-américains ont été engagés à la Maison Blanche dans des postes à hautes responsabilités, un nombre qui n'avait jamais été atteint par le passé (Jain, 2016, pp. 18-19). Parmi ces différentes personnalités, nous pouvons citer Rajiv Shah, directeur de l'USAID ou Atul Keshap, secrétaire adjoint au Département d'Etat pour l'Asie du Sud.

Après avoir décrit l'influence potentielle du groupe de pression indien auprès de l'administration de la Maison Blanche, il est intéressant de regarder comment ces groupes peuvent influencer le Congrès et surtout quels sont leurs relais à l'intérieur de celui-ci. C'est pourquoi nous allons nous intéresser spécifiquement à la notion de *Caucus*.

4.1.2 La création des *Caucus* indiens au Congrès

Traditionnellement, le Congrès est vu dans la littérature comme la branche du pouvoir la plus perméable aux groupes d'intérêt (Holyoke, 2014, p. 133). C'est principalement dû au fait que celui-ci, en raison de son organisation, possède un grand nombre de points de pression potentiels (Holyoke, 2014, p. 134). En effet, tant le Sénat que la Chambre des Représentants sont divisés en comités et sous-comités où le travail législatif se produit réellement (Holyoke, 2014, p. 134).

Une des tâches principales de l'USINPAC est de contacter, d'informer et d'influencer les 535 membres du Congrès (435 Représentants et 100 Sénateurs). Si, bien évidemment en fonction du sujet traité, il est parfois nécessaire de contacter uniquement quelques membres influents du Congrès présents dans un comité ou sous-comité en particulier, leur travail est également quelque peu facilité par l'existence d'un *Caucus* indien, qui existe tant au niveau de la Chambre officiellement, qu'au Sénat, de manière plus officieuse. Après avoir défini rapidement cette notion de *Caucus*, nous analyserons l'influence du *Caucus* indien à la Chambre et ensuite celui du Sénat et les rapports que ces assemblées entretiennent avec l'USINPAC.

4.1.2.1 La notion de *Caucus* et son rôle dans le Congrès

Les *Caucus* sont « des coalitions de représentants ou de sénateurs ayant un intérêt commun » (Gagnon, in David, 2015, p. 456). Cet intérêt peut être idéologique ou philosophique, comme par exemple une coalition entre des Démocrates et des Républicains venant d'Etats du Sud conservateurs et partageant un certain nombre de positions communes sur des sujets sociétaux (Ashbee, 2004, p. 97). Mais cela peut être

aussi un regroupement ethnique, par exemple le *Black Caucus* qui reprend tous les Représentants démocrates d'origine afro-américaine (Ashbee, 2004, p. 97). Parmi les *Caucus* les plus actifs sur la politique étrangère, outre le *Caucus* indien, on retrouve le *Congressional Hispanic Caucus* qui s'intéresse principalement aux réformes d'immigrations et aux relations avec le Mexique ou le *Congressional Pro-Trade Caucus* qui se préoccupe de la liberté de commerce (Gagnon, in David, 2015, p. 456).

4.1.2.2 Le *Caucus* indien à la Chambre des Représentants

Le *Caucus* indien a été créé en 1993. L'objectif de cette assemblée portant sur l'Inde et les Indo-Américains est « de faire progresser la discussion sur les points de l'ordre du jour des assemblées siégeant au Capitole et qui intéressent la communauté indo-américaine » (Kamdar, 2008, p. 60).

Les circonstances de la création de ce *Caucus* sont fortuites. Fin 1992, le Représentant démocrate du New Jersey Stephen Solarz, reconnu comme le plus grand défenseur de la cause indienne au Congrès, perd son siège. Un de ses collègues du New Jersey, Frank Pallone, également Démocrate, décide de réunir quelques autres représentants autour de lui, qui ont eu aussi de nombreux Indo-américains dans leurs circonscriptions, pour fonder un *Caucus* (Hathaway, 2001, p. 27). Durant la législature de 1993-1994, ils se seront que 8 députés, 7 Démocrates et 1 Républicain (Hathaway, 2001, pp. 27-28).

Cependant, sous l'impulsion de Frank Pallone, ce *Caucus* va très rapidement grandir pour atteindre à la fin de la législature de 1999-2000, 115 Représentants (Hathaway, 2001, p. 28). Par la suite cette institution progressera encore pour atteindre en 2006 le total de 173 membres, 105 Démocrates et 68 Républicains, soit environ 1/3 de la Chambre des Représentants (Kamdar, 2008, p. 60). Cependant, entre 2009 et 2012, le nombre de membres dans le *Caucus* baissera pour atteindre 110 membres fin 2012. Cette baisse s'explique principalement selon Sharma suite à la baisse d'activités de l'USINPAC et de la communauté indo-américaine dans son ensemble durant ces 4 ans (Sharma, 2016, p. 116). Nous analyserons cette baisse d'activité potentielle dans les chapitres 5 et 6.

Pour Robert Hathaway, directeur de programme au centre de recherche Woodrow Wilson, ce *Caucus* a permis un grand changement d'attitude des membres du Congrès

vis-à-vis tant de la communauté indo-américaine que vis-à-vis de l'Inde et de la politique étrangère des Etats-Unis par rapport à ce pays (Hathaway, 2001, pp. 28-30).

Parmi les sujets discutés au sein de ce *Caucus*, outre la question du Pakistan, figure en bonne place la volonté de l'Inde d'obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Une résolution en ce sens a été introduite en 2003 par Frank Pallone et d'autres membres du Caucus à la Chambre des représentants (Sharma, 2016, p. 99). Si ces appels sont restés lettre morte durant les mandats de G.W. Bush, l'annonce du président Obama durant sa visite en Inde en 2010, annonçant que les Etats-Unis supporteront la candidature de l'Inde au Conseil de Sécurité, fût considéré comme une victoire notamment du *Caucus* indien (Sharma, 2016, p. 100).

Ceci étant dit, certaines limites sont apparues au début des années 2000, notamment liées au fait qu'en s'agrandissant, le *Caucus* s'est également ouvert au risque d'obtenir moins facilement le consensus sur certains sujets, notamment en ce qui concerne les relations Inde-Pakistan et le conflit au Cachemire, étant donné que de nombreux membres du *Caucus* indien sont également membres du *Caucus* pakistanais (Hathaway, 2001, p. 29). Un autre problème a résidé dans le fait que de nombreux sujets relatifs à la politique étrangère américaine sont aussi et surtout discuté au Sénat. Hors, le *Caucus* ne disposait que peu de relais dans l'autre assemblée (Hathaway, 2001, p. 29). C'est la raison pour laquelle, un équivalent fût créé en 2004.

4.1.2.3 Le « Groupe des amis de l'Inde » au Sénat

Ce *Caucus*, non officiel car le Sénat ne prévoit pas la même forme d'assemblée de ce type qu'à la Chambre des Représentants, fût instauré sous la forme du « Groupe des amis de l'Inde » sous l'impulsion des Sénateurs John Cornyn, républicain du Texas et Hillary Clinton, démocrate de l'Etat de New York (Kamdar, 2008, p. 60). Selon Kirk qui cite différentes sources, outre l'USINPAC, l'Ambassadeur indien en poste à Washington à ce moment-là Lalit Mansingh, aurait joué un rôle de facilitateur dans l'instauration de ce *Caucus* (Kirk, 2008, p. 290). Dénombrant à l'origine une vingtaine de membre dont les deux chefs de file au Sénat Bill Frist (Républicain) et Tom Daschle (Démocrate), ce groupe compte aujourd'hui 39 membres, soit plus d'1/3 du Sénat.

Il était important que la communauté indo-américaine puisse disposer d'un groupe ainsi également au Sénat, car dans les règles institutionnelles américaines, c'est bien le Sénat et non la Chambre des Représentants qui dispose le plus de pouvoir en matière

de politique étrangère, devant approuver tous les traités ainsi que certaines des grandes décisions prises par l'exécutif (Sharma, 2016, p. 116). Comme nous le verrons dans le cas d'étude consacré au Pacte nucléaire dans le chapitre 5, le groupe « des amis de l'Inde » a été un appui très important pour l'USINPAC (Sharma, 2016, pp. 118-119).

Cependant, que cela soit au Sénat ou à la Chambre des Représentants, les membres de ces *Caucus*, s'ils sont certainement plus sensibles que d'autres à la cause de l'Inde, ne votent pour autant pas toujours toutes les propositions de lois en faveur de l'Inde ou de la communauté indo-américaine (Rubinoff, 2005, p. 182). En effet, ces membres du Congrès peuvent être membre du *Caucus* soit par pur calcul électoral (si un nombre important d'Indiens habitent dans leur circonscription) ou par amitié pour un collègue. Ils peuvent également être mis sous tension à partir du moment où ils sont tiraillés par différents groupes de pression défendant des intérêts différents (Rubinoff, 2005, pp. 182-183).

Enfin, au niveau législatif, si pendant de nombreuses années l'image des indo-américains et de l'Inde n'était pas très positive au niveau du Congrès, l'apparition d'un *Caucus* indien important a pu faire bouger quelques peu les lignes. Il est à noter qu'avoir un *Caucus* unique et non pas deux ou trois comme les communautés hispaniques ou irlandaises disposent respectivement au Congrès, est également une meilleure garantie d'influence (Smith, 2000, p. 117). Avec ces *Caucus* au Sénat et à la Chambre, nous voyons également qu'au niveau du Congrès, une fenêtre d'opportunité s'est ouverte au début des années 2000 pour que le groupe de pression pro-indien et l'USINPAC en particulier dispose d'une influence potentielle.

Après avoir parcouru les facteurs externes au groupe de pression indien au sein du système politique américain, nous allons dans la section suivante nous intéresser aux relations entre les Etats-Unis et l'Inde.

4.2 Les Relations Etats-Unis-Inde

A l'instar de la section précédente consacrée au système de fonctionnement de la politique américaine, il ne s'agit pas ici d'établir un compte rendu exhaustif des relations entre les Etats-Unis et l'Inde qui nécessiteraient de trop longs

développements⁸. Néanmoins, il nous semble utile d'établir quelques jalons de cette relation, tant d'un point de vue historique, que durant les mandats des présidents Georges W. Bush et Barack H. Obama afin de comprendre de quelle manière l'évolution de cette relation a pu aider l'USINPAC et les autres groupes de pression indiens à devenir potentiellement des acteurs influents dans la politique étrangère américaine vis-à-vis de l'Inde. Nous établirons ensuite un bref état des lieux des principaux challenges de la relation entre les deux pays, ce qui nous permettra après avoir confirmé ou infirmé notre première hypothèse de pouvoir dans la troisième partie nous consacrer à l'influence réelle de l'USINPAC au moyens de deux études de cas.

4.2.1 Historique

Malgré des systèmes politiques relativement similaires, des valeurs partagées en matière de libertés civiques et démocratiques, et l'établissement de liens diplomatiques formels dès l'indépendance de l'Inde en 1947, la relation bilatérale de ce pays avec les Etats-Unis fût assez complexe et peu développée jusqu'à la fin de la Guerre Froide (Tellis, *in* Malone et al. 2016, p. 481). De nombreux chercheurs se demandent encore pour quelles raisons des relations plus poussées n'ont pas été possibles entre les deux pays durant la Guerre Froide et même quelques années plus tard. Il faudra attendre la fin du deuxième mandat de Bill Clinton pour voir les choses réellement changer dans cette relation (Sharma, 2016, pp. 126-127). La raison la plus évidente et celle qui est généralement la plus invoquée est celle du contexte géopolitique de la Guerre Froide (Jain, 2016, p. 33). Lorsque l'Inde et le Pakistan ont proclamé leur indépendance en 1947, dans un contexte de tensions extrêmes, l'Inde a choisi très vite de rester non-alignée et de ne rejoindre ainsi aucune alliance militaire tandis que le Pakistan a rejoint rapidement, en 1954 le Pacte de Manille et, en 1955, le Pacte de Bagdad, organisations soutenues par les Etats-Unis afin d'endiguer la montée en puissance de l'URSS (Jain, 2016, p. 33). Cependant, cette situation était déjà probablement prévisible des dizaines d'années plus tôt, Jawaharlal Nehru, visionnaire, déclarant en 1927 : « *The Great problem of the near future will be American imperialism, even more than British imperialism* » (Nehru, *in* Malone, 2011, p. 153).

⁸ Pour de plus longs développements, voir e.a. les travaux de Bertsch et al. (1999), Malone (2011), Pant (2016).

Tandis que le Pakistan devient un acteur essentiel du *containment* envers l'URSS, l'Inde cofondera avec d'autres pays le mouvement des non-alignés en 1961. Si Delhi reçut de l'assistance militaire américaine durant la guerre sino-indienne de 1962, l'objectif des Américains était avant tout de contrer la puissance chinoise, plutôt qu'aider l'Inde (Malone, 2011, pp. 156-157). Après le conflit indo-pakistanaï de 1965 et un rapprochement très net entre le Pakistan et la Chine, on aurait pu imaginer à ce moment-là une alliance de l'Inde avec les Etats-Unis, mais il n'en a rien été (Malone, 2011, p. 159). Au contraire : dans les années 1970, si les Etats-Unis se rapprochèrent de la Chine, l'Inde de son côté se rapprocha de plus en plus de l'URSS au niveau de l'aide militaire et agricole (Ganguly & Scobell, 2005, p. 38). Jusqu'à la fin de la Guerre Froide, la relation entre les Etats-Unis et l'Inde restera complexe malgré quelques réchauffements épisodiques (Tellis, in Malone, 2016, pp. 482-483). En 1978, le gouvernement de Morarji Desai, plus à droite que le parti du Congrès Indien dirigé par Indira Gandhi, essaya d'effectuer un rapprochement avec les Etats-Unis lors d'une visite à Washington mais cette initiative connu un succès très relatif et, de toute façon, ce gouvernement tomba quelques mois plus tard (Jain, 2016, pp. 44-45). Un autre bref moment de rapprochement fut une rencontre au Mexique entre Ronald Reagan et Indira Gandhi en 1981, mais en dehors d'une signature d'un contrat de livraison d'avions militaires à destination de l'Inde, peu de développements ont suivi cet entretien (Ganguly & Scobell, 2005, p. 38). Après la fin de la Guerre Froide, si Rajiv Gandhi s'opposa encore aux Etats-Unis en empêchant les avions militaires américains de se ravitailler à Bombay lors de l'intervention en Irak en 1991 (Jain, 2016, p. 48), les relations commencèrent à se développer à partir du moment où le premier ministre Rao, successeur de Rajiv Gandhi, décida de réformer l'économie indienne en vue de la libéraliser (Malone, 2011, pp. 164-165).

A partir de ce moment-là, l'ouverture vers les Etats-Unis deviendra naturelle pour l'Inde. Au niveau économique, les investissements directs étrangers en Inde passèrent de 165 millions de dollars en 1992 à 2,14 milliards cinq ans plus tard (Malone, 2011, p. 165). Les échanges commerciaux entre l'Inde et les Etats-Unis ont également été en constante augmentation à partir de 1992 (Malone, 2011, p. 164).

Seulement, du côté des Américains, cette ouverture ne fût pas aussi simple, tenant compte non seulement du passé de l'Inde et de la mauvaise image qu'avait ce pays au sein tant de la classe politique américaine que de l'opinion publique, mais aussi de

l'alliance toujours forte des Etats-Unis avec le voisin pakistanais (Shoup & Ganguly, in Ganguly et al., 2006, p. 4).

De plus, le problème de la prolifération des armes nucléaires en Asie du Sud inquiétait beaucoup l'administration Clinton et ces craintes se sont avérées justifiées avec les tests nucléaires indiens de mai 1998⁹, entraînant une série de sanctions militaires et économiques envers l'Inde, ce qui a mis un frein temporaire au réchauffement des relations entrepris depuis le début des années 1990 (Ganguly & Scobell, 2005, p. 38). Ces sanctions eurent un aspect positif car peu après, Washington décida d'engager une série de discussions régulières avec New Delhi, discussions dirigées par le sous-secrétaire d'Etat sous l'administration Clinton Strobbe Talbott (Talbott, 2004). Finalement, vu à moyen terme et de manière quelque peu ironique, ces essais nucléaires indiens « ont contribué à débloquent de manière paradoxale une situation figée depuis le premier essai indien de 1974, en poussant Washington à reconnaître l'Inde comme une puissance émergente » (Blarel, in Jaffrelot, 2008, pp. 54-55). La visite effectuée par le Président Bill Clinton en Inde en 2000, la première visite d'un président américain depuis 22 ans, fût considéré tant du côté indien que du côté américain comme un grand succès¹⁰ (Malone, 2011, p. 168).

4.2.2 Contexte international post 11/09 : une fenêtre d'opportunité pour un renforcement de la relation Etats-Unis-Inde.

Comme nous l'avons vu, les relations indo-américaines ont été relativement complexes depuis l'indépendance de l'Inde en 1947. Outre le choc provoqué par les essais nucléaires indiens qui aboutira à un dialogue, un autre événement, tout à fait extérieur à la relation entre les deux pays, va paradoxalement être considéré comme le point de départ de relations renforcées : ce sont les attentats du 11 Septembre 2001.

Quelques jours après ces attentats, l'Inde proposera « *their unconditional and unambivalent support to the United States emergent war of terror* » (Ogden, 2014, p. 147). Le 22 septembre 2001, les Etats-Unis supprimèrent les dernières sanctions

⁹ Tests qui furent suivis quinze jours plus tard de tests pakistanais, ce qui engendra également des sanctions vis-à-vis de ce pays et la crainte de la communauté internationale d'une guerre nucléaire (Malone, 2011, p. 167).

¹⁰ Pour plus d'informations sur cette période et sur le dialogue diplomatique qui s'est enclenché avec l'Inde à partir de 1998, voir les mémoires de Strobbe Talbott, sous-secrétaire d'Etat américain à l'époque : Talbott, S. (2004), *Engaging India : Diplomacy, Democracy and the Bomb*.

imposées à l'Inde depuis 1998 et réinstaura une coopération militaire (Malone, 2011, p. 168). A partir de ce moment-là, les deux pays saisirent les opportunités qui s'offraient à eux, les Etats-Unis voyant dans l'Inde un possible rempart contre la menace islamiste et la nécessité de compter sur un allié dans une région où le Pakistan ne pouvait définitivement plus être considéré comme tel (Ogden, 2014, p. 148). De son côté, l'Inde en soutenant les Américains voyait des opportunités de coopération en terme de sécurité et de défense mais aussi au niveau économique (Jain, 2016, p. 84).

4.2.3 Les relations Etats-Unis-Inde sous Georges W.Bush (1^{er} et 2^{ème} mandats)

Si le 11 septembre a bien évidemment été un évènement important pour les relations indo-américaines, il faut reconnaître qu'avant cette date l'administration Bush avait déjà émis la volonté d'améliorer et de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays (Ogden 2014, p. 147). Condoleeza Rice, future Conseillère à la Sécurité Nationale, écrivit, dans un article de la revue *Foreign Affairs* pendant la campagne électorale de 2000, que les Etats-Unis ont toujours eu tendance à associer l'Inde au Pakistan et à ne regarder ce pays que dans le prisme du conflit au Cachemire et de la prolifération nucléaire alors que, selon elle, l'Inde dispose de tous les atouts pour devenir une grande puissance et qu'il serait nécessaire que les Etats-Unis en tiennent compte dans leur future politique étrangère en collaborant avec cette puissance (Pant, 2016, pp. 24-25). Condoleeza Rice, une fois devenue Secrétaire d'Etat en 2005, continuera à soutenir l'Inde et le renforcement des relations entre les deux pays.

En 2005, lors de sa première visite officielle aux Etats-Unis, le Premier Ministre indien Singh déclara : « *India is today embarked on a journey inspired by many dreams. We welcome having America by ours ide. There is much we can accomplish together* » (Singh, in Malone, 2011, p. 153). Durant cette visite, le président Bush annonça sa volonté de conclure un accord portant sur la coopération en matière de nucléaire civil avec l'Inde (Pant, 2016, p. 23). Conscient des difficultés auxquelles s'attelait le président et son administration, ces derniers n'en étaient pas moins convaincus qu'ils pourraient passer au-delà des objections du Congrès, des opposants aux Etats-Unis et en Inde, ainsi que d'une partie de la communauté internationale et surtout du Pakistan (Pant, 2016, p. 23). Un an plus tard, lors d'une visite en Inde, le président Bush confirma cet accord et en 2008, ce pacte fut enfin ratifié dans les deux pays, bien que

la mise en application soit toujours en cours actuellement (Pant, 2016, p. 24). Nous reviendrons plus en détail sur ce pacte dans le chapitre 5.

Outre l'important dossier concernant le nucléaire, les deux mandats du Président G.W. Bush furent marqués au niveau de la politique étrangère américaine vis-à-vis de l'Inde par une intensification de la coopération militaire. Un groupe de travail spécialisé en contre-terrorisme fut établi en 2002 en collaboration avec les deux administrations de la Défense et différentes agences de renseignements (Ogden, 2014, pp. 151-152). Des exercices connus sous le nom de *Malabar* impliquant les deux marines ainsi que les deux armées de l'air et des forces d'auto-défense japonaises recommencèrent également en 2002 et se déroulent sur base annuelle depuis lors (Jain, 2016, p.86). Malgré des difficultés liées à la bureaucratie indienne et au fait que de nombreux équipements indiens étaient d'origine soviétiques, le commerce des armes et du matériel militaire a également pris beaucoup d'importance entre les deux pays (Jain, 2016, pp. 88-89).

Avec les interventions en Iraq et en Afghanistan, les Etats-Unis se rendent compte que leur puissance militaire n'est pas infinie et qu'il y a lieu de trouver de nouveaux alliés potentiels, notamment dans une région aussi instable que le sous-continent indien (Blarel, *dans* Jaffrelot, 2008, p. 57). Le rapprochement avec l'Inde est donc tout à fait bénéfique pour les Etats-Unis à ce point de vue.

Enfin, le rapprochement des Etats-Unis et de l'Inde doit également se comprendre dans un contexte géopolitique et géoéconomique mondial. Si la montée de la menace du terrorisme islamiste radical a été un facteur déterminant, la montée de la Chine en tant que puissance émergente l'a été tout autant et certainement depuis le deuxième mandat de G.W. Bush (Tellis, *in* Malone, 2016, p. 491). En effet, si la Chine est vue comme une difficulté différente pour ces deux pays, leurs préoccupations se rejoignent et sont complémentaires sur un certains nombres de points. En effet, si Washington voit à partir de 2005 la Chine comme un potentiel *challenger* à sa domination mondiale, New Delhi voit son voisin chinois comme une menace potentielle sur le leadership de l'Inde dans la région d'Asie du Sud et de l'Océan Indien (Tellis, *in* Malone, 2016, p. 491). Cette préoccupation chinoise sera également au cœur du premier mandat de Barack Obama.

4.2.4 Les relations Etats-Unis-Inde sous Barack H.Obama (1^{er} mandat)

En effet, lors de son arrivée à la Présidence début 2009, Barack Obama sait qu'au niveau mondial, la Chine sera probablement un des dossiers les plus importants à traiter de sa présidence. Pour pouvoir gérer ce dossier, le nouveau président va proposer la formation d'un G-2 comprenant les Etats-Unis et la Chine et donnant l'impression de la volonté d'un partage du monde entre les deux puissances, en laissant la zone Asie-Pacifique à Pékin (Pant, 2016, p. 26). Cette intention ne va bien évidemment pas ravir New Delhi qui se sentira relégué comme un simple acteur régional en Asie du Sud par les Américains (Pant, 2016, p. 26).

Cependant, les Indiens furent rapidement rassurés. D'une part, le premier ministre Singh fût le premier haut dignitaire étranger de l'ère Obama à être reçu à la Maison Blanche sous la forme d'un diner d'Etat (Pant, 2016, p. 27). D'autre part, le G-2 deviendra vite une sorte de chimère et, lors d'un voyage qui le mènera au travers de quatre pays asiatiques (Inde, Corée du Sud, Indonésie et Japon), Barack Obama confirma que les Etats-Unis perçoivent l'Inde comme une grande puissance régionale et un partenaire de confiance (Pant, 2016, p. 27).

Plus encore que sous les mandats du Président Bush, les relations commerciales entre les deux pays durant le premier mandat de Barack Obama ont été très importantes : le commerce en biens et services passant de 37,8 milliards de dollars en 2009 à 62,8 milliards en 2012 (Ogden, 2014, p. 150). Les Etats-Unis sont ainsi devenus pour l'Inde en 2011 le premier partenaire commercial (Ogden, 2014, p. 150).

Durant la visite de Barack Obama en Inde en 2010, des contrats de matériels militaires et civils à hauteur de 10 milliards de dollars furent signés entre les deux pays, comprenant la vente d'armes, d'avions militaires et civils et d'autres équipements de transports (Pant, 2016, p. 27).

Au niveau multilatéral, un sujet qui tient beaucoup à cœur l'Inde concerne la réforme potentielle du Conseil de Sécurité de l'ONU ou l'Inde cherche depuis des décennies à obtenir un siège permanent. Si les Etats-Unis ont longtemps ignoré cette revendication, tout comme les autres membres du P5, depuis 2010 et un discours de Barack Obama, Washington soutient officiellement New Delhi dans sa quête (Ogden, 2014, p. 157).

Si des difficultés existent toujours dans la relation, notamment lié au problème du Pakistan, il n'en reste pas moins que la relation Etats-Unis-Inde a connu une amélioration profonde durant les 12 années sur lesquelles porte cette recherche. Après avoir parcouru les facteurs internes et externes permettant de déterminer l'influence potentielle des groupes de pression indiens, il est nécessaire de pouvoir confirmer ou infirmer notre première hypothèse de travail

Conclusion

Pour rappel, cette hypothèse consistait à affirmer que des facteurs internes et externes positifs aux groupes de pression pro-indiens permettent à ces groupes de posséder une influence potentielle sur la politique étrangère américaine. Nous avons vu dans le cadre du chapitre 3, consacré aux facteurs internes, que cette influence potentielle se matérialisait bien, notamment grâce à l'importance des facteurs socio-économiques de la communauté indo-américaine mais aussi grâce à son unité politique tentée avec la création de l'USINPAC en 2002 ainsi que l'implication de personnalités telles que Swadesh Chatterjee ou Sanjay Puri.

Au niveau des facteurs externes aux groupes de pression, nous avons observé l'accès relativement aisé qu'ont obtenu ces personnalités à l'intérieur de l'administration de la Maison-Blanche et surtout, nous pensons que le *Caucus* indien à la Chambre des Représentants et le groupe « des amis de l'Inde » au Sénat ont été également de véritables facteurs positifs permettant à l'USINPAC et aux autres groupes de pression un accès facilité auprès des Membres du Congrès. Enfin, si les conséquences d'un évènement comme le 11 septembre 2001 ont pu causer un certain nombre de soucis domestiques à la communauté indienne face aux amalgames d'autres communautés vivant aux Etats-Unis, sur le long terme, cet évènement doit être vu comme une fenêtre d'opportunité ayant permis non seulement un renforcement de la relation entre les deux Etats mais également une implication plus importante des groupes de pression dans cette relation.

Nous pouvons donc conclure cette deuxième partie de la recherche en affirmant que les groupes de pression pro-indiens disposent bien à partir du début du 21^{ème} siècle d'une influence potentielle leur permettant d'intervenir dans la politique étrangère des Etats-Unis. Dans la troisième partie de cette recherche, nous analyserons si et de quelle manière cette influence potentielle peut se transformer en une influence réelle.

Tableau 2. Récapitulatif des facteurs internes et externes permettant de déterminer l'influence potentielle des groupes de pression pro-indiens.

Source : Tableau synthétisé sur base de Rytz (2013) avec l'apport des travaux de Garrett (1978), Smith (2000), Ambrosio (2002), Shain et Barth (2003), Redd et Rubenzer (2010) , Paul & Paul (2009).

<u>Légende :</u> xxx = facteurs essentiels xx = facteurs relativement importants x = facteurs secondaires	Facteurs positifs	Facteurs négatifs	Facteur neutre
Facteurs internes au groupe d'intérêt : communauté indo-américaine			
Taille de la diaspora	xxx		
Localisation géographique			x
Niveau de vie	xxx		
Assimilation	xx		
Langue	xxx		
Citoyenneté	xx		
Facteur générationnel		x	
Perception de la communauté immigrante dans les médias et l'opinion publique	xx		
Activisme politique	xx		
Opinion politique	xx		
Participation aux élections		x	
Expérience politique		x	
Facteurs internes au groupe d'intérêt : L'USINPAC			
Type de l'organisation	xx		
Portée de l'organisation	xx		
Taille			xx
Ressources financières	xxx		
Capacité de leadership	xx		
Type d'intérêts	xx		
Unité du groupe	x		
Accès auprès du Congrès	xxx		
Accès auprès de l'Exécutif		x	
Utilisation de lobbyistes externes		xx	
Facteurs externes au groupe d'intérêt : le système politique			
Rôle du Président	xx		
Composition du Congrès		x	
Perméabilité vers les groupes d'intérêt ethniques	xx		
Efficacité du système politique			x
Facteurs externes au groupe d'intérêt : la relation Etats-Unis / Inde			
Évolution de la politique étrangère	xx		
Evènements internationaux externes à la relation	xxx		
Importance du <i>Soft Power</i>	xx		
Capacité à créer des coalitions de groupes d'intérêts	xxx		
Relations du groupe d'intérêt avec l'Inde	xx		

3ème partie : De l'influence potentielle à l'influence réelle : L'USINPAC et les autres groupes de pression indo-américains à l'œuvre.

Introduction

Après avoir déterminé les critères d'influence potentielle des groupes de pression ethniques et les avoir appliqués au cas des Indo-américains, nous avons pu vérifier que ces groupes de pression disposent bien d'une influence potentielle sur la politique étrangère américaine, ce qui a confirmé notre première hypothèse de recherche. Dans cette troisième partie, nous allons traiter deux autres hypothèses.

Notre deuxième hypothèse consiste à affirmer que si les groupes de pression peuvent avoir réellement une influence dans la politique étrangère américaine, il faut pour cela que deux critères essentiels soient réunis. D'une part, il est nécessaire que les groupes de pression disposent d'une organisation interne efficiente et dirigée vers un seul objectif à la fois (Smith, 2000, p. 111-112). D'autre part, et c'est sans aucun doute le critère le plus important, il ne faut pas que les objectifs du groupe de pression entrent en conflit avec des intérêts vitaux des Etats-Unis car « lorsque la majorité trouve les idées de la minorité discordantes, alors l'intérêt de la minorité n'a plus vraiment d'importance » (Vidal, *in* Belin, *in* David, 2015, p. 528).

Deux cas d'études vont pouvoir nous permettre d'évaluer cette influence réelle des groupes de pression de la communauté indo-américaine : les négociations liées au Pacte Nucléaire d'une part et d'autre part les questions relatives à la vente d'armes par les Etats-Unis au Pakistan. Ce dernier cas d'étude nous permettra d'aborder un point de vue critique des groupes de pression indiens et en particulier par rapport à l'USINPAC et à son objectif réel.

Enfin, notre troisième hypothèse concerne les liens entre les groupes ethniques indiens et les gouvernements indiens et américains. Nous pensons que ces groupes ethniques peuvent être utilisés comme outils de *soft power* tant par Washington que par New Delhi pour atteindre certains de leurs objectifs respectifs en matière de politique étrangère.

Chapitre 5 : L'influence réelle de l'USINPAC : cas d'études

Comme l'affirment différents auteurs spécialisés dans l'étude des groupes de pression aux Etats-Unis tels que Smith (2000) ou Paul & Paul (2009), s'il est relativement aisé de mesurer l'influence potentielle d'un groupe de pression en particulier, il est nettement plus difficile d'examiner l'influence réelle de ce groupe et de pouvoir isoler cette influence des autres acteurs qui gravitent autour de la politique étrangère américaine. Cependant, Abelson propose plusieurs pistes de recherche afin de pouvoir isoler l'étude de ce groupe de pression (Abelson, *in* David, 2012). Nous avons choisi dans le cadre de cette recherche de repartir de l'analyse interne du travail des groupes de pression dans deux cas fortement médiatisés, à savoir la négociation et la signature d'un Pacte Nucléaire entre les Etats-Unis et l'Inde d'une part et, d'autre part, la vente d'armes et l'aide financière de la part des Etats-Unis vers le Pakistan. Si le premier sujet est un cas d'étude qui concerne de manière directe les relations indo-américaines, le deuxième fait intervenir de manière indirecte les groupes de pression pro-indiens, qui se sentent également concernés dès que les relations américano-pakistanaïses touchent des questions liées à la défense et à la sécurité.

Comme nous l'avons étudié dans le chapitre 3, la méthode de travail de l'USINPAC se base principalement sur celle utilisée depuis de nombreuses années par l'AIPAC. Cette méthode s'établit sur plusieurs échelles. Il y a bien évidemment un aspect financier qui se traduit par des donations envers certains membres du Congrès mais on y trouve surtout un travail de lobbying très important qui se produit au moyen de rencontres, lettres, conférences, activités, débats, campagnes de presse, mobilisation des membres de l'USINPAC envers les Représentants et Sénateurs et leurs équipes ainsi qu'une mobilisation envers le monde académique (Marz Freedman, 2009, pp. 47-48). Enfin, l'USINPAC a su faire engager des membres de la communauté indo-américaine au sein des équipes des membres du Congrès, ce qui lui permet d'avoir un certain nombre de relais au sein du Capitole. L'AIPAC ayant procédé par le passé de la même manière, les deux groupes d'intérêt peuvent ainsi sur certains dossiers déployer leurs énergies de manière commune (Marz Freedman, 2009, p. 47).

5.1 Le pacte nucléaire : véritable objectif de l'USINPAC

La négociation de ce pacte nucléaire eut lieu lors du deuxième mandat du président G.W. Bush, et plus précisément durant le 109^{ème} Congrès des Etats-Unis, où les Républicains disposèrent de la majorité dans les deux Chambres¹¹. Le passage de ce Pacte Nucléaire au Congrès fut perçu par les sphères politiques, médiatiques et académiques comme une véritable surprise étant donné d'une part le fait que le Congrès a toujours, dans son histoire récente, été assez réticent à autoriser de nouveaux Etats ne faisant pas partie du TNP¹² à disposer de la technologie nucléaire et d'autre part au fait que l'administration Bush était assez affaiblie suite aux guerres en Irak et en Afghanistan et n'avait à priori que peu d'influence sur un tel sujet (McCormick, *in* Cigler, 2016, p. 273). Après un bref rappel des faits, nous nous attacherons à comprendre de quelle manière les groupes de pression indiens et l'USINPAC en particulier ont pu influencer la négociation et la signature de ce pacte.

5.1.1 Rappel des faits

Le 18 juillet 2005, l'Inde et les Etats-Unis ont annoncé dans un *joint statement* la signature d'un pacte stratégique, élaborant un accord de coopération technologique dans quatre domaines précis, à savoir : le transfert de technologie, la coopération en matière spatiale, la coopération en matière de défense et surtout la vente de réacteurs nucléaires civils. Ce dernier point, quelques années seulement après les essais nucléaires indiens de 1998 est perçu par les chercheurs, les diplomates et la sphère médiatique comme une véritable révolution dans les relations bilatérales entre les deux pays.

Les motivations relatives à ce pacte sont à comprendre à plusieurs échelles. Pour l'Inde, la motivation essentielle de ce pacte est avant tout de pouvoir accéder à une technologie qui lui permettra à moyen terme d'acquérir une certaine indépendance énergétique. Jusqu'à la signature du pacte, New Delhi importait plus des ¾ de ses

¹¹ 55 sièges sur 100 au Sénat et 242 membres sur 435 à la Chambre des Représentants.

¹² Le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est un traité international signé en 1968 à l'initiative des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'URSS. Ce TNP vise à prévenir la prolifération en garantissant aux Etats non-nucléaires, qui sont parties au traité, des facilités d'accès au nucléaire civil en échange de l'engagement à ne pas fabriquer, détenir ou acquérir des armes nucléaires. L'Inde, tout comme le Pakistan et l'Etat d'Israël ne font pas partie du TNP (Nay, 2011, pp. 445-446).

besoins énergétiques. Si quelques années plus tard, le poids de l'énergie nucléaire reste assez faible (seulement 3% en 2011), les efforts cumulés de développement de l'énergie nucléaire avec des énergies renouvelables vont permettre à l'Inde de tendre progressivement vers cette indépendance énergétique (Pant, 2011, pp. 48-49). Outre ces besoins, les motivations de l'Inde sont également à mettre en perspective avec à la fois la montée en puissance de la Chine, tant du point de vue militaire qu'économique, ainsi que sa rivalité ancestrale avec le Pakistan (Pant, 2011, p.49). Ces motivations sont également partagées par les Etats-Unis, l'administration Bush ayant fait des relations avec l'Inde une priorité également dans le cadre de la lutte anti-terroriste et de la stabilité de la région de l'Asie du Sud (Pant, 2011, p. 49).

Au sein de l'administration présidentielle, outre l'appui personnel de George W. Bush, deux personnalités ont grandement influencé la négociation et la signature de ce pacte : Condoleezza Rice et Nicholas Burns (Pant, 2011, pp. 64-65). Conseillère à la Sécurité Nationale lors du premier mandat du Président Bush et Secrétaire d'Etat à partir de 2005, Condoleezza Rice est vue comme une alliée de longue date par New Delhi et a été une avocate de premier plan afin de défendre le pacte nucléaire avec l'Inde, pacte qui selon elle est « *a critical contribution to the stronger, more enduring partnership with India* » (Rice, in Pant, 2011, p. 64). Nicholas Burns, de son côté, ancien porte-parole du Département d'Etat et ancien représentant à l'OTAN, fût le principal négociateur politique du pacte en tant que sous-Secrétaire d'Etat aux affaires politiques durant la deuxième administration Bush. A partir du début de l'année 2008, il quittera son poste au Département d'Etat pour devenir l'envoyé spécial du Président en Inde et de se concentrer ainsi sur la mise en œuvre de ce pacte (Pant, 2011, p. 65).

Concrètement, ce pacte nucléaire consiste pour l'Inde « à accepter de séparer ses installations nucléaires civiles et militaires, de placer son programme nucléaire civil sous contrôle international, de maintenir un moratoire sur les essais nucléaires, de promouvoir la proposition d'un traité sur les matériaux fissiles, et enfin d'adhérer aux principes internationaux réglementant les exportations nucléaires et balistiques » (Blarel, in Jaffrelot, p. 65). En échange, les Etats-Unis ont promis une coopération civile totale au niveau du nucléaire avec l'Inde, permettant à ce dernier un accès à la technologie américaine de premier plan, notamment en matière d'enrichissement de l'uranium (Kirk, 2008, p. 293).

Ce pacte a connu plusieurs étapes depuis l'annonce du 18 juillet 2005. La condition préliminaire pour l'Inde était de pouvoir séparer clairement les installations nucléaires civiles des installations militaires et accepter des contrôles de la communauté internationale. Ensuite, du côté américain, il a fallu que le Congrès approuve une législation domestique permettant aux Etats-Unis de coopérer en matière de nucléaire civil avec New Delhi : Il s'agit de l'*Henry J. Hyde United States-India Peaceful Atomic Energy Cooperation Act (Hyde Act en abrégé)*, approuvé par le Sénat en décembre 2006 (Ahemad Ganaie, in Badrul Alam, 2013, pp. 50-51). Ensuite, un accord bilatéral de coopération entre les deux pays fût signé en juillet 2007 : c'est « l'accord 123 ». Par la suite, il faudra plus d'un an au gouvernement indien pour faire approuver cet accord au niveau du Parlement, étant donné l'opposition d'une partie du BJP et des élus d'extrême-gauche. Enfin, l'accord définitif fût approuvé par le Congrès américain le 1^{er} octobre 2008 (Ahemad Ganaie, in Badrul Alam, 2013, pp. 50-51). Une négociation entre l'Inde et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) eut lieu dans la deuxième partie de l'année 2008 sur des points techniques que nous ne relèverons pas dans le cadre de cette recherche (Ahemad Ganaie, in Badrul Alam, 2013, p.51). Si l'accord est entré en vigueur en 2008, il est à noter que de nombreux points n'ont été mis en place qu'en janvier 2015 lors d'une visite en Inde effectuée par Barack Obama durant son deuxième mandat (Pant, 2016, p. 28). Bien que la mise en œuvre de ce pacte fût assez lente, les mondes académiques, politiques et médiatiques dans les deux pays s'accordent pour reconnaître que la signature de ce pacte a changé profondément les relations indo-américaines permettant « *a closer cooperation in a number of vital areas like fight against terrorism, preventing nuclear proliferation, protecting environment, promoting democracy and energy security, protecting vital sea lanes, etc.* » (Ahemad Ganaie, in Badrul Alam, 2013, p.62).

Si la communauté indo-américaine, représentée par ses groupes de pression, fût impliquée tout au long du processus (Chatterjee, 2015, pp. 135-136), les actions se sont surtout concentrées à l'automne 2006 afin de permettre le passage de l'*Hyde Act* selon les travaux de Kirk (2008), Mistry (2013) et Sharma (2016). Nous ferons une synthèse de ces différentes recherches dans la sous-section suivante.

Ce pacte nucléaire fût critiqué par un certain nombre de personnalités dans les deux pays. Les détracteurs américains, tant au niveau de certains politiciens démocrates ou républicains attachés à la non-prolifération nucléaire que du côté des experts,

craignaient que les concessions accordées à l'Inde par l'administration Bush puissent mener à moyen ou long terme à une détérioration de la sécurité régionale en Asie du Sud (Blarel *in* Jaffrelot, 2008, p. 55). D'autre part, du côté de New Delhi, certains politiciens communistes mais également une frange du BJP ont craint que ce pacte devienne une alliance politico-militaire entre l'Inde et les Etats-Unis, risquant de mettre à mal l'indépendance indienne en matière de politique étrangère (Blarel *in* Jaffrelot, 2008, p. 55).

5.1.2 Les actions des groupes de pression pro-indiens pour le pacte nucléaire

Le passage avec succès de cet acte au Congrès fût une surprise pour la majorité des observateurs, principalement pour deux raisons. Tout d'abord, les représentants américains, inquiets des cas de proliférations pakistanais, iraniens et nord-coréens, n'étaient à priori pas ouvert à une modification de la législation en matière d'exportation d'armes et de matériaux militaires et technologiques liés au nucléaire. De plus, l'initiative provenant d'une administration Bush impopulaire eu lieu lors d'une année électorale (Kirk, 2008, p. 276).

L'action des groupes de pression pro-indiens fût particulièrement reconnue durant la négociation de ce changement législatif. Walter Anderson, un observateur proche du Congrès, reconnu que « *this controversial proposal of the Bush administration galvanized the usually fractured Indian American community into united action like no previous issue...[Indian American] played hard ball politics and used sophisticated lobbying tactics to focus community attention on the proposed legislation* » (Anderson, *in* Kirk, 2008, p. 294).

Si l'ensemble des chercheurs qui se sont portés sur la question sont unanimes en reconnaissant que l'action des groupes de pression pro-indiens ont été l'élément principal qui a permis la naissance de ce pacte, certains divergent sur le degré d'influence de chaque groupe. Si pour Jason Kirk, spécialiste de l'Asie du Sud pour le *Virginia Military Institute*, ce sont avant tout les efforts de l'USINPAC en tant que lobby qui ont permis au pacte d'être approuvé par le Congrès (Kirk, 2008, p.297), pour Dinshaw Mistry, professeur à l'Université de Cincinnati et spécialiste des relations indo-américaines, si l'USINPAC a bien entendu eu une influence importante, le succès de ce pacte est avant tout dû à une coalition de différents groupes et intérêts (Mistry, 2013, p. 724). En effet, outre l'USINPAC, de nombreux groupes de pression pro-

indiens se sont mobilisés et surtout concertés entre eux afin d'arriver à un résultat positif (Mistry, 2013, p. 726). Parmi ces différents groupes, on retrouve l'USIBC ainsi que d'autres groupes liés au monde des affaires entre les Etats-Unis et l'Inde ainsi que différents groupes professionnels tels que l'AAPI ou l'AAHOA. Ce qui est intéressant, c'est le fait que ces différents groupes ont su mettre de côté leurs divergences (quelles soient ethniques, religieuses, politiques ou simplement professionnelles) pour pouvoir créer une coalition du nom de « *Coalition for the Partnership with India* » (Mistry, 2013, pp. 726-727). Pour Mistry, les deux clefs du succès de cette coalition sont qu'elle a su à la fois tenir des bonnes relations avec l'administration Bush et en particulier le sous-secrétaire d'Etat Nicholas Burns, et d'autre part à coordonner ses efforts avec l'USINPAC mais aussi les sociétés de lobby professionnel BGR et Venable, qui ont été mandatés par le gouvernement indien par l'intermédiaire de l'ambassade à Washington (Mistry, 2013, p. 733). Comme le souligne Swadesh Chatterjee, cette alliance informelle de l'ensemble des groupes d'intérêt indo-américains était loin d'être acquises en raison de l'importance des différences entre ces groupes mais dans le même temps, le dépassement de ces différences a certainement impressionné les membres du Congrès (Chatterjee, 2015, p. 136).

Cette coalition des groupes de pression était à la hauteur des difficultés à franchir pour convaincre les membres du Congrès de la nécessité d'un pacte nucléaire entre l'Inde et les Etats-Unis. En effet, pour de nombreux députés, ce pacte risquait à la fois de mettre à mal la stratégie de non-prolifération de l'arme nucléaire défendue par les Etats-Unis et, en même temps, d'encourager une course à l'armement avec des pays voisins de l'Inde tels que la Chine ou le Pakistan (Chatterjee, 2015, p. 144). En plus de cela, un accord indo-américain en dehors du TNP risquait de compliquer la justification de sanctions par rapport à des pays tels que l'Iran ou la Corée du Nord (Chatterjee, 2015, p. 144). Des opposants à ce pacte se trouvaient donc aussi bien du côté des Démocrates que des Républicains. Cependant, étant donné la volonté de l'exécutif d'arriver à un accord, les Républicains membres du Congrès furent dans leur majorité plus ouvert que les Démocrates. L'effort de lobbying de la communauté indo-américaine fût donc avant tout dirigé envers ces derniers (Mistry, 2013, p. 739). Aux arguments des partisans de la non-prolifération, les groupes de pression indo-américains répondirent généralement que la doctrine nucléaire indienne du « no first use » avait fait ses preuves durant les trente dernières années et que, de toute façon

dans le cadre du pacte, de nombreux garde-fous étaient prévus afin de limiter l'utilisation uniquement au nucléaire civil. De plus, l'argument de la comparaison avec des pays tels que l'Iran ou la Corée du Nord ne tient absolument pas la route pour les Indo-américains, qui ont affirmé avec force envers les détracteurs du pacte et de l'Inde en général, le caractère profondément démocratique depuis l'indépendance de ce pays (Chatterjee, 2015, pp. 144-145).

Outre des alliés au sein de l'exécutif, les groupes de pression indo-américains ont pu compter sur deux appuis extérieurs. Tout d'abord, comme nous l'avons déjà observé dans les chapitres précédents, les liens entre les groupes de pressions pro-indiens et pro-israéliens ont joué également dans la négociation du pacte nucléaire (Chatterjee, 2015, p. 148). Si les groupes de pression pro-israéliens tels que l'AIPAC ou *l'American Jewish Committee* (AJC) n'avaient à priori aucun intérêt direct à se mêler de la négociation du pacte, ils ont néanmoins fourni des avocats et lobbyistes professionnels afin d'aider la coalition des groupes de pression pro-indiens (Chatterjee, 2015, p. 148). Ceci étant dit, vu à plus long terme, une Inde disposant de la technologie nucléaire civile de premier plan ne peut qu'être un bénéfice pour l'Etat d'Israël tant au niveau des industries militaires que civiles. Depuis la signature de ce pacte, les ventes d'armes entre les deux pays ont été de plus en plus importantes, parfois même au détriment de firmes américaines (Pant, 2016, p. 173). Au niveau militaire, les ventes d'armes s'élèvent à environ 5 milliard de dollars pour la période entre 2006 et 2012, tandis que les ventes de technologies non-militaires ont été multipliées par 6 entre les deux pays durant cette même période (Pant, 2016, p. 173).

Un autre allié des groupes de pression pro-indiens n'est autre que Robert Blackwill. Ambassadeur des Etats-Unis en Inde (2001-2003), il fût également conseiller du Président Bush à la fin de son premier mandat, avant de rejoindre la firme de lobbying Barbour, Griffith and Rogers (BGR), qui fût mandatée par l'ambassade d'Inde à Washington pour influencer les membres du Congrès lors du passage du pacte au Capitole (Pant, 2011, p. 66). Robert Blackwill, ainsi que son ancien assistant Ashley Tellis, sont considérés par Swadesh Chatterjee comme des piliers de l'entente et de la coopération entre l'Inde et les Etats-Unis à l'époque du Président Bush et même dans une moindre mesure lors du premier mandat de Barack Obama (Chatterjee, 2015, p. 150).

Après avoir parcouru les différentes actions et mobilisations effectuées par l'ensemble des groupes de pression indo-américains, nous allons nous intéresser plus particulièrement au mode de fonctionnement interne à l'USINPAC et aux actions entreprises par ce groupe de pression lors du passage au Congrès de l'*Hyde Act*.

5.1.3 L'action de l'USINPAC pour L'*Hyde Act*

Ce texte de loi contient principalement des dispositions modifiant la section 123 de l'*U.S. Atomic Energy Act* permettant ainsi aux Etats-Unis de pouvoir conclure un accord de coopération en matière de nucléaire avec un pays ne faisant pas partie du TNP. De son nom officiel, *Henry J. Hyde United States-India Peaceful Atomic Energy Cooperation Act*, ce texte est en réalité une fusion de deux lois votées respectivement par la Chambre des Représentants et par le Sénat.

Concrètement, l'USINPAC disposa au sein du Congrès de deux grands relais : d'une part le représentant démocrate du New Jersey Frank Pallone, co-fondateur du Caucus indien à la Chambre et par ailleurs membre influent du comité « *Energy and Commerce* »¹³ et d'autre part Eni Faleomavaega, également Démocrate, qui était le délégué à la Chambre pour les Samoa Américaines et co-président d'une Task Force sur les investissements technologiques entre l'Inde et le Etats-Unis (Kirk, 2008, p. 294).

C'est notamment sur base de ces deux grands relais que l'USINPAC organise ses activités de lobbying en plusieurs étapes. S'il y a bien évidemment une contribution financière envers des membres du Congrès, celle-ci ne peut pas être considérée comme l'élément central du plan d'action du groupe de pression, étant donné les limites légales des sommes que chaque législateur peut recevoir d'un seul PAC (Mistry, 2013, p. 737). Néanmoins, nous pouvons souligner que l'USINPAC a contribué à la campagne de 2006 pour le Congrès de 20 Démocrates et de 21 Républicains pour un montant total d'environ 100.000 dollars tandis qu'en ce qui concerne les élections sénatoriales de la même année, le lobby a financé la campagne de 5 sénateurs républicains (Lamar Alexander, Lindsey Graham, John Kyle, John Cornyn et Richard Lugar) et de 4 sénateurs démocrates (Evan Bayh, Ben Cardin, Edward Kennedy et Mary Landrieu) (Mistry, 2013, p. 730). Outre le fait que ces 9 sénateurs se représentaient à l'élection

¹³ Frank Pallone est actuellement « *Ranking Member* » de ce comité.

de 2006, ils ont également en commun le fait de s'intéresser tous de près ou de loin aux relations extérieures des Etats-Unis. Nous voyons donc que si l'action financière de l'USINPAC est relativement limitée, surtout en comparaison avec l'influence financière d'autres lobbies ou PAC, elle n'en reste pas moins fort ciblée et à ce titre utile.

L'action de lobbying de l'USINPAC débuta peu après le 18 juillet 2005 et l'annonce de la négociation du pacte nucléaire. La première grande activité organisée par le lobby fut une rencontre entre différents membres influents du Congrès, dont notamment des représentants du leadership tant à la Chambre qu'au Sénat, et l'ambassadeur indien en poste à Washington Ronen Sen (Usinpac.com). Si l'objet de cette rencontre était bien entendu d'informer les membres du Congrès au sujet du Pacte Nucléaire et de tenir un premier échange d'opinions, l'USINPAC décida dès cette première activité d'avoir une approche inclusive en plaçant le Pacte comme future pièce maitresse des objectifs de politique étrangère des Etats-Unis vis-à-vis de l'Inde, que cela soit au niveau politique, économique, commercial ou environnemental (Kirk, 2008, p. 295). Cette stratégie permettant à l'USINPAC à la fois d'augmenter l'importance du Pacte aux yeux des députés américains, de diminuer le caractère « nucléaire » de ce pacte et ainsi d'augmenter le nombre de membres du Congrès impliqués dans les discussions, en y incluant des députés sensibles aux sujets relatifs à l'environnement, au commerce international, aux échanges culturels, etc. (Kirk, 2008, p. 296).

Lors de cette rencontre du 8 novembre, le Représentant Tom Lantos, Démocrate et président du Comité Affaires étrangères à la Chambre, remit une lettre ouverte à l'ambassadeur indien, annonçant officiellement qu'il soutenait le Pacte Nucléaire. Etant donné le respect dû au Représentant Lantos au sein du Parti Démocrate, ce fût considéré par l'USINPAC comme une première victoire, d'autant plus que si le Représentant a toujours été considéré comme un progressiste et un défenseur de la démocratie dans le monde, son soutien au Pacte Nucléaire était loin d'être garanti en raison de ses positions en faveur de la non-prolifération nucléaire (Mistry, 2013, p. 729).

Par la suite, plusieurs événements du même type eurent lieu durant l'année 2006, parfois organisés avec l'ambassade indienne à Washington, parfois organisé avec l'aide de la Maison-Blanche et presque toujours en présence de Nicholas Burns, le

sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques et principal négociateur du pacte (Mistry, 2013, p. 729). Le 18 Mai 2006, suite à une rencontre avec des cadres de l'USINPAC et d'autres membres du Congrès, le Speaker de la Chambre, le Républicain Dennis Hastert déclara soutenir officiellement les négociations relatives au pacte (Mistry, 2013, p. 729).

A côté de ces grands événements organisés à Washington, l'USINPAC a utilisé deux autres grands moyens de persuasion envers les membres du Congrès. L'envoi classique de nombreuses lettres ouvertes à l'ensemble des membres du Congrès, ou uniquement aux membres des comités des relations extérieures à la Chambre et au Sénat fut abondamment utilisé par le groupe de pression (Kirk, 2008, p. 295). Outre ces lettres envoyées par des lobbyistes professionnels, l'USINPAC a encouragé aussi chaque membre¹⁴ à envoyer directement une lettre par courrier postal ou par voie électronique au Représentant et au Sénateur de sa circonscription (Mistry, 2013, p. 730). Selon Mistry, ce type de fonctionnement fut particulièrement efficace, les campagnes de courriers furent certainement ainsi la raison principale du revirement de certains sénateurs opposés à la base au pacte Nucléaire tel que le Sénateur John Ensign Républicain du Nevada, les sénateurs Trent Lott et Thad Cochran, Républicains du Mississippi ou encore le Représentant Michael Bilirakis et le Sénateur Mel Martinez, tous les deux Républicains de Floride (Mistry, 2013, pp. 730-731).

Si le rôle de l'USINPAC dans le cadre du pacte nucléaire a avant tout été de convaincre les membres du Congrès Américain, il ne faut pour autant pas oublier un travail en amont qui a été effectué afin de convaincre les plus sceptiques à ce pacte parmi la population indo-américaine (Kirk, 2008, p. 295). De même, le lobby a également joué un rôle, certes plus modeste, vers les politiciens indiens opposés à ce pacte (Kirk, 2008, p. 294).

Enfin, le rôle médiatique joué par l'USINPAC envers la presse américaine ne doit pas non plus être ignoré. En effet, de nombreux communiqués de presse furent distribués par l'USINPAC en 2005 et 2006 dès qu'un événement (ralliement d'un membre du Congrès à la cause indienne, organisation d'une conférence ou d'une rencontre, etc...) avait lieu (Kirk, 2008, p. 295). Sanjay Puri, le fondateur et président de l'USINPAC

¹⁴ En 2006, l'USINPAC disposait de 27.000 membres et d'un listing de plus de 60.000 adresses électroniques (Kamdar, 2008). Nous ne disposons pas de chiffres plus récents.

fit de nombreuses apparitions médiatiques tant dans la presse écrite que sur différentes chaînes de télévision. De plus, le quotidien *India Abroad* servit également de relais entre l'USINPAC et les membres de la communauté indo-américaine, en communiquant en permanence les noms des membres du Congrès favorables au Pacte ainsi que ceux qui y étaient encore opposés.

L'ensemble de ces efforts portèrent leurs fruits : le 26 juillet 2006, la Chambre des Représentants vota pour *l'US-India Nuclear Cooperation Promotion Act* (H.R. 5682) à 359 voix pour contre 69 voix contre et le Sénat vota *l'U.S.-India Peaceful Atomic Energy Cooperation Act* (S.3709) à 85 voix pour et 12 contre (US Congress.com). Les deux lois furent ensuite fusionnées pour former *l'Hyde Act*.

Si l'action de l'USINPAC continua en 2007 et 2008 pour convaincre à la fois les politiciens indiens de signer l'accord 123 qui liera officiellement les deux pays et, en même temps les membres du Congrès américain de ratifier cet accord, les chercheurs spécialisés de la question s'accordent pour reconnaître que l'action principale de l'USINPAC s'est déroulée dans le courant de l'année 2006 et la négociation de *l'Hyde Act* et qu'à cette occasion, l'influence du lobby a été particulièrement efficace (Kirk, 2008, p. 275).

Que pouvons-nous dire de l'efficacité réelle de l'influence de l'USINPAC sur les membres du Congrès Américain pour le vote de *l'Hyde Act* ? Selon une étude quantitative de Mistry, les votes en faveur de l'Inde (que cela soit pour *l'Hyde Act* en lui-même ou contre certains amendements qui contraignaient la portée de cet acte) sont nettement plus importants de la part des députés ayant soit participé à une activité de l'USINPAC ou ayant rencontré un membre de l'USINPAC (70 Représentants et 37 Sénateurs) que ceux n'ayant pas été approchés par l'USINPAC. Ainsi, 89% des Représentants et 86% des Sénateurs approchés ont soutenu *l'Hyde Act* (Mistry, 2013, p. 738). Concernant la contribution financière, 87 % des Représentants et 100% des Sénateurs ayant reçu de l'argent de l'USINPAC durant le 109^{ème} Congrès ont voté pour *l'Hyde Act* et contre les amendements en défaveur de l'Inde (Mistry, 2013, pp. 738-739). Il est important de tenir compte du fait que l'étude ne prend en compte que les efforts de lobbying de l'USINPAC et non pas les efforts de l'ensemble de la coalition indienne qui ont touché un nombre plus important de législateurs (Chatterjee, 2015, p. 152).

Cependant, il faut également reconnaître que l'*Hyde Act* et l'ensemble du Pacte Nucléaire n'étaient pas considérés par la majorité des membres du Congrès comme des enjeux majeurs de politique étrangère touchant aux intérêts vitaux américains. En effet, si les prévisions autour de ce Pacte promettaient une nette amélioration des relations entre l'Inde et les Etats-Unis et un développement commercial plus poussé entre les deux pays ainsi qu'une collaboration renforcée dans le domaine de l'anti-terrorisme, il n'en reste pas moins qu'en matière de sécurité, les intérêts vitaux des Etats-Unis n'étaient pas directement mis en jeu. Il en est tout autrement lorsqu'il s'agit des relations pakistano-américaines comme nous allons le voir dans la section suivante.

5.2 Les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan : Limites de l'influence de l'USINPAC

5.2.1 Contexte

La relation entre les Etats-Unis et le Pakistan, bien que soumise elle-même à différentes variations, surtout depuis le 11 septembre 2001, a toujours été à la fois un obstacle essentiel dans la relations entre les Etats-Unis et l'Inde et une préoccupation majeure pour les Indo-américains, dénonçant, non sans raison, les liens entre l'Etat pakistanais soutenu par Washington et des groupes rebelles cachemiris et/ou islamistes tels que le Lashkar-e-Taiba et le Jaish-e-Muhammad qui n'hésitent pas à pénétrer en territoire indien afin d'y fomenter des attentats (Blarel, *in* Jaffrelot, 2008, p. 67). La relation pakistano-américaine est qualifiée par Christophe Jaffrelot de relation patron-client, à savoir que les Etats-Unis sont à la fois dans le rôle du financier, protecteur et fournisseur du Pakistan qui, en retour, effectue certaines tâches à la demande des Américains, comme un appui logistique pour les forces spéciales en Afghanistan ou l'arrestation de terroristes sur le territoire pakistanais (Jaffrelot, 2012, p. 4).

Il est à noter que depuis le début du 21^{ème} siècle, les Etats-Unis traitent généralement leurs relations avec le Pakistan et l'Inde de manière complètement séparées, en ne se mêlant que très rarement de la problématique du Cachemire, qui reste latente (Ganguly et al, 2006, p. 75).

La vente d'armes et l'assistance financière américaine au Pakistan ont dans un premier temps surtout été des préoccupations du gouvernement indien, qui, au moyen de la

firme de lobbying Akin & Cie, a depuis le début des années 1990, fait pression sur le Congrès afin de limiter ces ventes (Hrebenar, Thomas, 2011, p. 22). Les échecs successifs à cette entreprise ont conduit New Delhi à remplacer la compagnie Akin par le groupe Barbour, Griffith and Rogers en 2005, sans pour autant plus de succès (Hrebenar, Thomas, 2011, p.22).

En Novembre 2008, une série d'attaques menées par un commando émanant du groupe Lashkar-e-Taiba dans la ville de Mumbai fit 188 morts et plus de 300 blessés. Cette attaque relança certaines tensions entre l'Inde et le Pakistan, les autorités de New Delhi accusant celles d'Islamabad d'être derrière cette attaque de manière directe ou indirecte (Malone, 2011, p. 109). Ces attaques ont mobilisé la communauté indo-américaine qui s'est manifesté très rapidement. Selon Sanjay Puri, « *USINPAC's Washington DC office has been deluged with calls and e-mail inquiries from Indian American nationwide expressing outrage and grief* » (Usinpac.com, 2009). Dès lors, l'USINPAC décida de porter une grande partie de ses efforts de lobbying sur les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan et principalement sur la vente d'armes et la fourniture d'aide non-militaire à ce pays (Usinpac.com, 2009). Nous allons dans les deux sous-sections suivantes analyser de quelle manière l'USINPAC a pu intervenir dans ces deux sujets et avec quel résultat final. Nous nous focaliserons sur les actions du 111^{ème} Congrès¹⁵, législature s'étalant sur les années 2009 et 2010, qui sont les deux premières années du mandat du Président Barack Obama.

5.2.2. L'USINPAC et l'assistance financière au Pakistan

Dès le début de l'année 2009, Sanjay Puri encouragea vivement l'ensemble des membres de l'USINPAC à faire pression sur les membres du Congrès de leur circonscription par l'envoi de courriers écrits ou électroniques afin de modifier profondément les relations d'aide financière entre les Etats-Unis et le Pakistan. La base de cette relation est un acte, rédigé et voté chaque année par le Congrès et ensuite signé par l'Exécutif pour devenir une loi. Ainsi, entre 2002 et 2008, les Etats-Unis ont financé plus d'un quart du budget total de l'armée pakistanaise et des estimations font part que le budget de l'ISI (les services secrets pakistanais) auraient dans le même temps été financés pour plus de la moitié par la CIA (Jaffrelot, 2012, p. 15). En 2009,

¹⁵ Le parti Démocrate est majoritaire dans les deux assemblées, avec 257 sièges sur 435 à la Chambre des représentants et 57 sièges sur 100 au Sénat.

après les attentats de Mumbai, les discussions concernant cet acte annuel prirent une certaine intensité. Les membres du Congrès, conscient de l'impasse dans laquelle se trouvaient les relations avec le Pakistan, décidèrent de faire passer un acte bipartisan, soutenu par le Démocrate John Kerry et le Républicain Richard Lugar, modifiant profondément les relations financières avec le Pakistan. En effet, cet acte, *l'Enhanced Partnership with Pakistan Act of 2009* (S. 1707), implique deux éléments essentiels : d'une part une volonté de financer avant tout des projets pakistanais civils et non militaires, en mettant donc l'accent avant tout sur l'aide au développement et d'autre part d'impliquer une conditionnalité nouvelle en indiquant clairement dans l'acte des objectifs politique à atteindre en terme de démocratie, pluralisme ou lutte contre le terrorisme (Uscongress.gov). Ces conditions furent évidemment abondamment critiqué par les autorités pakistanaises, soulignant qu'elles sont des attaques à la souveraineté du Pakistan (Jaffrelot, 2014, p. 25).

La communauté indo-américaine de son côté fût moyennement satisfaite de cet acte. Si d'un côté, la conditionnalité était vue comme une bonne chose, le manque de références claires à la lutte contre le terrorisme et au problème du Cachemire dans l'acte motiva l'USINPAC à tenter de pousser le Congrès à aller plus loin. Le lobby prit donc contact avec certains Représentants proche des indo-américains tels que les Démocrates Howard Berman et Steve Israel, rejoints peu après notamment par les Républicains Mark Kirk et Ed Royce. Ces Représentants firent passer le 2 Avril 2009 un texte à la Chambre qui reprend à la fois des éléments liés à la conditionnalité de l'acte passé au Sénat mais qui va nettement plus loin en ce qui concerne l'Inde puisque l'acte interdit au Pakistan « *from supporting organizations or individuals involved in violence, sabotage, or others activities meant to instill fear or terror in India* » (uscongress.gov, 2009). Cet acte, le *Pakistan Enduring Assistance and Cooperation Enhancement Act* (PEACE Act), passa à la Chambre des représentants le 6 novembre 2009 avec 234 voix pour et 185 contre. Cependant, malgré le lobbying intense de l'USINPAC auprès des Sénateurs américains, cet acte ne franchit pas la rampe du Sénat (Usinpac, 2009).

5.2.3. L'USINPAC et les ventes d'armes au Pakistan

C'est qu'entretemps, l'esprit lié à l'acte soutenu au Sénat par John Kerry et Richard Lugar s'est déjà éloigné de la Maison-Blanche. En effet, si Barack Obama, dans les

premiers jours de son mandat, était convaincu qu'il fallait changer de paradigme dans les relations avec le Pakistan et s'appuyer avant tout sur le pouvoir civil, il s'est assez vite rendu compte de la faiblesse de celui-ci et de la nécessité de soutenir de facto l'appareil militaire pakistanais afin d'éviter une faillite complète du pays (Jaffrelot, 2014, p. 26). C'est la raison pour laquelle, début 2010, le président Obama signa un nouveau pacte de sécurité à Washington en présence de cadres de l'armée pakistanaise. Ce pacte prévoit une assistance financière militaire de deux milliard de dollars accompagné de clauses liées à l'achat de matériel militaire américain par les forces armées pakistanaises (Jaffrelot, 2012, p. 27). Concernant l'achat de matériel militaire, c'est surtout la signature, également en début d'année 2010, d'un nouveau contrat portant sur la livraison de 18 avions F16 à destination du Pakistan, ainsi que la formation de pilotes pakistanais aux Etats-Unis qui posent un certain nombre de questions au sein du Congrès ainsi que dans la communauté indo-américaine (Usinpac, 2010). En effet, pour de nombreux observateurs, les avions de type F16 ne sont certainement pas l'arme la plus efficace pour lutter contre l'insurrection dans les provinces proches de l'Afghanistan. Par contre, ces avions, pouvant être équipés de bombes nucléaires, peuvent se révéler beaucoup plus efficace en cas de conflit avec l'Inde (Jaffrelot, 2012, p. 29). Gary Ackerman, Représentant démocrate et membre du Caucus Indien s'est souvent exprimé sur ce sujet et a systématiquement dénoncé la vente des F16 à destination du Pakistan, que cela soit sous les mandats de George W. Bush ou au début de l'ère Obama (Kronstadt, 2009, p. 62).

L'USINPAC de son côté a lancé plusieurs campagnes de lettres à destination des membres du Congrès ainsi que des démarches auprès de l'administration Obama. Sanjay Puri a été reçu à 6 reprises au cours de l'année 2010 par des membres du staff de la Maison-Blanche, dont le Président Obama lui-même à une reprise (Whitehouse.gov). Cependant, les pressions exercées par d'une part le département de la Défense et d'autre part par des membres du Congrès soutenant le Pakistan furent plus fortes (Jaffrelot, 2012, p. 30). Dans un communiqué datant du 11 janvier 2011, Sanjay Puri a dénoncé les accords américano-pakistanaïes en des termes vifs : « *The U.S. has been trying to get the Government of Pakistan's support in the war on terror for the last ten years. However, in spite of billions of dollars provided to them, the impact of the aid to the lives of people of Pakistan has been negligible. In addition to this terrorism emanating from the country and its nuclear proliferation are a constant*

threat to the region, and the U.S. as well. Pakistan needs aid for strengthening institutions engaged in education, democracy and socio-political reform. Not for military purposes » (Usinpac.com, 2011).

Cependant, il est à noter que suite à différents événements ayant eu lieu au Pakistan en 2011, dont l'assassinat de deux civils pakistanais par un agent de la CIA ainsi que le raid des forces américaines ayant mis fin aux jours d'Oussama Ben Laden à Abbottābād, les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan se sont à nouveau fortement détériorées à la fin du premier mandat de Barack Obama et surtout dans le courant du deuxième mandat (Jaffrelot, 2012, pp. 30-31).

5.3 Critiques du groupe d'intérêt

Le cas d'étude concernant le débat relatif aux ventes d'armes américaines au Pakistan nous amène à nous poser la question, assez sensible, des objectifs réels de l'USINPAC et des autres groupes de pression indiens. En ce qui concerne les *Caucus* indiens au Congrès, il est de notoriété publique que si de nombreux députés soutiennent l'Inde et l'amélioration des relations indo-américaines en étant dans ce *Caucus*, c'est surtout pour des motivations anti-pakistanaïses, anti-chinoises, voire pro-israéliennes plutôt que pro-indiennes (Hrebenar, Thomas, 2011, p.22). De même, au sein des différents groupes de pression pro-indiens, des voix critiques se font entendre, estimant que la défense des intérêts de la communauté indienne aux Etats-Unis doit pouvoir dépasser les rivalités Inde-Pakistan ou entre Hindous et non-Hindous (Therwath, 2007, p. 4). Parmi différentes explications plausibles concernant cette critique interne, retenons avant tout des différences intergénérationnelles entre des personnes dont le profil hindou et/ou conservateur est fortement marqué et qui, même en étant depuis une longue période aux Etats-Unis ont une vision indo-centrée et des personnes généralement plus jeunes qui voient les groupes ethniques pro-indiens aux Etats-Unis comme des facteurs progressistes (Therwath, 2007, p. 7).

Si l'USINPAC se revendique comme la voix des Indo-américains, toutes confessions et partis confondus (usinpac.com, 2017), il n'en reste pas moins qu'en 2007, aucun dirigeant ou membre associé du groupe de pression n'était de confession musulmane, de même qu'aucun donateur privé parmi la liste des 125 principaux donateurs (Therwath, 2007, p. 4).

Ces critiques expliquent également que dans le cadre de la mobilisation pour un changement de paradigme dans les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan, l'ensemble de la communauté indo-américaine ne se soit pas levé derrière l'USINPAC. En effet, comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, de nombreux Indo-américains ne partagent pas la vision plutôt proche des Hindous qui serait de considérer le Pakistan et par-delà même le monde musulman comme un ennemi.

Après avoir parcouru ces deux cas d'études et les critiques liés aux groupes d'intérêts, nous allons vérifier notre hypothèse en rapport avec l'influence réelle des groupes de pression pro-indiens.

5.4 Vérification de l'hypothèse

Pour rappel, notre seconde hypothèse, qui consistait à étudier l'influence réelle des groupes de pression pro-indiens et de l'USINPAC en particulier, se fondait sur deux postulats. D'une part, pour que l'influence se concrétise, il est nécessaire que les groupes de pression soient soudés autour d'un seul et même objectif. D'autre part, il est nécessaire également que l'objectif soutenu par ses groupes n'aille pas à l'opposé des intérêts vitaux américains.

Dans le cadre de notre premier cas d'étude, ces deux postulats sont remplis. En effet, l'USINPAC a su fédérer autour d'elle la majorité des groupes de pression pro-indiens et a su tisser des liens également avec le gouvernement indien par l'intermédiaire de l'ambassade à Washington afin d'avancer vers un seul et même objectif, à savoir le passage au Congrès du Pacte Nucléaire. Cet objectif ne posait pas en soi un problème majeur aux intérêts vitaux des Etats-Unis et était d'ailleurs soutenu par l'exécutif dès le départ. C'est la raison pour laquelle selon nous les groupes de pression indiens, qui disposaient à ce moment-là d'une influence potentielle ont pu transformer cette influence en de réelles pressions efficaces sur le Congrès afin de réussir leur objectif.

En ce qui concerne notre deuxième cas d'étude, à savoir les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan, principalement en ce qui concerne les ventes d'armes et l'aide financière, les choses se présentent tout à fait différemment. En effet, comme nous l'avons vu, sur ce sujet, l'USINPAC n'est pas arrivé à fédérer autour d'elle l'ensemble des groupes de pression pro-indiens. Au contraire, certains groupes ont estimé que

l'USINPAC agissait plutôt contre un pays ou une religion, en l'occurrence le Pakistan et l'Islam, plutôt que pour la défense des intérêts indiens et indo-américains. Ensuite, l'objectif de l'USINPAC dans ce dossier était de pouvoir diminuer progressivement les liens entre les Etats-Unis et le Pakistan et d'introduire des éléments de conditionnalités en faveur de l'Inde. Hors, comme nous l'avons vu, la relation pakistano-américaine, bien qu'éminemment complexe, touche aux intérêts vitaux des Etats-Unis, étant donné le fait que le Pakistan a longtemps été perçu comme un allié indispensable de Washington dans cette partie de l'Asie, notamment pour les enjeux liés à l'anti-terrorisme. C'est pourquoi, le Pakistan dispose de nombreux défenseurs tant au sein de l'administration présidentielle, du département d'Etat, de celui de la Défense ainsi qu'au Congrès, en tout cas jusqu'en 2011. Ainsi, les efforts de l'USINPAC n'ont pas été couronnés de succès dans ce cadre-ci, étant donné qu'ils ne répondent à aucun des deux postulats.

Après nous être intéressé à l'USINPAC et son action aux Etats-Unis, nous allons dans le chapitre suivant regarder dans quelle mesure ce groupe de pression pro-indien peut être ou non utilisé par les gouvernements américains ou indiens dans le but de faire évoluer les relations entre les deux pays.

Chapitre 6 : Les liens entre Washington, New Delhi, l'USINPAC et les autres groupes de pression

Dans ce chapitre, nous allons nous intéresser particulièrement aux relations entre les deux pays et l'USINPAC. La troisième hypothèse de notre recherche sera développée dans ce chapitre et consiste à postuler que tant New Delhi que Washington peuvent considérer l'USINPAC et les autres groupes de pression comme un instrument de *soft power*. Pour rappel le *soft power*, notion définie par Joseph Nye, « *is the ability to get what you want by attracting and persuading others to adopt your goals. It differs from hard power, the ability to use the carrots and sticks of economic and military might to make others follow your will* » (Nye, in Parmar & Cox, 2010, p. 1). Avant d'analyser de quelle manière les groupes d'intérêt ethniques peuvent être ces outils de *soft power* tant pour Washington que New Delhi, il est intéressant de passer en revue brièvement les liens entre ces groupes et les gouvernements indiens successifs ainsi que les actions que l'USINPAC ou l'US-India Business Council entreprennent vis-à-vis de la société civile indienne.

En effet, si la fonction première d'un groupe comme l'USINPAC est de récolter des fonds en vue, d'une part de financer les campagnes électorales de candidats issus de la communauté indo-américaine ou considérés comme pro-indiens et, d'autre part, d'influencer dans le processus législatif, un autre segment de son activité consiste à améliorer les relations indo-américaines (USinpac.com, 2017). Pour cela, la question de l'image positive que renvoient l'USINPAC et la communauté indo-américaine au sens large est une question essentielle (Therwath, in Jaffrelot, 2008, p. 119). Si nous avons déjà pu nous rendre compte du caractère positif de cette image au niveau des Etats-Unis, nous allons à présent nous attacher à analyser l'importance de l'USINPAC et des autres groupes d'intérêt ethniques auprès de leur patrie d'origine.

Pour rappel, nous analysons dans le cadre de cette recherche l'influence des groupes de pression issus de la communauté indo-américaine. Il ne faut cependant pas perdre de vue que le gouvernement indien n'hésite pas de son côté à mandater des lobbies reconnus à Washington tels que le groupe Barbour, Griffiths & Rogers dont l'ancien président entre 2005 et 2008, Robert Blackwill, n'est autre qu'un ancien ambassadeur des Etats-Unis en Inde (entre 2001 et 2003) et également conseiller au sein de la

structure du Conseil de la Sécurité Nationale entre 2003 et 2005 (Kamdar, 2008, pp. 57-58).

6.1 Les groupes d'intérêt ethniques indiens et l'Inde

Globalement, deux grands types de liens sont à étudier. D'une part, il est intéressant de pouvoir analyser les rapports qu'ont établi les groupes de pression avec les gouvernements indiens entre 2001 et 2012 et, d'autre part d'étudier et de comprendre les différentes actions des groupes d'intérêt au sein de la société civile indienne.

6.1.1 Liens entre les groupes d'intérêt ethniques et les gouvernements indiens.

Comme étudié dans le chapitre 3, après l'avoir relativement ignorée durant des décennies, l'Inde s'attache à maintenir de nombreux liens avec sa diaspora, que cela soit par la création des statuts PIO et OCI ou la création d'institutions gouvernementales permettant à des leaders de la diaspora de faire entendre leurs voix (Sharma, *in* Sinha, 2007, pp. 1126-1127). De ce point de vue, une institution importante est par exemple *l'Indian Prime Minister's Global Advisory Council of Overseas Indians*, existant depuis 2000 et qui permet au Premier Ministre indien de rencontrer directement et sur base régulière (plusieurs fois par an) des membres éminents de la diaspora indienne (Chatterjee, 2015, p. 123). Swadesh Chatterjee, à l'époque président de l'IAFPE, a été nommé en 2009 dans cette assemblée et reconnaît qu'il s'agit d'un organe important dans les relations entre l'Inde et sa diaspora. Les discussions qu'il a eu au sein de ce conseil avec le Premier Ministre lui ont permis d'aborder des points importants de la relation indo-américaine comme les suites du Pacte Nucléaire ou les relations entre les universités des deux pays (Chatterjee, 2015, pp. 122-123).

Pour des questions juridiques, les gouvernements indiens se doivent de procéder avec une certaine prudence dans leurs rapports avec les groupes de pression ethniques aux Etats-Unis. En effet, la loi américaine est assez stricte sur la question et interdit « aux lobbies américains dotés de PAC de financer et de soutenir les intérêts de puissances étrangères » (Therwath, *in* Jaffrelot, 2008, p. 122). Le FARA (*Foreign Agents Registration Act*), de son côté, impose aux lobbyistes travaillant pour un pays étranger de s'enregistrer auprès du Département de la Justice (Belin, 20017, p. 4). De plus un cas concernant spécifiquement l'Inde fait office de jurisprudence. En effet, en 1996,

un Indo-américain du nom de Lalit Gadhia fut condamné à 3 ans de prison pour avoir accepté et utilisé des fonds versé par un diplomate indien en poste à Washington afin de financer une campagne électorale (Mohammad-Arif, 2000, p. 9). Depuis lors, l'Etat indien, à travers son ambassade, reste relativement distant de la politique américaine (Therwath, in Jaffrelot, 2008, p. 122). De même, les membres de la communauté indo-américaine se montrent également prudents dans leurs contacts avec l'Inde. Swadesh Chatterjee, par exemple, reconnaît dans ses mémoires qu'il a toujours procédé d'une manière très claire et franche dans ses rapports avec les Premiers Ministres Indiens et les membres du gouvernements en affirmant que s'il était indo-américain, il était avant tout titulaire de la nationalité américaine, ce qui allait pour lui de pair avec une fidélité accrue envers ce pays (Chatterjee, 2015, p. 124).

L'action de l'USINPAC fut aussi facilitée par l'instauration en 2003 d'un ministère de la diaspora indienne, intitulé *Ministry of Overseas Indian Affairs* (Sharma, in Sinha, 2007, pp. 1132).

Dans le cadre temporel de cette recherche, deux Premiers Ministres se sont succédés à la tête de l'Inde : il s'agit de Atal Bihari Vajpayee¹⁶, membre du BJP, jusqu'en 2004 et Manmohan Singh¹⁷, membre du Congrès Indien, à partir de 2004. Si traditionnellement dans l'histoire des relations indo-américaines, le BJP, parti nationaliste hindou, est relativement plus ouvert vers les Etats-Unis que le Congrès Indien, le premier ministre Singh fût relativement proche des Etats-Unis, du moins durant son premier mandat (Ogden, 2014, p. 60).

Cependant, l'USINPAC n'hésite pas à critiquer les décisions prises par le gouvernement indien qui ne seraient pas bénéfiques aux relations indo-américaines. C'était le cas par exemple en 2011, lors de la décision de New Delhi de choisir de négocier avec des firmes européennes un contrat d'une valeur estimée à 10 milliards, concernant l'achat de matériel pour l'armée de l'air indienne, en mettant de côté les offres proposées par Boeing et Lockheed Martin. A cette occasion, Sanjay Puri a ouvertement critiqué par communiqué de presse cette décision en assurant que l'Inde « *has forgone a golden opportunity to capitalize on the momentum of its relationship with the US. Selecting the Lockheed F16 or Boeing F18 fighter jet which are proven*

¹⁶ Premier Ministre pendant 1 mois en 1996 et ensuite entre 1998 et 2004.

¹⁷ Premier Ministre entre 2004 et 2014.

and reliable would have built upon this, and taken the partnership to a truly strategic level » (Puri, in Usinpac.com, 2011).

Deux autres limites à la construction de liens entre l'USINPAC et le monde politique indien doivent être apportées. Selon Kapur, si les groupes de pression aux Etats-Unis ont de nombreux relais au sein du Congrès américain, il n'en n'est pas de même au sein du Parlement indien, que cela soit dans la *Lok Sabha*¹⁸ ou la *Rajya Sabha*¹⁹ (Kapur, 2010, p. 195). En effet, bien que disposant d'un bureau à New Delhi, l'USINPAC manque encore de relais au niveau de la politique indienne, en raison notamment du fait que le groupe de pression ne s'occupe quasi exclusivement que des relations indo-américaines, sujet qui n'est que relativement peu traité au Parlement indien, la politique étrangère du pays étant mené avant tout par le Premier Ministre et son cabinet (Kapur, 2010, p. 196). Ce manque de relais peut également expliquer les difficultés inattendues qu'ont connu la ratification du Pacte Nucléaire au sein de la *Lok Sabha* après 2006 (Ogden, 2014, p. 155). De même, au niveau administratif et malgré un certain nombre de réformes, l'Inde reste une bureaucratie assez imposante, dont les méandres et les subtilités restent parfois difficiles à saisir, même pour des indo-américains (Blank, 2005, pp. 3-4). C'est pourquoi, d'autres relais, au sein de la société civile sont indispensables pour l'USINPAC et les autres groupes de pression indiens.

6.1.2 Actions des groupes d'intérêt ethniques en Inde

Si l'USINPAC manque encore de relais au niveau politique en Inde, la situation est différente en ce qui concerne la société civile où grâce à de nombreux contacts établis à l'aide d'Indo-américains, le groupe est relativement bien implanté, tant du côté de New Delhi que du côté de Mumbai, capitale économique de l'Inde. L'USINPAC peut servir d'intermédiaire ou de courtier dans toute une série de sujets sociaux-économiques, culturels ou scientifiques. Ces actions peuvent être relativement diverses, allant des contacts entre les deux mondes académiques, en passant par la mise en place de forums permettant à des sociétés américaines voulant investir en Inde d'obtenir un certain nombre de contacts et vice-versa (Sharma, in Sinha, 2007, p. 1127). L'USINPAC, dans ses relations avec la société civile indienne, dispose d'un partenaire fiable avec *l'Alliance for US-India Business* (AUSIB), une organisation

¹⁸ Equivalent de la Chambre des Représentants.

¹⁹ Chambre haute qui peut dans une certaine mesure être assimilée au Sénat américain.

créée et présidée par Sanjay Puri, le fondateur de l'USINPAC, et qui vise à renforcer les liens économiques entre les deux côtés du globe.

Tant l'USINPAC²⁰ que l'AUSIB²¹ disposent de bureaux dans les deux pays, ce qui tend à indiquer l'importance que ces deux associations, créées par des Indo-américains possédant la nationalité américaine, attachent également au travail sur le terrain en Inde.

Avec l'aide de l'USINPAC, l'AUSIB organise généralement plusieurs séminaires par an, à destination des entrepreneurs américains et indiens. Ces deux associations mettent également en place des visites en Inde de membres du Congrès américain (Ausib.org, 2017). Les domaines d'activités sont relativement variés, allant du soutien à la petite entreprise à celle de la multinationale ainsi que plus récemment à la coopération scientifique entre les deux pays. En effet, si les Indo-américains sont implantés depuis longtemps au niveau de la *Silicon Valley* et des laboratoires de recherches aux Etats-Unis, depuis quelques années, de plus en plus d'Indo-américains participent à des programmes en Inde après leurs études ou un travail aux Etats-Unis, ce qui là aussi est bénéfique pour les deux pays (Schaffer, 2009, p. 112). De plus certains groupes d'Indo-américains de la *Silicon Valley* se sont alliés à certains groupes d'intérêt issus de la société civile indienne pour faire pression sur le gouvernement indien afin de changer certaines lois favorisant l'investissement et la réalisation de *joint-ventures* en Inde (Brahmachari, in Gatewayhouse.in, 2011).

6.2 Les groupes de pression ethniques indiens : outils de *soft power* pour Washington ?

De manière générale, certains groupes ethniques peuvent être considérés comme « de puissants instruments de propagande pro-américaine » (Belin, 2007, p. 12). Dans son ouvrage, Yossi Shain explique que les groupes ethniques, non seulement en défendant la minorité qu'ils représentent aide celle-ci à s'intégrer, mais de plus, auprès du pays d'origine, ces groupes d'intérêt « *are increasingly becoming important vehocles of social, political and value change* » (Shain, 1999, p. 209).

²⁰ Qui possèdent des bureaux à Washington D.C. et à New Delhi.

²¹ Qui de son côté dispose de bureaux à Reston, en Virginie, qui est située à quelques kilomètres de Washington, ainsi qu'à Pune, dans l'Etat du Mahārāshtra, la région de Mumbai.

Néanmoins, si selon nous, les groupes ethniques et l'USINPAC en particulier peuvent être vus comme des outils de *soft power*, certains auteurs comme Samuel Huntington ou encore James Schlesinger s'inquiètent que l'importance prise par ces groupes ethniques dans la politique étrangère américaine entraîne un manque de cohérence et de crédibilité dans cette politique (Belin, 2007, p. 13). En particulier, Huntington, dès la fin des années 1990, estimait que la politique étrangère américaine risquait de devenir « *a foreign policy of particularism increasingly devoted to the promotion abroad of highly specific commercial and ethnic interests* » (Huntington, 1997, p. 48).

Pour les Etats-Unis, essentiellement depuis le 11 septembre 2001, l'Inde est vue comme un allié fiable de la part des autorités américaines, que cela soit sous une administration républicaine ou démocrate. Cependant, cette vision de l'Inde n'est pas forcément encore partagée par l'ensemble de la population concernée, ni par le Congrès même si nous avons remarqué dans le cadre du chapitre 3 qu'une évolution notable s'est opérée également depuis le 11 septembre 2001. C'est pourquoi, aux yeux des autorités américaines, la diaspora indienne et les groupes de pression liés à celle-ci peuvent certainement, en étant actif et en faisant la publicité de leurs actions, apporter une image positive de la communauté indo-américaine et par de-là même de l'Inde. Les Etats-Unis sont donc d'autant plus à l'écoute de cette communauté et de leurs groupes de pression. Par exemple, en 2011, Robert Blake, sous-secrétaire d'Etat pour l'Asie du Sud, proposa de créer un rôle de Conseiller au sein du Département d'Etat, en charge spécifiquement d'établir des liens entre la communauté indo-américaine, les groupes de pression ethniques et l'Inde, tant au niveau de l'Etat de que la société civile (Blake, *in* Gatewayhouse.in, 2011). Cette initiative indique selon nous l'intérêt du gouvernement américain pour utiliser les groupes de pression et la communauté que ces groupes représentent en vue d'améliorer certains pans économiques des relations indo-américaines.

De la même manière, au niveau sécuritaire, pour les Etats-Unis, il est très important que l'USINPAC insiste et se positionne sur le principe d'être « alliés à des démocraties partenaires de la lutte anti-terroriste » (Kamdar, 2008, p. 59). Nous nous situons ici à la limite du *soft power*, étant donné qu'il s'agit d'utiliser un instrument lié à cette puissance d'attraction pour atteindre une politique de *hard power* (Nye, *in* Parmar & Cox, p. 8).

Un autre intérêt pour les autorités américaines est de présenter cette communauté et leurs groupes de pression comme un groupe « modèle » qui représente une minorité ethnique tout en étant active politiquement, bien intégrée et contribuant de manière significative au PIB des Etats-Unis (Therwarth, *in* Jaffrelot, 2008, p.119). Cette présentation permet aux Etats-Unis de redorer une partie de son *soft power*, mis à mal durant le deuxième mandat de Georges W. Bush (Scott-Smith, *in* Parmar & Cox, pp. 166-167) en soulignant qu'une minorité ethnique telle que la communauté indo-américaine est capable de s'intégrer tout en gardant une part de ses origines et de participer à la vie économique du pays. De cette manière, les autorités américaines espèrent que des groupes comme l'USINPAC ou l'AUSIB puissent promouvoir en Inde leur communauté et la manière dont celle-ci est perçue aux Etats-Unis. Comme le soulignait Therwarth en 2008, à moyen terme, sous l'influence des Indo-américains, l'Inde pourrait s'écarter progressivement du modèle dirigiste qu'elle connaît depuis l'indépendance pour se rapprocher d'un modèle pluraliste à l'américaine « où le secteur privé fait figure d'exemple, y compris dans ses techniques de management » (Therwarth, *in* Jaffrelot, 2008, p. 124). Sans pour autant surestimer l'importance de l'influence des Indo-américains, nous pouvons confirmer que cette hypothèse semble se confirmer depuis, l'Inde se détachant chaque jour davantage d'un Etat centralisé et dirigiste pour se tourner vers un modèle où certains Etats fédérés et le secteur privé prennent davantage de poids. (Jaffrelot, 2014, pp. 24-25).

Pour les Etats-Unis, la communauté indo-américaine et leurs groupes de pression peuvent donc être considérés comme des outils importants de *soft power*. Il est intéressant de voir dans quelle mesure les groupes de pression peuvent être également des outils de *soft power* pour l'Inde et quelles sont les différences entre les deux pays à ce niveau-là.

6.3. Les groupes de pression ethniques indiens: outils de *soft power* pour New Delhi ?

Dans le chapitre 4, nous avons analysés les différentes raisons pour lesquelles la diaspora est devenue un sujet important pour l'Inde. Par rapport à la communauté indo-américaine en particulier, les autorités politiques, depuis les années 1990, ne tarissent pas d'éloges envers elle. Par exemple, en 2000, le ministre des affaires étrangères Jaswant Singh (BJP), lors d'un dîner organisé par plusieurs organisations indiennes

dans la Silicon Valley, qualifia les indo-américains présents dans la salle ainsi que les organisateurs comme étant des grands ambassadeurs de l'Inde et « *that their success has made every Indian proud and has boosted their aspiration in India and abroad* » (Bagoria, in Badrul Alam, 2013, p. 188).

Cependant, au vu des difficultés internes liées à la cohésion sociale en Inde, le principal enjeu contemporain pour le pays au niveau de sa diaspora est de pouvoir compter sur une base d'outre-mer relativement unifiée et fidèle à l'Etat central, afin d'éviter la constitution de groupes de pression calqués sur les mouvements séparatistes en Inde tels que les Sikhs ou les Tamouls par exemple (Sharma, in Sinha, 2007, pp. 1112). C'est pourquoi, l'Inde a vu d'un très bon œil la tentative d'unification de la diaspora indienne autour de l'USINPAC, qui représente une grande partie des différentes sensibilités politiques de l'Inde aux Etats-Unis, bien que le cœur du groupe reste dirigé par des Indo-américains de confession hindoue (Bagoria, in Badrul Alam, 2013, p. 198). L'USINPAC permet à l'Inde d'avoir aux Etats-Unis un relais lui permettant en partie d'influencer directement sur les relations bilatérales avec les Etats-Unis, sur des sujets comme le nucléaire, la sécurité ou encore la question des visas qui sont des questions de premier plan pour New Delhi (Malone, 2011, pp. 176-177). Le rôle de la communauté indo-américaine et surtout de l'USINPAC furent également honorés lors d'une allocution du premier ministre Singh en janvier 2007 (voir annexe 1).

Lors d'un séminaire organisé par le gouvernement indien et consacré à l'importance des groupes de pression aux Etats-Unis en 2005, plusieurs participants suggérèrent que le *Ministry of Overseas Indian Affairs* (MOIA) devrait pouvoir transmettre directement des indications à l'USINPAC à Washington afin de faire entendre la voix de New Delhi, notamment sur des questions liées à la vente d'armes par les Etats-Unis au Pakistan (Therwath, in Jaffrelot, 2008, p. 123). Si une telle option n'a finalement pas été retenue par le ministère, pour essentiellement des raisons juridiques évoquées plus haut, il n'en reste pas moins que les liens entre New Delhi et l'USINPAC sont important en ce qui concerne indirectement les relations entre l'Inde et son voisin pakistanais.

De plus, il semblerait que l'Inde utilise également l'USINPAC et ses liens avec l'AIPAC et les autres groupes pro-israéliens dans le but de renforcer sa relation bilatérale avec Israël. En réalité, à l'origine, c'est grâce aux bonnes relations que le

BJP et le Premier Ministre Vajpayee ont entretenues avec les autorités israéliennes à partir de la fin des années 1990, qu'un lien a pu s'établir entre les deux pays et, de manière parallèle, entre les deux communautés aux Etats-Unis (Therwath, *in* Jaffrelot, 2008, p. 123). Par la suite, avec les événements du 11 Septembre, ce lien s'est renforcé aux Etats-Unis, ce qui a mené à la création de l'USINPAC sous le patronage de l'AIPAC. Ce lien étroit entre les deux communautés a permis alors à l'Inde de renforcer de son côté les relations avec l'Etat israélien (Malone, 2011, pp. 190-191). Les relations entre les deux pays se concentrent avant tout sur des aspects liés au contre-terrorisme et à la sécurité, avec d'importants contrats d'armements et de transferts de technologies signés entre les deux Etats (Malone, 2011, p. 191). Les liens et les réseaux que l'USINPAC a tissé avec l'AIPAC servent donc à New Delhi afin de consolider sa relation avec Israël (Therwath, *in* Jaffrelot, 2008, pp. 122-123).

En résumé, l'USINPAC et les autres groupes de pression sont bien un instrument de *soft power* pour New Delhi et ce à trois niveaux distincts : pour les relations bilatérales indo-américaines, pour la situation régionale avec le voisin pakistanais et enfin pour les relations bilatérales avec Israël.

6.4 Vérification de l'hypothèse

John Gunter Dean, un ancien ambassadeur américain en Inde, a décrit la communauté indo-américaine et les groupes de pression qui s'y rapportent comme étant autant de ponts entre les deux pays : « *Indian in America could 'soften' the edges in our relationship and bring technology and investment from the United States to India* » (Bagoria, *in* Badrul Alam, 2013, p. 188). Cette notion de 'ponts', également reprise par Swadesh Chatterjee pour le titre de ses mémoires (Chatterjee, 2015)²², est intéressante car elle symbolise bien l'intérêt des groupes de pression tant pour Washington que New Delhi dans leurs politique étrangères respectives. Si dans le cadre de cette recherche, nous nous sommes principalement intéressés à la politique étrangère américaine, force est de constater que, si les groupes d'intérêt tels que l'USINPAC jouent un rôle important pour certains pans de cette politique, ces groupes sont également importants pour l'Inde dans sa politique étrangère, non seulement vis-à-vis des Etats-Unis mais également du Pakistan et d'Israël.

²² « *Building Bridges : The Role of Indian Americans in Indo-U.S. Relations* ».

De manière plus globale, ces groupes d'intérêt et cette communauté indo-américaine permettent tant aux Etats-Unis de donner une image relativement positive de leur politique multiculturelle à travers le monde qu'à l'Inde de promouvoir sa diaspora. Cette image positive véhiculée par ces groupes d'intérêt semble porter ses fruits car selon une enquête datant de 2009, seuls 22% des américains ont une image négative des groupes de pression indiens²³, ces résultats étant sans doute à nuancer, l'USINPAC et les autres groupes de pression n'étant pas médiatisés autant que l'AIPAC par exemple (Paul & Paul, 2009, p. 193).

Cependant, certaines limites se posent en ce qui concerne l'utilisation de ces groupes de pression comme outils de *soft power*. Du côté de New Delhi, ce sont des contraintes avant tout d'ordre juridique qui empêche le gouvernement indien de pouvoir instrumentaliser autant qu'il le souhaiterait les groupes de pression à Washington. Ce qui explique que l'Etat indien lui-même fait appel directement à des lobbyistes professionnels n'ayant aucun rapport avec l'USINPAC. Du côté de Washington, si la communauté indo-américaine peut être clairement vue comme un groupe utilisé par les autorités américaines comme « minorité modèle », l'USINPAC en tant que tel et ses revendications concernant les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan, peuvent être perçus l'administration américaine et le Congrès autant comme un instrument favorable, qu'un obstacle, de nombreux fonctionnaires, politiciens et membre du Congrès ayant gardé des liens d'affinités avec le Pakistan, soit par conviction, soit par réalisme (Lieven, 2011, pp. 603-604).

Comme l'indique Nicholas Blarel, il est relativement difficile de mesurer la quantité et l'impact du *soft power* dans une analyse de la politique étrangère d'un pays en raison du caractère intangible de cette variante de la puissance (Blarel, 2012, p. 29). C'est pourquoi, dans ce chapitre, nous n'avons abordé qu'un pan du *soft power* de chaque pays, à savoir celui qui se rapporte à notre sujet. Une analyse plus poussée nous mènerait certainement à pondérer davantage l'importance de cet instrument de *soft power* que représente selon nous les groupes de pression indo-américains.

²³ A titre de comparaison ; 77% des américains ont une image relativement négative des groupes de pression israéliens et les trouvent trop puissants.

Conclusion

Dans le cadre de cette troisième partie, notre objectif était de pouvoir analyser dans quelle mesure l'USINPAC pouvait passer d'un groupe d'influence potentielle à un groupe d'influence réelle de la politique étrangère américaine. Pour nous aider, nous avons émis deux hypothèses. Dans le chapitre 5, nous supposons que l'influence réelle des groupes de pression pro-indien ne pouvait se réaliser que lorsque deux conditions sont simultanément remplies à savoir celle de fédérer l'ensemble de la communauté indo-américaine autour d'un seul et même objectif d'une part et d'autre part, que cet objectif n'entre pas en collision avec les intérêts vitaux des Etats-Unis. Dans ce cadre, nous avons donc pu observer que si les groupes de pression et en particulier l'USINPAC ont pu jouer un rôle important dans le cadre de la négociation du Pacte Nucléaire, cela n'a pas été le cas à partir du moment où l'USINPAC a essayé d'influencer les relations pakistano-américaines.

Bien évidemment, pour arriver à une conclusion plus définitive au sujet de l'influence réelle d'un groupe de pression tel que l'USINPAC, il serait nécessaire d'élaborer une étude quantitative et de prendre en compte plusieurs cas sur une plus longue période. Néanmoins, au vu de la recherche ici réalisée, nous pouvons affirmer que selon nous l'influence de l'USINPAC est certes réelle mais limitée à des enjeux qui ne rentrent pas en confrontation avec des intérêts vitaux américains en matière de politique étrangère et qui en même temps font l'objet d'un consensus au sein de la communauté indo-américaine dans son ensemble.

Conclusion générale

Dans cette conclusion, nous procéderons en trois étapes. Après avoir brièvement rappelé nos trois hypothèses de la recherche et leurs résultats, nous nous attacherons à proposer une perspective d'avenir pour les groupes de pression pro-indiens aux Etats-Unis ainsi que quelques perspectives de recherches futures.

Pour rappel, notre question de départ portait sur l'analyse de l'influence potentielle et réelle du groupe ethnique pro-indien dans la politique étrangère des Etats-Unis vis-à-vis de l'Inde. Pour pouvoir répondre à cette question, après avoir défini correctement les termes théoriques qui s'y rapportent, nous avons proposé trois hypothèses de travail.

La première hypothèse portait sur l'influence potentielle des groupes de pression pro-indiens et a été développée dans les chapitres 3 et 4. Nous supposions que les groupes de pression pro-indiens disposaient d'une influence potentielle très importante qui lui permet de peser sur la politique étrangère américaine. Nous avons confirmé cette hypothèse en reconnaissant que certains facteurs internes tels que la taille et les niveaux de vie, d'éducation et d'intégration de la diaspora sont des critères essentiels pour permettre cette influence potentielle. Au niveau externe, ce sont les événements internationaux et la capacité à créer des coalitions de groupes d'intérêt qui sont les éléments les plus importants pour qu'un groupe de pression puisse posséder une certaine capacité d'influence.

La deuxième hypothèse de travail portait sur l'influence réelle des groupes de pression pro-indiens et a été développée dans le chapitre 5. Cette hypothèse consistait à postuler que si les groupes de pression peuvent avoir une influence dans la politique étrangère américaine, il faut à la fois que ces groupes disposent d'une organisation interne efficiente et dirigée de manière commune vers un seul objectif et, en même temps, que les objectifs de ces groupes de pression ne rentrent pas en collision avec les intérêts vitaux des Etats-Unis en matière de politique étrangère. Au travers de ces deux cas d'études, nous avons observé que l'USINPAC a disposé durant la période allant de 2001 à 2012 d'une influence certes réelle mais limitée. Ce lobby a bien pesé avec les autres groupes de pression pro-indiens sur le passage du Pacte Nucléaire au Congrès américain en 2006 mais le manque d'influence qu'a vécu ce groupe de pression lors

de la vente d'arme et de l'aide financière décidée par le Président Obama à destination du Pakistan en 2010 nous fait penser que cette influence est limitée. Bien évidemment, pour pouvoir affiner cette recherche, il serait nécessaire de prendre plusieurs autres cas ou l'USINPAC est intervenu dans des questions de relations entre les Etats-Unis et l'Inde. Nous pouvons penser par exemple aux questions relatives à l'immigration légale ou à la question de la volonté de New Delhi d'obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Enfin, la troisième hypothèse nous a fait postuler que tant New Delhi que Washington peuvent considérer l'USINPAC et les autres groupes de pression pro-indiens comme des instruments de *soft power*. Dans le cadre du chapitre 6, nous avons répondu par l'affirmative à cette hypothèse. En effet, les groupes de pression tels que l'USINPAC peuvent bien être utilisés par les deux capitales comme des outils leur permettant une certaine attractivité tout en ne leur demandant pas beaucoup d'efforts. En effet, dans le cadre de la négociation du Pacte Nucléaire, ce sont les groupes de pression tels que l'USINPAC et la communauté indo-américaine de manière générale qui ont fait de nombreux efforts, reconnus par la suite par le premier Ministre indien Singh. Du côté de Washington, nombreux sont les observateurs qui reconnaissent l'importance de l'USINPAC et des autres groupes de pression pro-indiens dans l'amélioration des relations entre les deux pays.

En ayant décidé dès le départ de cette recherche de faire la distinction entre l'influence potentielle et l'influence réelle, nous sommes partis du principe qu'il était nécessaire de pouvoir disséquer cette influence afin de pouvoir comprendre ses limites. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, de nombreux groupes ethniques possèdent une influence potentielle pour intervenir dans la politique étrangère américaine. Cependant, peu de groupes arrivent à disposer d'une influence réelle, car les conditions imposées dans notre deuxième hypothèse sont la plupart du temps des conditions difficiles à atteindre. On le voit ici avec les groupes de pression pro-indiens et l'USINPAC en particulier, qui bien que disposant d'une influence potentielle très favorables, éprouvent des difficultés à pouvoir influencer de manière durable dans la politique étrangère américaine, principalement en raison de deux obstacles. D'une part, en l'absence d'un intérêt commun et d'une position unanime sur le sujet, les groupes de pression n'arrivent pas à faire une coalition entre eux. D'autre part, les enjeux soutenus par les groupes de pression pro-indiens sont aussi des enjeux qui ne

rentrent pas directement dans le spectre des relations indo-américaines mais plutôt dans des considérations plus générales en matière de contre-terrorisme (comme c'est le cas avec le Pakistan), ce qui fait qu'il est beaucoup plus difficile pour des groupes de pression d'influencer sur les sujets liés aux intérêts vitaux des Etats-Unis.

Néanmoins, il serait intéressant de pouvoir étudier plus en profondeur le deuxième mandat de Barack Obama et l'influence qu'a pu avoir les groupes de pression pro-indiens au sein de celui-ci. Si nous manquons encore quelques peu de recul, nous pouvons certainement affirmer que l'influence potentielle de ces groupes de pression aux Etats-Unis n'a certainement pas diminué, encore moins depuis 2014 et l'arrivée au pouvoir du Premier Ministre indien Narendra Modi, étant donné que son parti, le BJP, a toujours été, davantage que le Congrès indien, un grand défenseur des diasporas et en particulier de la diaspora américaine. En ce qui concerne l'influence réelle, les complications qu'ont connues les relations américano-pakistanaïses peuvent également à moyen terme aider les groupes de pression pro-indiens au sein du Congrès à être davantage influents et dépasser ainsi les groupes pro-pakistanaïses.

Enfin, il est également intéressant de proposer au terme de cette étude quelques pistes de réflexions pour des recherches ultérieures. Nous en proposerons trois. Tout d'abord, les lectures réalisées dans le cadre de ce mémoire nous ont permis d'établir des liens assez étroits et souvent méconnus entre les groupes de pression pro-indiens et pro-israéliens. Il serait intéressant de pouvoir développer ces liens plus en détails dans le cadre de recherches ultérieures et de comprendre également l'importance des mécanismes de coalitions entre différents groupes ethniques différents qui cherchent à influencer la politique étrangère américaine. Une deuxième piste de recherche intéressante selon nous consisterait à développer davantage l'utilisation de la diaspora indienne comme outil de *soft power* du gouvernement indien, non seulement aux Etats-Unis mais dans d'autres régions du monde tels que l'Europe, l'Afrique ou l'Amérique du Sud. Enfin, une troisième piste de recherche, certainement plus prospectiviste, consisterait à étudier l'influence de la diaspora indienne aux Etats-Unis et dans d'autres régions du monde, non pas envers la politique étrangère américaine mais envers la politique multilatérale de l'Inde. En effet, entre la volonté de ce pays de réformer l'ONU et son Conseil de sécurité afin d'y obtenir un siège permanent, l'Alliance au sein des BRICS et le réchauffement climatique pour ne citer que ces trois exemples-là, les enjeux sont nombreux pour l'Inde. Etant donné le développement de

la communauté indo-américaine et son importance prise aux Etats-Unis, il ne serait pas surprenant qu'à moyen terme, des groupes de pression plus spécifiques à ces enjeux-là se créent.

Bibliographie

Monographies

Méthodologie générale

BEAUD, M. (2006), *L'art de la thèse: comment préparer et rédiger un mémoire de Master, Une thèse de Doctorat ou tout autre travail universitaire à l'ère du net*. 5^{ème} édition, Paris : La Découverte.

BEAUD, S., WEBER, F. (2010), *Guide de l'enquête de terrain*, 4^{ème} édition augmentée, Paris : La Découverte.

MORIN, J.-F. (2013), *La politique étrangère: théories, méthodes et références*, Paris : Armand Collin.

Cadre théorique

HOLSTI, K. J. (1988), *International Politics : A Framework for Analysis*, Toronto : Prentice-Hall International.

KNOCKE, D. (1990), *Political Networks : The Structural Perspective*, Cambridge : Cambridge University Press.

NAY, O. (dir.) (2011), *Lexique de Science Politique. Vie et institutions politique*, Paris : Dalloz.

NYE, J.S. Jr. (2004), *Soft Power : The Means to Success in World Politics*, New York : PublicAffairs.

NYE, J.S. Jr. (2011), *The Future of Power*, New York : PublicAffairs.

RISSE-KAPPEN, T. (1995), *Bringing transnational relations back in. Non-state actors, domestic structures and international institutions*, Cambridge : Cambridge University Press.

SCRUTON, R. (1996), *A Dictionary of Political Thought*, Basingstoke : MacMillan.

La Politique étrangère des Etats-Unis

COX, M., STOKES, D. (Ed.) (2012), *US Foreign Policy*, 2nd Edition. Oxford : Oxford University Press.

DAVID, C.-P., (Ed.) (2012), *Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts et approches*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

DAVID, C.-P., (Ed.) (2015), *La Politique étrangère des Etats-Unis: Fondements, Acteurs, Formulation*, 3^{ème} édition, Paris : Presses de Science Po.

DAVID, C-P (2015), *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama : La formulation (imprévisible) de la politique étrangère des Etats-Unis*, Paris : Presses de Sciences-Po.

PARMAR, I., COX, M. (Ed.) (2010), *Soft Power and US Foreign Policy, Theoretical, Historical and Contemporary Perspectives*, New York : Routledge.

La relation Etats-Unis-Inde

BADRUL ALAM, M. (2013), *Indo-US Relations*, Patparganj, India : Shipra Publications.

BERTSCH, G.K., GALHAUT, S., SRIVASTAVA, A. (1999), *Engaging India: US Strategic Relations with the World's Largest Democracy*, New York : Routledge.

BLANK, S.J. (2005), *Natural Allies? Regional Security in Asia and Prospects for Indo-American Strategic Cooperation*, Carlisle, PA : Strategic Studies Institute.

GANGULY, S., PAUL KAPUR, S. (2010), *India, Pakistan and the Bomb: Debating Nuclear Stability in South Asia*, New York: Columbia University Press.

GANGULY, S., SHOUP, B., SCOBELL, A. (Ed.) (2006), *US-Indian Strategic Cooperation into the 21st Century*, NEW YORK : Routledge.

GRANGER, S. et al. (2013), *L'Inde et ses avatars, Pluralité d'une puissance*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

JAFFRELOT, C. (Dir.) (2008), *New Delhi et Le Monde. Une puissance émergente entre realpolitik et Soft Power*, Paris : Editions Autrement, Collection Monde et Nations.

JAFFRELOT, C. (Dir) (2014), *L'Inde contemporaine, de 1990 à aujourd'hui*, Paris : SciencesPo, Pluriel.

JAIN, B.M. (2016), *India-US Relations in the Age of Uncertainty. An uneasy courtship*, New York : Routledge.

KAMDAR, M. (2008), *Planet India: the turbulent rise of the world's largest democracy*, New York : Scribner.

MALONE, D.M. (2011), *Does the Elephant Dance? Contemporary Indian Foreign Policy*, Oxford : Oxford University Press.

MALONE, D.M. et al. (2016), *The Oxford Handbook of Indian Foreign Policy*, Oxford : Oxford University Press.

PAL SINGH SIDHU, W. (2007). *Enhancing Indo-US Strategic Cooperation*, Oxford : International Institute for Strategic Studies. Adelphi Series (Book 313), Routledge.

PANT, H.V. (2011), *The US-India Nuclear Pact*. Oxford : Oxford University Press.

PANT, H.V. (2016), *Indian Foreign Policy : an overview*. Manchester : Manchester University Press.

- SCHAFFER, T.S. (2009), *India and the United States in the 21st Century : Reinventing Partnership*, Washington D.C. : Center for Strategic and International Studies.
- SHUKLA, S. (2003), *India Abroad : Diasporic Culture of Postwar America and England*, Princeton : Princeton University Press.
- SINHA, A. et al. (Ed.) (2007), *Indian Foreign Policy : Challenges and Opportunities*, New Delhi : Foreign Service Institute.
- VINOD KUMAR, A. (2014), *India and the Nuclear Non-Proliferation Regime: The Perennial Outlier*. Cambridge : Cambridge University Press.
- TALBOTT, S. (2004), *Engaging India : Diplomacy, Democracy and The Bomb*, Washington D.C. : Brookings Institution Press.

Les groupes de pression et le système politique américain en général

- ASHBEE, E. (2004), *US politics today*, 2nd édition, Manchester : Manchester University Press.
- BAUMGARTNER, F.R., LEECH, B.L. (1998), *Basic Interests : The Importance of Groups in Politics and in Political Science*, Princeton : Princeton University Press.
- BENTLEY, A. (1908), *The Process of Government : A Study of Social Pressures*, Chicago : University of Chicago Press.
- CIGLER, A. et al. (Ed.) (2016), *Interest Group Politics*, 9^{ème} édition, London : Sage Publications.
- DAHL, R.A. (1961), *Who Governs ? Democracy and Power in an American City*, New Haven : Yale University Press.
- DAHL, R.A. (1963), *Modern Political Analysis*, Englewood Cliffs and London: Prentice – Hall International.
- FARNEL, F.J. (1994), *Le lobbying. Stratégies et techniques d'intervention*, Paris : Editions d'organisations.
- HAMILTON, A., MADISON, J., JAY, J. (1988), *Le fédéraliste*, Paris : Economica, n°10.
- HERRNISON, P.S. et al. (Ed.) (2005), *The Interest Group Connection : Electionneering, Lobbying and Policy-Making in Washington*, Washington D.D. : CQ Press, 2nd Ed.
- LANDRY, M., MILKIS, S.M. (2014), *American Government, Enduring Principles, Critical Choices*, 3th Edition, New York : Cambridge University Press.
- McCORMICK, J.M. (ed.) (2012), *The Domestic Sources of American Foreign Policy. Insights and Evidences*, Lanham (Md) : Rowman & Littlefield Publishers, Inc.

- MEARSHEIMER, J.J., WALT, S.M. (2007), *The Israel Lobby and US Foreign Policy*, London : Penguin Book.
- MILBRATH, L. (1963), *The Washington Lobbyists*, Chicago : Rand McNally.
- OLSON, M. (1965), *The Logic of Collective Action : Public Goods and the Theory of Groups*, Cambridge, MA : Harvard University Press.
- QUAYSON, A., DASWANI, G. (Ed.) (2013), *A Companion to Diaspora and Transnationalism*, Oxford : Wiley-Blackwell.
- TRUMAN, D. (1971), *The Governmental Process : Political Interests and Public Opinion*, 2nd Edition, New York : Alfred A. Knopf.

Les groupes de pression et la politique étrangère américaine

- AMBROSIO, T. (Ed.) (2002), *Ethnic Identity Groups and US Foreign Policy*, Wesford : Greenwood Press.
- BETSILL M., CORELL, E. (2007), *NGO Diplomacy : The Influence of Nongovernmental Organizations in International Environment Negotiations*, Cambridge : MIT Press.
- CHATTERJEE, S. (2015), *Building Bridges, the Role of Indian-Americans in Indo-U.S. Relations*, Kolkatta : Rupa & Co.
- DE CONDE, A. (1992), *Ethnicity, Race and American Foreign Policy : An History*, Lebanon (New Hampshire) : Northeastern University Press.
- HREBENAR, R. (1997), *Interest Groups Politics in America*, Armonk (N.Y.) : M.E. Sharpe, 3^{ème} édition.
- HREBENAR, R., BRYSON, M. (2009), *Lobbying in America : A Reference Handbook (Contemporary World Issue)*, New York : ABC-CLIO.
- HOLYOKE, T.T. (2014), *Interest groups and lobbying, Pursuing Political Interests in America*, Boulder : Westview Press.
- KAPUR, D. (2010), *Diaspora, Development and Democracy : The Domestic Impact of International Migration from India*, Princeton : Princeton University Press.
- KURIEN, P. (2007b), *A Place at the Multicultural Table : The development of an American Hindouism*, Piscataway (NJ) : Rutgers University Press.
- McCORMICK, J.M. (Ed.) (2012), *The Domestic Sources of American Foreign Policy*, 6th Edition Lanham : Rowman & Littlefield Publishers.
- PAUL, D.M., PAUL, R.A. (2009), *Ethnic Lobbies and U.S. Foreign Policy*, Boulder : Lynne Rienner.

- RYTZ, H.M. (2013), *Ethnic Interest Groups in U.S. Foreign Policy-Making*, New York : Palgrave MacMillan.
- SANGHA, D. et al. (ed.) (2008), *Tracing an Indian Diaspora : Contexts, Memories, Representations*, London : Sage Publications.
- SHAIN, Y. (1999), *Marketing the American Creed Abroad: US Diasporas and Homelands*. Cambridge : Cambridge University Press.
- SHARMA, A. (2016), *Indian Lobbying and its Influence in US Decision Making*, New York : Sage Publications.

Articles scientifiques

- BELIN, C. (2007), « Place et légitimité des groupes d'intérêt ethniques aux Etats-Unis après le 11 septembre 2001 », *Annuaire français des Relations Internationales*, Paris : La Documentation française. Vol.8.
- BISWAS, B. (2010), « Negotiating the nation : diaspora contestations in the USA about Hindu nationalism in India », *Nations and Nationalism*, vol. 16 (4), pp.696-714. .
- BLACKWILL, R. (2006), « Des alliés naturels, ou la transformation des relations indo-américaines », *Politique américaine*, n°5, pp.25-34.
- GANGULY, S., SCOBELL, A. (2005), "India and the United States Forging a Security Partnership?" *World Policy Journal* 22 (2), pp. 37–43.
- GARRETT, S.A. (1978), « Eastern European Ethnic Groups and American Foreign Policy », *Political Science Quarterly*, Vol. 93 (2), pp. 301-323.
- GRJEBINE, T. (2008), « L'influence des groupes d'intérêts ethniques sur la politique étrangère américaine » *Raisons Politiques* n°29 (2008/1), pp.39–57.
- HALL, I. (2012). « India's New Public Diplomacy ». *Asian Survey*, 52(6), pp. 1089–1110. [<http://doi.org/10.1525/as.2012.52.6.108>] consulté le 03/03/2016.
- HATHAWAY, R.M., « Unfinished Passage : India, Indian Americans, and the U.S. Congress », *The Washington Quarterly*, Spring 2001, vol. 24, n°2, pp. 21-34.
- HUNTINGTON, S. (1997), « The Erosion of American National Interest », *Foreign Affairs*, 76 (5), pp. 28-49.
- JANARDHANAN, V. (2013), « Political Participation of the Indian Diaspora in the USA » *Journal of International and Global Studies*, vol. 5 (1), pp.17-34.
- KING, C. and MELVIN, N.J. (1999), « Diaspora Politics : Ethnic Linkages, Foreign Policy and Security in Eurasia », *International Security*, vol.24(3), pp.108-138.

- KIRK, J. (2008), « Indian-American and the U.S.- India Nuclear Agreement : Consolidation of an Ethnic Lobby ? », *Foreign Policy Analysis*, n°4, pp. 275-300.
- KURIEN, P. (2003), « To be or not to be South Asian : Contemporary Indian American Politics », *Journal of Asian American Studies*, 3/10/2003.
- KURIEN, P. (2004), « Multiculturalism and Ethnic Nationalism : The development of an American Hindouism », *Social Problems*, vol. 51, n°3, pp. 362-385.
- KURIEN, P. (2007a). « Who Speaks for Indian Americans? Religion, Ethnicity and Political Formation » *American Quartely* 59 (3), pp.759–783.
- LIEVEN, A. (2011) « Etats-Unis/Pakistan : la relation à haut risque », *Politique étrangère*, 2011/3, pp. 601-615.
- MALONE, D. M., MUKHERJEE, R. (2009), « India-US Relations: The Shock of the New ». *International Journal*, 64(4), pp. 1057–1074.
- MALONE, D. (2011), « Soft Power in Indian Foreign Policy », *Economic and Political Weekly*, vol. 46, n°36, pp. 35-39.
- MISTRY, D. (2013), « The India Lobby and the Nuclear Agreement with India ». *Political Science Quarterly*, 128 (4), pp. 717-746.
- NEWHOUSE, J. (2009). « Diplomacy Inc. : The Influence of Lobbies on U.S. Foreign Policy » *Foreign Affairs* 88 (3) pp. 73–92.
- NYE, J. (2006), « Think Again : Soft Power », *Foreign Policy*, 23, [en ligne : <http://www.carnegiecouncil.org/resources/transcripts/4466.html>, consultation le 20/05/2017].
- RUBENZER, T. (2008), « Ethnic Minority Interest Group Attributes and US Foreign Policy Influence », *Foreign Policy Analysis*, vol.4(2), pp.169-185.
- RUBENZER, T., REDD, S.B. (2010), « Ethnic Minority Groups and US Foreign Policy : Examining Congressional Decision Making and Economic Sanctions », *International Studies Quarterly*, Vol. 54, pp.755-777.
- RUBINOFF, A.G. (2005), « The Diaspora as a Factor in U.S.- India Relations », *Asian Affairs* vol.32 (3), pp.169-187.
- SHAIN, Y. (1995), « Ethnic Diasporas and U.S. Foreign Policy », *Political Science Quarterly*, Vol 109 (5), pp.811-841.
- SHAIN, Y. and BARTH, A. (2003), « Diasporas and International Relations Theory », *International Organization*, vol 49(4), pp.449-479.
- THERWATH, I. (2007), « Working for India or against Islam ? Islamophobia in Indian American Lobbies », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, SAMAJ, 2. [en ligne : <http://samaj.revues.org/262> ; DOI : [10.4000/samaj.262](https://doi.org/10.4000/samaj.262), mise en ligne le 14/10/2007, consulté le 15/03/2017].

Rapports officiels

AIR WAR COLLEGE (2014), *One Nation...Indivisible : Ethnic Interests Groups and U.S. Foreign Policy*, CreateSpace Independent Publishing Platform.

KRONSTADT, K.A. (2009), Pakistan-US Relations. Congressional Research Service Report for Congress, Washington D.C., CRS.

(2014) *Indispensable Partners – Reenergizing U.S.-India Ties*, Subcommittee on Near Eastern and South and Central Asian Affairs of the Committee on Foreign Relations United States Senate.

Working Paper

BLAREL, N. (2012), « India's Soft Power : From Potential to Reality », in *India, the Next Superpower ?*, London : London School of Economics IDEAS Special Report.

HREBENAR, R.J., THOMAS, C.S. (2011), *The Rise of the New Asian Lobbies in Washington, D.C. : China, India and South Korea*, article présenté à la rencontre annuelle à l'American Political Science Association à Seattle, 1-4 septembre 2011, [en ligne : https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1901573, date de mise en ligne : 4 septembre 2011, date de consultation : 30/03/2017].

JAFFRELOT, C. (2012), La relation Pakistan-Etats-Unis : un patron et son client au bord de la rupture ?; Etudes du CERI, pp. 1-49 [en ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/hal-01024593/document>, date de mise en ligne : 16 juillet 2014, date de consultation : 16/03/2017].

LEVI, M.A, FERGUSON, C.D. (2006), « U.S.-India Nuclear Cooperation. A strategy for Moving Forward », *Council on Foreign Relations*, CSR n°16, June 2006.

MIGRATION POLICY INSTITUTE (2014), *The Indian Diaspora in the United States*, RAD Diaspora Profile, prepared for the Rockefeller Foundation-Aspen Institute Diaspora Program [en ligne : <http://www.migrationpolicy.org/sites/default/files/publications/RAD-Indiall-FINAL.pdf>, date de mise en ligne : Juillet 2014, date de consultation : 03/02/2017].

MOHAMMAD-ARIF, A. (2000), « The Lobbying game of Indian and Pakistani diasporas in the U.S. », *Working Paper for Le Dossier*, Paris : Center for International Studies and Research, décembre 2000.

NEWLAND, K. (2010), *Voice After Exit : Diaspora Advocacy*, Migration Policy Institute, *Diasporas & Development Policy Project* [en ligne :

<http://www.migrationpolicy.org/research/voice-after-exit-diaspora-advocacy>,
date de mise en ligne : novembre 2010, date de consultation : 06/07/2017].

Articles de presse

ANDERSEN, W. K. (2006), « The Indian-American community comes into its political own », *India Abroad*, September 1.

CHAKRAVORTY, S. (2016), « Why do Indian-Americans win spelling bee contests ? », *BBC* [en ligne : <http://www.bbc.com/news/world-asia-india-36410860>, date de publication : 30/05/2016, date de consultation : 13/03/2017].

Mémoires

KJOLSETH, H.C. (2009), « *New Kids in The Block* » : *The Indian American Lobby and the U.S.-India Nuclear Deal*, University of Oslo, Department of Political Science, Faculty of Social Sciences, Master Thesis [en ligne : <https://www.duo.uio.no/handle/10852/14999>, date de mise en ligne : 2009, date de consultation : 01/02/2017].

MARZ FREEDMAN, A. (2009), *USINPAC and the U.S.-India Nuclear Deal : Lasting Influence or One Shot Victory ?*, University of Pennsylvania, College of Arts and Sciences [en ligne : <http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1119&context=curej>, date de mise en ligne : 18 mai 2009, date de consultation : 13/03/2017].

Sites Internet

AIR WAR COLLEGE, <http://www.au.af.mil/au/awc/> Montgomery (Alabama) [date de mise à jour : 01/04/2016, date de consultation : 18/04/2016].

ALLIANCE FOR US-INDIA BUSINESS, <http://ausib.org/>, Washington D.C. [date de mise à jour : 01/01/2017, date de consultation : 15/03/2017].

ARCHIVES of the Former Prime Minister of India Dr Manmohan Singh, <http://archivepmo.nic.in>, New Delhi [date de mise à jour : 26/05/2014, date de consultation : 06/07/2017].

BLOOMBERG, <https://www.bloomberg.com>, New York City [date de mise à jour : 15/06/2017, date de consultation : 15/06/2017].

BROOKINGS INSTITUTION, <http://www.brookings.edu/>, Washington D.C. [date de mise à jour : 15/04/2016, date de consultation : 18/04/2016].

COUNCIL OF FOREIGN RELATIONS, <http://www.cfr.org/>, New York [date de mise à jour : 17/04/2016, date de consultation : 17/04/2016].

FOREIGN POLICY RESEARCH CENTER, <http://www.fprc.in/>, New Delhi [date de mise à jour : 01/01/2016, date de consultation : 17/04/2016].

FOREIGN POLICY RESEARCH INSTITUTE, <http://www.fpri.org/>, Philadelphia (Pennsylvania) [date de mise à jour : 18/04/2016, date de consultation : 18/04/2016].

GATEWAY HOUSE, <http://www.gatewayhouse.in/>, New Delhi, [date de mise à jour : 01/03/2016, date de consultation : 17/04/2016].

INDIAN AMERICAN FORUM FOR POLITICAL EDUCATION (IAFPE), <http://www.iafpe-ma.org/>, Washington D.C. [date de mise à jour : 01/06/2017, date de consultation : 13/06/2017].

INSTITUTE OF PEACE AND CONFLICT STUDIES, <http://www.ipcs.org/>, New Delhi [date de mise à jour : 15/04/2016, date de consultation : 18/04/2016].

PEW RESEARCH CENTER, <http://www.pewresearch.org/>, Washington D.C. [date de mise à jour : 15/06/2017, date de consultation : 17/06/2017].

THE JAVADPUR ASSOCIATION ON INTERNATIONAL RELATIONS, <http://www.jair.net.in/>, New Delhi [date de mise à jour : 02/04/2016, date de consultation : 18/04/2016].

THE TAKSHASHILA INSTITUTE, <http://takshashila.org.in/>, Bangalore, [date de mise à jour : 18/04/2016, date de consultation : 18/04/2016].

THE UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE, <http://www.state.gov/>, Washington D.C. [date de mise à jour : 18/04/2016, date de consultation : 18/04/2016].

THE UNITED STATES CONGRESS, <https://www.congress.gov/>, Washington D.C. [date de mise à jour : 18/04/2016, date de consultation : 18/04/2016].

THE UNITED STATES HOUSE OF REPRESENTATIVES, <http://www.house.gov/>, Washington D.C. [date de mise à jour : 18/04/2016, date de consultation : 18/04/2016].

THE UNITED STATES SENATE, <http://www.senate.gov/index.htm>, Washington D.C. [date de mise à jour : 14/04/2016, date de consultation : 18/04/2016].

US CENSUS, <https://www.census.gov>, Washington D.C. [date de mise à jour : 01.07/2017, date de consultation 07/07/2017].

US-INDIA POLICY INSTITUTE, <http://www.usindiapolicy.org/>, Washington D.C. [date de mise à jour : 01/04/2016, date de consultation : 17/04/2016].

USINPAC, <http://www.usinpac.com/>, Washington D.C. [date de mise à jour : 14/04/2016, date de consultation : 18/04/2016].

WHITE HOUSE VISITOR RECORDS,
<https://obamawhitehouse.archives.gov/goodgovernment/tools/visitor-records>,
Washington D.C. [date de mise à jour : 20/01/2017, date de consultation : 25/06/2017].

Annexe

Mots-clés

Politique étrangère américaine, Inde, Groupe d'intérêt, *Soft Power*, USINPAC

Résumé

Cette recherche questionne l'influence des groupes de pression ethniques pro-indiens et en particulier celle de l'USINPAC dans la politique étrangère américaine des présidents George W. Bush et Barack H. Obama entre 2001 et 2012. En partant de la distinction entre l'influence potentielle et l'influence réelle, nous établissons que les groupes de pression pro-indiens disposent d'une influence potentielle très importante suite à différents facteurs internes et externes aux groupes mais cette influence ne se transforme en influence réelle que lorsque certaines circonstances sont réunies. Enfin, cette recherche questionne également l'utilité pour Washington et New Delhi de la diaspora indienne aux Etats-Unis en tant qu'outil de *Soft Power*.

